

ÉTATS FINANCIERS

Comptes consolidés

COMPTE DE RÉSULTATS CONSOLIDÉ

Milliers d'euros	ANNEXES	2016	2017
Chiffre d'affaires	F9	10.443.541	11.947.264
Autres produits d'exploitation	F9	59.813	71.965
Produits d'exploitation		10.503.354	12.019.229
Approvisionnements et matières premières	F9	(9.040.437)	(10.324.428)
Rémunérations et avantages sociaux	F10	(636.071)	(700.706)
Amortissements et réductions de valeur	F9	(192.278)	(203.703)
Autres charges d'exploitation	F9	(379.664)	(470.015)
Charges d'exploitation		(10.248.451)	(11.698.853)
Produits / pertes des investissements financiers	F12	(5.937)	(8.286)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		248.966	312.090
Produits financiers	F11	4.829	4.354
Charges financières	F11	(19.962)	(34.813)
Résultat de change	F11	(2.535)	(6.864)
Résultat des sociétés mises en équivalence	F17	16.786	29.555
Résultat avant impôts		248.084	304.322
Impôts sur le résultat	F13	(56.420)	(75.178)
Résultat des activités continuées		191.663	229.143
Résultat des activités non-continuées(*)	F42	(50.303)	(2.893)
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		141.360	226.251
dont part des minoritaires		10.636	14.308
dont part du Groupe		130.724	211.943
Euros			
Bénéfice par action, de base, pour activités continuées	F39	0,83	0,98
Bénéfice par action, de base, total	F39	0,60	0,97
Bénéfice par action, dilué, pour activités continuées	F39	0,83	0,97
Bénéfice par action, dilué, total	F39	0,60	0,96
Dividende par action		0,65	0,70

(*) Attribuable aux actionnaires de ces sociétés.

Les annexes en pages 101 à 175 font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES PROFITS ET PERTES RECONNUS DIRECTEMENT DANS LES CAPITAUX PROPRES

Milliers d'euros	ANNEXES	2016	2017
Résultat des activités continuées		191.663	229.143
Autres éléments du résultat global non reclassifiables par le résultat			
Mouvements des avantages postérieurs à l'emploi, découlant de changements d'hypothèses actuarielles		(27.638)	6.464
Mouvements des impôts différés reconnus directement dans les autres éléments du résultat global dans les capitaux propres		6.018	(4.167)
Autres éléments du résultat global potentiellement reclassifiables par le résultat			
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles		111	3.738
Mouvements des réserves de couvertures stratégiques		35.991	15.278
Mouvements des impôts différés reconnus directement dans les autres éléments du résultat global dans les capitaux propres		(10.483)	(2.286)
Mouvements des écarts de conversion		30.226	(83.661)
Autres éléments du résultat global des activités continuées	F23	34.225	(64.635)
Résultat global provenant d'activités non-continuées		(55.378)	(3.421)
Résultat global de la période		170.510	161.087
dont part du Groupe		158.249	148.903
dont part des minoritaires		12.261	12.184

Les impôts différés reconnus directement en capitaux propres sont dus aux réserves pour couvertures stratégiques pour € (2,3) millions et aux avantages postérieurs à l'emploi pour € (4,2) millions.

Les annexes en pages 101 à 175 font partie intégrante des états financiers consolidés.

BILAN CONSOLIDÉ

Milliers d'euros	ANNEXES	31/12/2016	31/12/2017
Actifs long terme		1.727.409	1.945.675
Immobilisations incorporelles	F14, F15	305.340	328.808
Immobilisations corporelles	F16	1.070.403	1.301.411
Participations mises en équivalence	F17	195.332	153.008
Actifs financiers disponibles à la vente	F18	26.414	22.331
Prêts octroyés	F18	1.201	11.285
Créances commerciales et autres créances	F20	11.114	14.146
Impôts différés actifs	F21	117.605	114.686
Actifs court terme		2.164.857	3.169.985
Prêts octroyés	F18	14.787	1.750
Stocks	F19	1.188.822	1.628.423
Créances commerciales et autres créances	F20	844.271	1.335.661
Impôts à récupérer		32.517	36.036
Liquidités et quasi-liquidités	F22	84.460	168.115
Actifs des activités non-continué	F42	253.484	-
TOTAL DE L'ACTIF		4.145.751	5.115.661
Capitaux propres		1.848.045	1.862.637
Capitaux propres – Part du Groupe		1.829.014	1.803.034
Capital et primes d'émission		502.862	502.862
Résultats reportés et réserves		1.559.969	1.584.442
Ecart de conversion et autres réserves	F23	(144.200)	(202.517)
Actions détenues en propre		(89.616)	(81.754)
Intérêts minoritaires		58.446	59.603
Eléments de résultat global des activités non-continué		(39.417)	-
Passifs long terme		491.290	1.168.752
Provisions pour avantages sociaux	F27	337.907	342.813
Dettes financières	F24	24.394	694.104
Dettes commerciales et autres dettes	F25	41.656	40.442
Impôts différés passifs	F21	6.924	3.540
Provisions	F29, F30	80.409	87.853
Passifs court terme		1.661.512	2.084.272
Dettes financières	F24	400.786	313.868
Dettes commerciales et autres dettes	F25	1.161.371	1.639.817
Impôts à payer		57.666	62.830
Provisions	F29, F30	41.690	67.759
Passifs des activités non-continué	F42	144.908	-
TOTAL PASSIF		4.145.751	5.115.661

Les annexes en pages 101 à 175 font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE L'ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Milliers d'euros	CAPITAL & PRIMES D'ÉMISSION	RÉSULTATS REPORTÉS	ECARTS DE CONVERSION & AUTRES RÉSERVES	ACTION DÉTENUES EN PROPRE	INTÉRÊTS MINORITAIRES	TOTAL DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	ELÉMENTS DE RÉSULTAT GLOBAL DES ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES	TOTAL DES FONDS PROPRES
Solde à la fin de la période 2016	502.862	1.501.290	(175.518)	(129.913)	52.577	1.751.299	33.671	1.784.970
Résultat de la période	-	181.203	-	-	10.460	191.663	(50.303)	141.360
Autres éléments du résultat global	-	-	32.513	-	1.712	34.225	(5.075)	29.150
Résultat global de la période	-	181.203	32.513	-	12.172	225.888	(55.378)	170.510
Mouvements des réserves pour paiements en actions	-	-	3.820	-	-	3.820	-	3.820
Dividendes	-	(141.769)	-	-	(4.747)	(146.515)	-	(146.515)
Transferts	-	6.839	(9.094)	2.255	-	-	-	-
Mouvements sur actions détenues en propre	-	-	-	38.041	-	38.041	-	38.041
Variation de périmètre	-	12.405	4.079	-	(1.557)	14.927	(17.708)	(2.781)
Solde à la fin de la période 2016	502.862	1.559.971	(144.200)	(89.616)	58.446	1.887.463	(39.417)	1.848.047
Résultat de la période	-	214.836	-	-	14.308	229.144	(2.893)	226.251
Autres éléments du résultat global	-	-	(62.511)	-	(2.124)	(64.635)	(528)	(65.163)
Résultat global de la période	-	214.836	(62.511)	-	12.184	164.509	(3.421)	161.088
Mouvements des réserves pour paiements en actions	-	-	6.418	-	-	6.418	-	6.418
Dividendes	-	(147.796)	-	-	(5.640)	(153.436)	-	(153.436)
Transferts	-	4.512	(6.402)	1.890	-	-	-	-
Mouvements sur actions détenues en propre	-	-	-	5.972	-	5.972	-	5.972
Variation de périmètre	-	(47.079)	4.178	-	(5.386)	(48.287)	42.837	(5.450)
Solde à la fin de la période 2017	502.862	1.584.442	(202.517)	(81.754)	59.603	1.862.637	-	1.862.637

La réserve légale d'€ 50,0 millions, incluse dans les résultats reportés, n'est pas distribuable.

Le 16 octobre 2017, chaque action Umicore a été divisée en deux. Dès lors, le capital social du Groupe au 31 décembre 2017 était composé de 224.000.000 actions sans valeur nominale.

Les annexes en pages 101 à 175 font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ

Milliers d'euros		2016	2017
Résultat des activités continuées		191.664	229.144
Ajustement pour résultat des sociétés mises en équivalence		(16.786)	(29.554)
Ajustement pour transactions non-cash	F34	188.912	190.714
Ajustement pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement	F34	66.731	98.274
Variation du besoin en fonds de roulement	F34	13.253	(275.509)
Cash-flow d'exploitation		443.778	213.070
Dividendes reçus		8.517	15.333
Taxes payées durant la période		(65.301)	(74.449)
Subsides perçus		(2.270)	(642)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'EXPLOITATION NETTE	F34	384.723	153.313
Acquisition d'immobilisations corporelles	F16	(207.017)	(351.056)
Acquisition d'immobilisations incorporelles	F14	(80.764)	(25.621)
Acquisition de participations consolidées, net des liquidités acquises	F8	-	(211.508)
Acquisition d'immobilisations financières	F18	(8.554)	(119)
Nouveaux prêts accordés	F18	(13.000)	(9.889)
Sous-total des acquisitions		(309.336)	(598.194)
Cession d'immobilisations corporelles		4.337	5.414
Cession d'immobilisations incorporelles		778	1.438
Cession des participations consolidées et sociétés associées (net des liquidités cédées)		138.604	74.189
Cession d'immobilisations financières		5.491	443
Remboursement de prêts	F18	750	20.033
Transferts internes	F34	(49.261)	-
Sous-total des cessions		100.698	101.516
VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT	F34	(208.638)	(496.678)
Changement de capital des minoritaires		-	416
Ventes (achats) d'actions détenues en propre		38.041	5.972
Intérêts reçus		3.258	4.027
Intérêts payés		(9.667)	(18.398)
Nouveaux emprunts et remboursements		6.490	562.072
Dividendes versés aux actionnaires Umicore		(138.266)	(150.682)
Dividendes versés aux minoritaires		(4.747)	(5.640)
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT	F34	(104.891)	397.768
Impact des variations de change		1.401	13.997
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE		72.596	68.400
Situation nette de trésorerie à l'ouverture des activités continuées	F22	66.167	71.275
Impact du financement final pour les sociétés non continuées		(67.488)	16.223
Situation nette de trésorerie à la clôture des activités continuées	F22	71.275	155.898
Trésorerie transférée aux activités non-continuées		45.325	-
dont liquidités et quasi-liquidités		129.785	168.115
dont découverts bancaires		(13.185)	(12.217)

Les annexes en pages 101 à 175 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexes aux comptes consolidés

La publication des comptes annuels consolidés, ainsi que du rapport de gestion préparé conformément à l'article 119 du code des sociétés et repris aux pages 1-51 et 89-176, pour la période comptable se terminant le 31 décembre 2017 a été autorisée par le conseil d'administration d'Umicore le 16 mars 2018. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux réglementations et aux lois applicables aux états financiers consolidés des sociétés belges. Ils comprennent les états financiers de la société consolidante et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les sociétés mises en équivalence.

F1 BASE DE LA PRÉPARATION

Le Groupe présente ses états financiers conformément à tous les IFRS adoptés par l'Union Européenne (UE).

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique, à l'exception de ce qui est mesuré à la juste valeur.

F2 PRINCIPES COMPTABLES

2.1 PRINCIPES DE CONSOLIDATION ET DE SEGMENTATION

2.1.1 FILIALES

Les filiales sont toutes les entités (y compris les entités structurées) pour lesquelles le groupe détient le contrôle. Le Groupe détient le contrôle lorsque celui-ci est exposé à, ou a droit à, des rendements variables en raison de son implication dans l'entité et à la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur le montant de ces rendements. Les filiales sont consolidées par intégration globale dès la date de transfert du contrôle au Groupe. Celles-ci sont déconsolidées dès que le contrôle cesse.

Une liste des principales filiales du Groupe à la date de clôture est fournie à l'annexe F5.

Le Groupe applique la méthode de l'acquisition lors de regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée pour l'acquisition d'une filiale est la juste valeur des actifs transférés, des dettes contractées à l'égard des détenteurs antérieurs de l'entreprise acquise et des parts de capitaux propres émises par le Groupe. La contrepartie transférée inclut la juste valeur de tout actif ou passif résultant d'un accord de contrepartie conditionnel. Les actifs identifiables acquis et les passifs et passifs éventuels assumés lors d'un regroupement d'entreprises sont initialement évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Le Groupe reconnaît tout intérêt minoritaire dans l'entreprise acquise au cas par cas, soit à la juste valeur soit à la part proportionnelle de la participation minoritaire des montants comptabilisés des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise. Les coûts liés à l'acquisition sont comptabilisés en charges.

Si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la valeur comptable à la date d'acquisition de la participation précédemment détenue de l'acquéreur dans l'entreprise acquise est réévaluée à sa juste valeur à la date d'acquisition ; les gains ou pertes résultant de cette réévaluation sont comptabilisés en résultat.

Toute contrepartie éventuelle transférée par le Groupe est comptabilisée à la juste valeur à la date d'acquisition. Les variations ultérieures de la juste valeur de la contrepartie éventuelle qui est un actif ou un passif sont comptabilisées en résultat.

Une contrepartie éventuelle qui est classée en fonds propres n'est pas réévaluée et son règlement ultérieur est comptabilisé en capitaux propres.

Les transactions intra-groupe, soldes et gains non réalisés sur les transactions entre sociétés du Groupe sont éliminés. Les pertes non réalisées sont aussi éliminées. Au besoin, les règles comptables des filiales ont été adaptées pour assurer la cohérence avec celles du Groupe Umicore.

IFRS 5 (Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités non-continues) ne spécifie pas le traitement relatif à l'élimination des transactions intra-groupe entre les opérations continues et non-continues. Umicore a adopté comme principe comptable de ne pas éliminer les transactions intra-groupe dans le compte de résultats entre les opérations continues et non-continues. En ce qui concerne le bilan cependant, IFRS 10 (Etats financiers consolidés) contourne IFRS 5 et requiert que toutes les transactions intra-groupe soient éliminées, y compris entre les activités continues et non-continues.

2.1.2 MODIFICATION DU POURCENTAGE D'INTÉRÊTS DANS DES FILIALES SANS CHANGEMENT DE CONTRÔLE

Les transactions avec des intérêts minoritaires qui ne résultent pas en perte de contrôle sont comptabilisées comme des transactions en fonds propres c'est-à-dire comme des transactions avec les propriétaires en leur qualité de propriétaires. La différence entre la juste valeur de la contrepartie payée et la part correspondante acquise de la valeur comptable de l'actif net de la filiale est enregistrée dans les capitaux propres. Les gains ou pertes sur cessions d'intérêts minoritaires sont également comptabilisés en capitaux propres.

2.1.3 CESSION DE FILIALES

Lorsque le Groupe cesse d'avoir le contrôle, toute participation résiduelle est réévaluée à sa juste valeur à la date de la perte du contrôle, avec le changement de la valeur comptable reconnu en résultats. La juste valeur est la valeur comptable initiale pour une comptabilisation future des intérêts résiduels comme société associée, coentreprise ou actif financier. En outre, les montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global à l'égard de cette entité sont comptabilisés comme si le Groupe avait directement vendu les actifs ou passifs correspondants. Cela pourrait signifier que des montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global soient reclassés dans le compte de résultats.

2.1.4 ENTREPRISES ASSOCIÉES

Les entreprises associées concernent toutes les entités sur lesquelles le Groupe a une influence notable mais pas le contrôle. C'est en général le cas si la société détient entre 20 et 50% des droits de vote. Les entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Selon la méthode de mise en équivalence, l'investissement est initialement reconnu à son coût et la valeur comptable est augmentée ou diminuée pour reconnaître la part de l'investisseur dans le résultat net de l'entreprise associée après la date d'acquisition. L'investissement du Groupe dans une entreprise associée inclut le goodwill identifié lors de l'acquisition. Si le pourcentage d'intérêt dans une entreprise associée est réduit mais que l'influence notable est maintenue, seule une quote-part des montants précédemment comptabilisés dans les autres éléments du résultat global est reclassée dans le compte de résultats si approprié. La part du Groupe dans les résultats après acquisition est comptabilisée dans le compte de résultats, et la part des mouvements après acquisition dans les autres éléments du résultat global est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global avec un ajustement correspondant de la valeur comptable de l'investissement. Lorsque la part du Groupe dans les pertes d'une société associée est égale ou supérieure à sa participation dans l'entreprise associée, y compris les autres créances non garanties, le Groupe ne reconnaît pas d'autres pertes, sauf s'il a contracté des obligations juridiques ou implicites ou effectué des paiements au nom de l'associé. Le groupe détermine à chaque date de clôture s'il existe une preuve objective que l'investissement dans l'entreprise associée est réduit de valeur. Si c'est le cas, le groupe calcule le montant de la réduction de valeur comme étant la différence entre la valeur recouvrable et la valeur comptable et reconnaît le montant dans la part du Groupe du résultat des sociétés associées dans le compte de résultats.

Les profits et pertes résultant des transactions upstream et downstream entre le Groupe et ses entreprises associées sont comptabilisés dans les états financiers du groupe que pour la partie des intérêts de l'investisseur indépendants des entreprises associées. Les pertes non réalisées sont éliminées sauf si la transaction indique une réduction de valeur de l'actif transféré. Les règles comptables des entreprises associées ont été adaptées si nécessaire pour assurer la cohérence avec les règles adoptées par le Groupe. Les gains et pertes de dilution découlant des investissements dans des entreprises associées sont comptabilisés dans le compte de résultats.

2.1.5 PARTENARIATS

Le Groupe applique IFRS 11 pour tous ses partenariats. Selon IFRS 11, les partenariats sont classifiés soit en activités communes soit en coentreprises. Le Groupe a évalué la nature de ses partenariats et conclut que ceux-ci sont uniquement des coentreprises. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. Selon la méthode de mise en équivalence, les intérêts dans des coentreprises sont initialement comptabilisés au coût et ajustés par après pour reconnaître la part du Groupe dans le résultat après acquisition et les mouvements dans les autres éléments du résultat global.

Lorsque la part du Groupe dans les pertes d'une coentreprise est égale ou supérieure à ses intérêts dans les coentreprises (qui comprend les intérêts à long terme qui, en substance, font partie de l'investissement net du groupe dans les coentreprises), le Groupe ne reconnaît pas de nouvelles pertes, sauf si elle a contracté des obligations ou effectué des paiements au nom des coentreprises. Les gains non réalisés sur les transactions entre le Groupe et ses coentreprises sont éliminés à hauteur de la participation du groupe dans les coentreprises. Les pertes latentes sont également éliminées sauf si la transaction indique une réduction de valeur de l'actif transféré. Les règles comptables des coentreprises ont été adaptées si nécessaire pour assurer la cohérence avec les règles adoptées par le Groupe.

2.1.6 INFORMATION SECTORIELLE

L'annexe F7 présente l'information sectorielle conformément à IFRS 8. Umicore est organisé en business units.

Les secteurs d'activités sous IFRS 8 chez Umicore sont différenciés selon des facteurs de croissance dans les activités de Catalysis, Energy & Surface Technologies et Recycling.

Le secteur d'activités Catalysis fournit des catalyseurs automobiles pour les applications essence et diesel, y compris pour les moteurs diesel routiers et non-routiers. Le business group propose également des catalyseurs stationnaires pour le contrôle des émissions industrielles et fabrique des composés et des catalyseurs à base de métaux précieux, destinés aux industries de la pharmaceutique et de la chimie fine. Le secteur d'activités Energy & Surface Technologies se focalise sur des produits qui sont mis en œuvre dans des applications utilisées pour la production et le stockage d'énergie propre, et dans une gamme d'applications pour les technologies de traitement des surfaces qui confèrent des propriétés et des fonctionnalités spécifiques aux produits finis. Toutes les activités de ce business group proposent un service en boucle fermée aux clients. Le secteur d'activités Recycling traite des déchets complexes contenant des métaux précieux et autres métaux spéciaux. Recycling est capable de récupérer 20 de ces métaux à partir d'un large éventail de matériaux, allant des résidus industriels aux matériaux en fin de vie. Les autres activités comprennent la production de matériaux à base de métaux précieux, matériaux qui sont essentiels pour des applications aussi diverses que la production de verre de haute technologie, l'électricité et l'électronique.

Corporate couvre les activités corporate, les fonctions opérationnelles partagées ainsi que les activités Recherche et Développement du Groupe. Les parts minoritaires du Groupe dans Element Six Abrasives et Iqsa font aussi partie de Corporate.

Les secteurs d'activités rapportés sont cohérents avec ceux utilisés dans le reporting interne fourni au conseil d'administration et au comité de direction.

Les résultats, actifs et passifs d'un secteur d'activités incluent des éléments directement attribuables au secteur ainsi que des éléments qui peuvent être raisonnablement alloués à celui-ci. La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

2.2 COMPTABILITÉ D'INFLATION

Pour l'exercice en cours, le Groupe Umicore ne comprend aucune filiale dont les comptes sont établis dans la devise d'une économie hyper-inflationniste.

2.3 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Devise fonctionnelle : les états financiers de chaque entité du Groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la devise fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, devise fonctionnelle de la société mère. Pour les besoins de la consolidation du Groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit :

- les actifs et passifs au taux de clôture, publié par la Banque Centrale Européenne;
- les produits et les charges au taux moyen de l'année ;
- les éléments des capitaux propres au taux de change historique.

Les différences de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales, joint-ventures et entreprises associées étrangères au taux de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous la rubrique "Écarts de conversion".

Lorsqu'une entité est liquidée ou vendue, les différences de change qui étaient enregistrées dans les capitaux propres sont reconnues dans le compte de résultats comme faisant partie du gain ou de la perte sur la vente.

Le goodwill et la mise à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité concernée et sont convertis au taux de clôture.

2.4 TRANSACTIONS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Les transactions en devises étrangères sont d'abord comptabilisées dans la devise fonctionnelle de chaque entité au taux de change en vigueur à la date de la transaction. La date de transaction est la date à laquelle la transaction peut être reconnue. Pour des raisons pratiques, un taux qui s'approche du taux actuel à la date de la transaction est utilisé pour certaines opérations, par exemple un taux moyen pour la semaine ou le mois dans lequel la transaction se déroule.

Ensuite, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes résultant des transactions en devises étrangères et de la conversion des actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont comptabilisés comme résultats financiers dans le compte de résultats.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, la société a conclu certains contrats à terme et options (voir point 2.21. Instruments de couverture).

2.5 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont reprises au bilan à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur.

Les coûts comprennent tous les coûts directs ainsi qu'une part adéquate des coûts indirects encourus pour mettre l'actif en état de remplir la fonction qui lui est impartie.

Conformément à l'IAS 23, les coûts d'emprunt directement associés à des investissements sont capitalisés avec l'actif concerné. Les coûts d'emprunt qui ne peuvent être liés directement à un investissement sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

Les coûts de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économiques futurs des actifs sont pris en charge lorsqu'ils sont encourus. Dans le cas contraire, ils sont incorporés comme éléments séparés dans les immobilisations corporelles. Les éléments qui sont régulièrement remplacés sont comptabilisés séparément vu que leur durée de vie est différente de celle des autres rubriques reprises dans les immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent. Les installations d'Umicore étant des installations industrielles très complexes et très spécifiques, elles ne possèdent pas de valeur résiduelle de vente en tant qu'équipement isolé. Pour cette raison, les montants d'amortissement sont déterminés en se basant sur une valeur résiduelle en fin de vie nulle.

La méthode de l'amortissement linéaire est appliquée pendant la durée de vie utile estimée des actifs. La durée de vie est la période de temps pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif. Les durées de vie utilisées sont définies pour chaque type d'immobilisation comme suit :

Dans le cas d'acquisition ou de construction de nouveaux actifs, la durée de vie résiduelle est évaluée séparément au moment de la demande d'investissement et peut être différente des valeurs standard reprises ci-dessus.

La direction détermine la durée de vie résiduelle estimée des immobilisations corporelles et par conséquent, le niveau des charges d'amortissements. Elle utilise des estimations standard, basées sur une combinaison de durabilité physique et de cycle de vie des produits. La durée de vie résiduelle peut varier de manière importante en fonction d'innovations technologiques, d'évolutions du marché ou d'actions des concurrents. La direction augmente la charge d'amortissement des actifs dont la durée de vie a été réduite et réduit la valeur des actifs techniquement obsolètes ou non stratégiques qui ont été abandonnés ou vendus.

Les droits d'usage de terrains sont inclus dans les immobilisations corporelles et amortis linéairement sur la durée du contrat.

	ANS
Terrains	Non amortissables
Bâtiments	
Bâtiments industriels	20
Améliorations aux Bâtiments	10
Autres Bâtiments, tels que bureaux et laboratoires	40
Maisons et immeubles d'habitation	40
Installations, machines et outillage	10
Fours	7
Petit outillage	5
Mobilier et matériel roulant	
Matériel roulant	5
Matériel de manutention mobile	7
Matériel informatique	3-5
Mobilier et Matériel de bureau	5-10

2.6 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET COÛTS DES TRANSACTIONS EN CAPITAL

2.6.1 COÛTS DES TRANSACTIONS EN CAPITAL

Les frais de constitution et d'augmentation de capital sont déduits des fonds propres.

2.6.2 GOODWILL

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une filiale, entreprise associée ou entité contrôlée conjointement par rapport à la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif et du passif identifiables de celle-ci à la date d'acquisition. Les goodwills sont reconnus à leur valeur historique déduction faite d'éventuelles réductions de valeur cumulées.

Dans le bilan, le goodwill sur entreprises associées et joint-ventures figure au poste "Participations mises en équivalence", avec l'investissement lui-même.

Pour l'évaluation de la réduction de valeur, le goodwill est alloué à une unité génératrice de trésorerie. À chaque clôture du bilan, les unités génératrices de trésorerie sont examinées pour y détecter des indices de réductions de valeur potentielles. Cela signifie qu'une analyse est faite pour déterminer si la valeur comptable du goodwill alloué à une unité génératrice de trésorerie est entièrement récupérable. Si tel n'est pas le cas, une réduction de valeur sera prise et reconnue en compte de résultats. Ces réductions de valeur ne sont jamais extournées.

L'excédent de la part de l'acquéreur dans la juste valeur de l'actif net acquis sur le coût d'acquisition est reconnu immédiatement dans le compte de résultats.

2.6.3 RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

Les coûts de recherche exposés dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou technologiques sont comptabilisés en charges, dans la période où ils sont encourus.

Les coûts de développement représentent le coût de la conception de produits nouveaux ou substantiellement améliorés ainsi que des procédés préalables à la production ou l'utilisation commerciale. Ils sont portés au bilan si, entre autres choses, les conditions suivantes sont remplies:

- l'immobilisation incorporelle est à même de générer des bénéfices économiques futurs, ou, en d'autres termes, son potentiel commercial est clairement démontré ;
- les coûts liés au procédé ou au produit sont clairement identifiables et mesurables de façon fiable.

S'il est difficile de distinguer clairement les coûts de recherche et de développement, ils sont considérés comme coûts de recherche. Si les coûts de développement sont immobilisés, ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la période de bénéfice escomptée, généralement 5 ans.

2.6.4 DROIT D'ÉMISSION DE CO₂

Dans le cadre du protocole de Kyoto, une troisième période relative aux droits d'émission a débuté, couvrant la période 2013-2020. De ce fait, le gouvernement flamand a octroyé des droits d'émissions aux sites flamandais de certaines sociétés, dont Umicore. Chaque année, fin février, un cinquième de ces droits d'émission est enregistré dans un registre officiel. Les mouvements sur ces droits d'émission sont enregistrés en immobilisations incorporelles suivant une procédure émise par la commission des normes comptables belges. Les gains enregistrés lors de la reconnaissance de ces droits d'émission à leur juste valeur sont différés et maintenus au bilan jusqu'à ce que les certificats soient utilisés ou vendus. Si, à la date de clôture, la valeur de marché des droits est inférieure à la valeur nette comptable, une réduction de valeur est comptabilisée. A chaque clôture, le groupe évalue l'utilisation réelle de droits et enregistre une provision en conséquence. Les charges relatives à ces réductions de valeurs et/ou provisions sont compensées par la reconnaissance en parallèle d'une partie du produit différé lors de l'enregistrement original des droits d'émission. Umicore dispose historiquement des droits d'émissions nécessaires à la continuité de ses activités opérationnelles.

2.6.5 AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles reprises ci-dessous sont enregistrées à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur :

- brevets et licences : amortis sur la période de protection légale avec un minimum de 5% (en général en 5 ans) ;
- portefeuille clients : généralement amortis en 5 ans;
- logiciels ERP : amortis en 10 ans;
- petits logiciels: amortis en 5 ans ;

Dans le cas d'un complément de prix variable (earn-out), une réévaluation est prévue, ajustant la valeur brute de l'actif et les amortissements.

Umicore n'a actuellement aucune immobilisation incorporelle avec une durée de vie infinie.

2.7 LEASING

2.7.1 LEASING FINANCIER

Le leasing, dans le cadre duquel la société assume l'essentiel des risques et des avantages inhérents à la propriété est considéré comme un leasing financier. Les leasings financiers sont repris à la valeur actuelle des paiements sous-jacents estimée au moment de la conclusion du leasing, ou à la valeur de marché estimée des biens si celle-ci est inférieure, diminuée des amortissements cumulés.

Tous les paiements à effectuer dans le cadre de tels contrats sont répartis entre les remboursements de la dette et une charge financière afin d'obtenir sur toute la durée du leasing un taux d'intérêt constant sur le solde de la dette. Les obligations correspondantes, hors intérêts, sont reprises en dettes financières long terme au passif du bilan. La part des paiements correspondant aux intérêts est prise en charge au compte de résultats sur la durée du leasing. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre de contrats de leasing financier sont amorties sur la durée du contrat de location ou sur leur durée d'utilité si celle-ci est plus courte.

2.7.2 LEASING OPÉRATIONNEL

Le leasing dans le cadre duquel l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien reste entre les mains du bailleur, est considéré comme un leasing opérationnel. Les paiements et reçus effectués à ce titre sont reconnus comme une charge opérationnelle ou un revenu dans le compte de résultats en utilisant la méthode linéaire.

Le groupe met et prend en leasing des métaux auprès de tiers pour des périodes spécifiques. Le groupe reçoit et paye des primes liées à ses transactions.

Les contrats de leasing de métaux sont conclus pour des périodes toujours inférieures à un an. Ces contrats sont repris dans les droits et engagements hors bilan.

2.8 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE, EMPRUNTS ET CRÉANCES LONG TERME

Tous les mouvements dans les actifs financiers disponibles à la vente, les emprunts et les créances long terme sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont enregistrés à leur juste valeur. Les gains et pertes non réalisés dus aux changements de juste valeur sont reconnus dans les capitaux propres en réserves pour actifs financiers. Lorsque ces actifs sont vendus ou réduits de valeur, le cumul des changements de juste valeur comptabilisés en capitaux propres est porté au compte de résultats. Les actifs financiers sont déreconnus lorsque les droits de recevoir des flux de liquidités des investissements ont expiré ou ont été transférés et que le Groupe a transféré tous les risques et rétributions liés à la propriété.

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'éventuelles réductions de valeur.

Les réductions de valeur sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la valeur de l'actif.

Les actions propres sont déduites des capitaux propres.

2.9 STOCKS

Les stocks sont comptabilisés au plus faible de leur coût d'acquisition ou de leur valeur nette de réalisation. Le coût d'acquisition comprend les coûts directs d'achat ou de fabrication et une allocation appropriée des frais généraux.

Les stocks se divisent en :

1. Produits de base avec couverture métaux
2. Produits de base sans couverture métaux
3. Consommables
4. Acomptes payés
5. Commandes en cours d'exécution.

Les produits de base avec couverture métaux sont des produits contenant des métaux sujets à des risques de fluctuations de prix et pour lesquels Umicore applique une politique de couverture de risques active afin de minimiser les effets négatifs potentiels sur la performance financière du Groupe. Le contenu métal est classé dans des catégories qui reflètent leur nature spécifique et leur utilité commerciale entre autres les stocks permanents et les stocks de métaux disponibles à la vente. Selon la catégorie, des mécanismes de couverture appropriés sont appliqués. La méthode du coût moyen pondéré est appliquée par catégorie de stocks.

Les produits de base sans couverture métaux et les consommables sont également valorisés au coût moyen pondéré.

Des réductions de valeur sur stock sont reconnues quand la rotation est lente ou quand la valeur comptable dépasse la valeur nette réalisable, ce qui signifie le prix de vente estimé moins les coûts estimés d'exécution et les coûts estimés pour réaliser la vente. Les réductions de valeur sont présentées séparément.

Les acomptes payés sont des paiements aux fournisseurs sur des transactions pour lesquelles la livraison physique des biens n'a pas encore eu lieu. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale.

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées selon l'état d'avancement des travaux.

2.10 CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Les créances commerciales et autres créances sont valorisées au coût amorti c'est-à-dire à la valeur actualisée nette du montant à recevoir. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique. Les créances non recouvrables sont réduites de valeur. Les réductions de valeurs sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la créance.

Les créances commerciales pour lesquelles substantiellement tous les risques et bénéfices ont été transférés ne sont pas reconnues au bilan. Cette rubrique comprend également la juste valeur positive des produits financiers dérivés.

2.11 LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS

La trésorerie comprend la caisse et les comptes à vue. Les quasi-liquidités sont des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de cash, qui ont une échéance inférieure ou égale à trois mois, et qui ne présentent pas un risque important de changement de valeur.

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale ou au coût amorti. Les découverts bancaires sont inclus dans le passif court terme du bilan.

2.12 RÉDUCTIONS DE VALEUR DES ACTIFS

Les immobilisations corporelles, ainsi que les autres actifs à long terme, y compris les actifs financiers non détenus à des fins de transaction et les immobilisations incorporelles, sont revus afin de déterminer la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être entièrement récupérée. En présence d'une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable est le prix de vente net de l'actif ou sa valeur d'usage si celle-ci est plus élevée. Pour estimer le montant récupérable d'un actif individuel, la société détermine souvent le montant récupérable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Une réduction de valeur est immédiatement prise en charge lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse la valeur recouvrable.

Une reprise de réduction de valeur est comptabilisée lorsqu'il apparaît que la réduction de valeur de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie n'est plus justifiée ou a diminué. Une réduction de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas le montant tel qu'il serait apparu, après amortissements, si la réduction de valeur n'avait pas été prise en compte.

2.13 CAPITAL SOCIAL ET BÉNÉFICE REPORTÉ

A. Rachat de capital

Lorsqu'une des sociétés du groupe rachète des actions de la société (actions détenues en propre), le montant versé en contrepartie, y compris les coûts marginaux directement attribuables nets d'impôt sur le résultat, est déduit des fonds propres dans la rubrique "actions détenues en propre". Aucun résultat n'est reconnu lors de l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation d'actions propres. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts marginaux directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

B. Les coûts marginaux attribuables à l'émission de nouvelles actions sont enregistrés nets d'impôts dans les capitaux propres en déduction de la valeur d'émission.

C. Les dividendes de la société mère ne sont reconnus en dettes qu'après approbation par l'assemblée générale des actionnaires.

2.14 INTÉRÊTS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part des tiers dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale et attribuables à un tiers, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes ultérieurs.

Dans le compte de résultats, la participation minoritaire dans le bénéfice ou la perte de la société figure séparément de la part du Groupe dans le résultat consolidé.

2.15 PROVISIONS

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque :

- une obligation (légale ou implicite) résulte d'un événement passé ;
- il est probable que des ressources devront être affectées à l'exécution de cette obligation ;
- il est possible de procéder à une estimation fiable du montant de l'obligation.

Une obligation implicite est une obligation qui résulte des actes de l'entreprise qui, sur base d'un modèle établi de pratiques passées ou de politiques affichées, a manifesté son intention d'accepter certaines responsabilités, suscitant en conséquence l'attente de la voir assumer ces responsabilités.

Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, à la clôture du bilan, en tenant compte de la probabilité de survenance de l'événement. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est matériel, le montant de la provision est égal à la valeur actualisée de la dépense considérée comme nécessaire pour éteindre l'obligation. Le résultat de l'actualisation annuelle éventuelle de la provision est comptabilisé en résultat financier.

Les principaux types de provision comprennent:

1. Provisions pour avantages sociaux (voir point 2.16 Avantages sociaux)

2. Obligations environnementales

Les provisions environnementales sont établies sur base des obligations légales et implicites résultant d'événements passés, conformément à la politique environnementale affichée par la société et la législation en vigueur. Le montant total de la provision est comptabilisé au moment où l'événement sous-jacent surgit. Lorsque l'obligation est liée à la production/activité, la provision est reconnue progressivement en fonction de l'usage normal ou du niveau de production.

3. Autres provisions

Il s'agit ici des provisions pour litiges, contrats déficitaires, garanties, risques sur investissements en titres, et restructurations.

Une provision pour restructuration est constituée lorsque la société a approuvé un plan de restructuration formel et détaillé, et que la restructuration a commencé ou a été annoncée publiquement avant la clôture du bilan. Toute provision pour restructuration comprend uniquement les coûts directement liés à la restructuration, nécessairement occasionnés par la restructuration et non liés à l'activité poursuivie par l'entreprise.

2.16 AVANTAGES SOCIAUX

2.16.1 AVANTAGES À COURT TERME

Il s'agit ici des rémunérations et charges sociales, des vacances annuelles payées et des congés de maladie, des bonus et des avantages non financiers, pris en charge dans l'exercice. Les bonus sont octroyés à tous les cadres de la société, en fonction de la performance personnelle et d'indicateurs clés de performance financière. Le montant du bonus est comptabilisé en tant que charge, suivant une estimation à la clôture du bilan.

2.16.2 AUTRES AVANTAGES POSTÉRIEURS À LA PENSION (PENSIONS, SOINS MÉDICAUX)

La société a mis en place plusieurs plans de pension et de soins médicaux, conformément aux conditions et pratiques des pays où elle opère. Ces régimes sont généralement financés par des paiements à des compagnies d'assurance ou à d'autres fonds de pension.

2.16.2.1 RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

La société a pris en compte toutes ses obligations légales et implicites, tant dans le cadre des régimes à prestations définies que des pratiques informelles de la société.

Le montant inscrit au bilan est le résultat de calculs actuariels (en appliquant la méthode dite "projected unit credit"). Il représente la valeur actualisée des obligations liées aux régimes à prestations définies et diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

Le coût des prestations passées est directement enregistré dans le compte de résultats depuis IAS 19 révisée.

Toutes les réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles de régimes à prestations définies postérieurs à la pension, sont enregistrées dans l'état consolidé des profits et pertes reconnus directement en capitaux propres.

2.16.2.2 RÉGIMES À COTISATIONS DÉFINIES

La société paie des cotisations dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les frais de personnel.

2.16.3 AUTRES AVANTAGES À LONG TERME OCTROYÉS AU PERSONNEL (PRIMES D'ANCIENNETÉ)

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Les obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Toutes les réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles sont immédiatement inscrites au compte de résultats.

2.16.4 AVANTAGES EN CAS DE DÉPART (PLANS DE PRÉRETRAITE, AUTRES OBLIGATIONS EN MATIÈRE DE FIN DE CONTRAT)

Ces avantages naissent lorsque la société décide de mettre fin au contrat d'un membre du personnel avant la date normale de sa retraite, ou lorsque l'employé accepte volontairement de partir en échange de ces avantages. Lorsqu'elles sont raisonnablement prévisibles suivant les conditions et pratiques des pays où la société opère, les obligations futures sont également comptabilisées.

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Ces obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Toutes les réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles sont immédiatement inscrites au compte de résultats.

2.16.5 RÉMUNÉRATIONS EN ACTIONS OU LIÉES AUX ACTIONS (PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS IFRS 2)

Différents programmes d'options sur actions et de plans d'actions permettent au personnel de la société et à ses cadres supérieurs d'acquies ou d'obtenir des parts de la société.

Le prix d'exercice des options ou des actions est égal à la valeur de marché des actions (sous-jacentes) à la date d'octroi des options. Lorsque des options sont exercées, des actions détenues en propre sont délivrées au bénéficiaire. Pour les plans d'actions, les actions sont données au bénéficiaire à partir d'actions détenues en propre existantes. Dans les deux cas, les fonds propres sont augmentés à concurrence des montants reçus correspondant au prix d'exercice.

Les options et actions sont irrévocablement acquises dès leur date d'octroi. Leur juste valeur est reconnue comme une charge sociale avec une augmentation correspondante de la réserve pour paiements fondés sur des actions. Pour les options, la charge à reconnaître est calculée par un actuaire suivant un modèle tenant compte de toutes les caractéristiques des options, de la volatilité de l'action sous-jacente et d'une estimation du calendrier d'exercice.

Tant que les options octroyées n'ont pas été exercées, la juste valeur est reconnue dans "l'État de l'Évolution des Fonds Propres" sous la ligne "Réserve pour paiements en actions". La valeur des options exercées pendant la période est transférée en réserves.

2.16.6 PRÉSENTATION

L'impact des avantages du personnel sur le résultat est comptabilisé en résultat opérationnel sauf les intérêts et les effets de l'actualisation qui sont repris en résultats financiers.

2.17 DETTES FINANCIÈRES

Tous les mouvements dans les dettes financières sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les emprunts sont initialement enregistrés à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction encourus. Ensuite, ils sont valorisés à leur coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte des frais

d'émission éventuels, ristournes et primes d'émission. Toute différence entre le coût et la valeur de rachat est inscrite au compte de résultats à partir du remboursement.

2.18 DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Les dettes commerciales et autres dettes sont valorisées au coût amorti c'est-à-dire à la valeur actualisée nette du montant à payer. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique.

Cette rubrique comprend également la juste valeur négative des produits financiers dérivés.

2.19 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

L'impôt sur le résultat de l'exercice comprend l'impôt courant et différé. Ces impôts sont calculés conformément aux règles fiscales en vigueur dans chaque pays où la société opère.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés (ou à récupérer) relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

Les impôts à payer sont déterminés sur base des lois et règlements fiscaux en vigueur dans chaque juridiction dans laquelle le Groupe opère. Les positions fiscales prises sont considérées comme supportables par le Groupe et sont conçues pour résister aux défis des autorités fiscales. Toutefois, il est clair que certaines positions fiscales peuvent être incertaines et peuvent inclure des interprétations de lois fiscales complexes. De plus, certaines filiales du Groupe peuvent subir des contrôles fiscaux relatifs aux années précédentes et qui peuvent prendre un certain temps. Le Groupe évalue sa position fiscale individuellement et régulièrement et si les impôts à payer diffèrent des montants estimés initialement, la différence est corrigée l'année pendant laquelle elle est déterminée.

L'impôt différé est calculé suivant la méthode du report variable (liability method) sur les différences temporaires entre la base fiscale de l'actif et du passif et leur valeur comptable telle qu'elle figure dans les états financiers. Ces impôts sont déterminés suivant les taux d'imposition en vigueur à la date de clôture ou au taux futur annoncé formellement par le gouvernement.

L'impôt différé actif n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que des produits futurs imposables seront disponibles pour y imputer les différences temporaires.

Les impôts différés actifs et passifs sont soldés et présentés nets uniquement lorsqu'ils concernent des sommes exigées par les mêmes autorités fiscales de la même entité taxable.

2.20 PRODUITS

2.20.1 MARCHANDISES VENDUES ET SERVICES RENDUS

Les produits de la vente de biens issus d'activités de transformation sont comptabilisés lorsque les risques et les avantages significatifs relatifs à la propriété ont été transférés à l'acheteur, et qu'il ne subsiste pas d'incertitude significative quant au recouvrement du prix dû, aux frais associés ou à l'éventuel retour des biens.

Les produits des activités de raffinage et les services sont comptabilisés en fonction du stade d'achèvement de la transaction, lorsqu'il peut être mesuré avec fiabilité.

2.20.2 SUBSIDES

Un subside est d'abord comptabilisé au bilan comme revenu à recevoir lorsque l'on est raisonnablement sûr de le percevoir et de remplir les conditions y afférant. Les subsides sont comptabilisés dans le compte de résultats sur la période correspondant aux coûts qu'ils doivent compenser.

2.21 INSTRUMENTS DE COUVERTURE

La société utilise des produits dérivés dans le but de réduire l'exposition aux fluctuations des taux de change, des prix des métaux, des taux d'intérêts et des autres risques du marché. La société utilise principalement des contrats au comptant et à terme pour couvrir les risques liés aux métaux et aux devises, tandis que des swaps couvrent les risques liés aux taux d'intérêts. Les opérations effectuées sur les marchés à terme ne sont pas de nature spéculative.

2.21.1 RISQUES TRANSACTIONNELS – COUVERTURE EN JUSTE VALEUR

Les produits dérivés utilisés afin de protéger la juste valeur des éléments qu'ils couvrent (actifs, passifs et engagements fermes), sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de l'opération.

Les produits dérivés sont ensuite inscrits au bilan à leur juste valeur, suivant le mécanisme "mark-to-market" (par référence au marché). Tous les profits et pertes des positions soldées sont immédiatement inscrits au compte de résultats, dans le résultat d'exploitation s'ils concernent les métaux et dans les résultats financiers dans tous les autres cas.

Les éléments couverts (essentiellement les engagements physiques et les stocks commerciaux) sont valorisés à la juste valeur lorsque la comptabilité de couverture peut être documentée conformément aux critères définis par IAS 39.

En l'absence de l'obtention de la comptabilité de couverture à juste valeur à la création, telle que définie par IAS 39, les éléments couverts sont maintenus au coût historique et restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus bas du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS 2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS 37) (voir également le point 2.22 Effet IAS 39).

Lorsqu'une filiale ou une unité génératrice de trésorerie du Groupe acquiert du métal via un contrat dans le but de le revendre dans un délai très court, après la livraison, pour tirer profit de la fluctuation des prix des métaux, le stock est alors revalorisé à sa juste valeur via le compte de résultats et les engagements physiques ou papiers associés sont considérés comme produits dérivés et également revalorisés à leur juste valeur via le compte de résultats.

2.21.2 RISQUES STRUCTURELS – COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE

Les instruments financiers et produits dérivés destinés à la protection de flux de trésorerie futurs, sont désignés comme "cash flow hedges" dans la comptabilité de couverture.

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments financiers satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les capitaux propres. Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultats au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat.

Si l'occurrence de la transaction couverte n'est plus probable ou si la couverture devient inefficace, l'instrument de couverture correspondant est immédiatement clôturé. Tous les profits et pertes y afférant, en ce compris ceux qui étaient jusque-là maintenus en capitaux propres, sont enregistrés immédiatement au compte de résultats.

En l'absence de l'obtention de la comptabilisation de la couverture des flux de trésorerie à la création telle que définie par IAS 39, la juste valeur des instruments de couverture sous-jacent est reconnue dans le compte de résultat au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée (voir également le point 2.22 Effet IAS 39).

2.21.3 DÉRIVÉS INCORPORÉS

Les contrats exécutoires (le "contrat hôte") peuvent parfois contenir des dérivés incorporés. Les dérivés incorporés peuvent avoir pour conséquence de modifier les flux de trésorerie initialement prévus dans le contrat hôte en fonction du taux d'intérêt, du prix de l'instrument financier, du prix des matières, des taux de change ou de toute autre variable. Si le dérivé incorporé n'est pas fermement lié au contrat hôte, il est extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément selon IAS 39. Le contrat hôte est comptabilisé selon la règle applicable au contrat exécutoire, ce qui signifie qu'il n'est reconnu au bilan ou au compte de résultats qu'au moment de la réalisation du contrat (voir également le point 2.22 Effet IAS 39).

2.22 RÉSULTATS NON RÉCURRENTS ET EFFET IAS 39

Les résultats non récurrents résultent principalement de mesures de restructuration, de réductions de valeur d'actifs et d'autres profits ou pertes provenant d'activités ou d'événement ne faisant résolument pas partie de l'activité ordinaire de la société.

L'effet IAS 39 résulte de différences temporaires en terme de revenus dues à la non application ou la non possibilité d'obtention de la comptabilité de couverture, telle que définie par IAS 39, aux:

- a) Instruments de couverture transactionnels. Ceci signifie que les éléments couverts ne peuvent plus être mesurés à la juste valeur mais restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus faible du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS 2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS 37).
- b) Instruments de couverture structurels. Ceci signifie que la juste valeur de l'instrument de couverture lié est enregistrée dans le compte de résultats au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée.
- c) Dérivés incorporés dans des contrats exécutoires. Ceci signifie que la juste valeur sur les dérivés incorporés est reconnue dans le compte de résultats à l'opposé du composant exécutoire pour lequel aucune mesure de la juste valeur n'est permise.

F3 GESTION DES RISQUES FINANCIERS

Toutes les activités du Groupe sont exposées à divers risques, parmi lesquels l'évolution du prix des métaux, les taux de change, certaines conditions commerciales dictées par le marché et les taux d'intérêts, ainsi que les risques de crédit et les risques de liquidités. Le programme général de gestion des risques du Groupe vise à minimiser les effets de ces facteurs sur la performance financière de l'entreprise. A cet effet, des instruments financiers sont utilisés pour couvrir les risques.

3.1 RISQUES LIÉS AUX DEVICES

Pour Umicore, les risques liés aux devises sont de trois types distincts : structurel, transactionnel et de conversion.

3.1.1 RISQUE STRUCTUREL

Une partie des revenus d'Umicore est structurellement liée au dollar américain (USD) alors que la majorité des opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (en particulier en Europe et en Asie). Tout changement dans le taux de change entre le dollar américain et l'euro ou toute autre devise non liée au dollar américain a un impact sur les résultats de la société.

La majeure partie de cette exposition structurelle provient du fait que le prix des métaux, relatifs aux opérations de raffinage et de recyclage, est fixé en dollars américain .

Une autre partie de cette exposition provient de revenus non liés au prix des métaux fixés en dollar américain , tels que le raffinage et les primes produits.

A côté de la sensibilité du dollar américain par rapport à l'euro, il existe également une certaine sensibilité structurelle et grandissante pour d'autres couples de devises, notamment le dollar américain et l'euro par rapport au réal brésilien (BRL), au rand sud-africain (ZAR), au yuan chinois (CNY) et au won sud-coréen (KRW).

Couverture structurelle des devises

Umicore a pour politique de couvrir son exposition structurelle au risque de change, soit en combinaison avec la couverture du risque métal, soit isolément, lorsque les taux de change ou le prix des métaux exprimés en euro sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées.

A fin décembre 2017, Umicore a certaines couvertures structurelles en place concernant la sensibilité devises non liée au prix des métaux pour notamment les paires de devises suivantes : EUR/USD, USD/KRW, EUR/ZAR, USD/ZAR, USD/CAD, EUR/CNY et USD/CNY.

3.1.2 RISQUE TRANSACTIONNEL

L'entreprise est par ailleurs sujette à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client ou un fournisseur et celui du règlement de la transaction. La politique du Groupe est de couvrir le risque transactionnel de la manière la plus étendue possible, principalement par le biais de contrats à terme.

3.1.3 RISQUE DE CONVERSION

Umicore, entreprise internationale, possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en euro. Lorsque les résultats et les bilans de ces entités sont consolidés dans les comptes du Groupe Umicore, la conversion de ces montants est exposée aux variations dans la valeur des devises locales contre l'euro, principalement le dollar américain, le réal brésilien (BRL), le won sud-coréen (KRW), le yuan chinois (CNY) et le rand sud-africain (ZAR). Bien qu'Umicore ne couvre pas systématiquement ces risques de conversion, il pourrait conclure des couvertures de façon ad hoc.

3.2 RISQUES LIÉS AUX PRIX DES MÉTAUX

Les risques liés aux prix des métaux peuvent être répartis en trois catégories distinctes : structurels, transactionnels et les risques liés aux stocks.

3.2.1 RISQUE STRUCTUREL

Umicore encourt des risques structurels liés aux prix des métaux. Ces risques résultent principalement de l'impact qu'exercent les prix des métaux sur les frais de traitement ou tout autre composant du revenu qui fluctue avec le prix des métaux. La politique d'Umicore permet de couvrir son exposition au risque métal lorsque les prix des métaux exprimés dans la devise fonctionnelle des secteurs concernés sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées. L'ampleur de la couverture dépend de la liquidité des marchés concernés.

Le segment Recycling recycle du platine, palladium, rhodium, or et argent, mais également une série d'autres métaux spéciaux et de base. Dans ce segment, la sensibilité à court terme des revenus et du résultat opérationnel au prix des métaux précieux est matérielle.

Cependant, étant donné la variabilité de l'approvisionnement en matières premières dans le temps et la durée variable des contrats de livraison négociés, il n'est pas approprié de fournir une sensibilité fixe à un métal en particulier. De manière générale, un prix des métaux plus élevé tend à améliorer les revenus du secteur d'activité Recycling. Umicore rencontre également une sensibilité au prix des métaux dans ses autres secteurs d'activités (Catalysis, Energy & Surface Technologies) liée principalement aux composants revenus liés au prix des métaux et dépendant des métaux utilisés dans ces segments. Aussi dans les cas où un prix des métaux plus élevé apporte des bénéfices à court terme au profit de chacune des activités. Cependant, d'autres conditions commerciales, largement indépendantes du prix des métaux tels que les marges sur les produits, sont également d'importants et d'indépendants générateurs de revenus et de rentabilité.

Couverture structurelle des métaux

Pour certains métaux cotés sur les marchés de produits dérivés, Umicore couvre une partie de son exposition métal future. Cette couverture est basée sur une documentation démontrant une grande probabilité des flux de trésorerie futurs basés sur le prix des métaux et découlant des contrats commerciaux conclus. Umicore a couvert une partie de son exposition métal future. A fin 2017, Umicore avait toujours des couvertures afin de couvrir les risques de prix futurs. Les contrats en cours sont principalement liés à la couverture de métaux précieux (l'or, l'argent et le platine) et des métaux de base (nickel, cuivre et plomb).

3.2.2 RISQUE TRANSACTIONNEL

Le Groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des métaux. La majorité de transactions liées aux métaux utilise des références globales du marché des métaux comme le London Metal Exchange. Si le prix sous-jacent des métaux était constant, le prix payé par Umicore pour les métaux contenus dans les matières premières serait imputé au client comme faisant partie du prix du produit. Cependant, suite au délai entre la conversion de matières premières achetées en produits et la vente de ces produits, la volatilité dans le prix de référence du métal crée des différences entre le prix payé pour le métal contenu et le prix reçu. Par conséquent, un risque transactionnel existe pour toutes variations du prix entre le moment où la matière première est achetée (le métal est "priced in") et le moment où le produit est vendu (le métal est "priced out").

Le Groupe a pour politique de couvrir le plus largement possible le risque transactionnel, essentiellement par des contrats à terme.

3.2.3 RISQUE LIÉ AUX STOCKS MÉTAL

Le Groupe fait face à des risques liés aux prix des métaux sur ses stocks permanents de métaux. Ce risque est lié à la valeur de marché du métal qui pourrait être devenir inférieure à la valeur comptable de ces stocks. Umicore ne se couvre pas contre ces risques.

3.3 RISQUES LIÉS AUX TAUX D'INTÉRÊTS

L'exposition du Groupe aux changements de taux d'intérêt concerne sa dette financière. Fin décembre 2017, la dette financière brute du Groupe se chiffrait à € 1.008 millions, dont € 710 millions à taux fixe. Le contrat de swap d'intérêt sur 5 ans commencé en 2013 pour un montant de € 150 millions expire en janvier 2018.

3.4 RISQUE DE CRÉDIT

Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de non paiement par une quelconque contrepartie suite à la vente de produits ou d'opérations de prêts de métaux. Pour la gestion de ce type de risque, Umicore a mis en place une politique de crédit basé sur des demandes de limites de crédit, des procédures d'approbation, un monitoring permanent de l'exposition et des procédures de rappel en cas de retard de paiement.

Le risque de crédit provenant des ventes est en partie couvert par une assurance crédit, par des lettres de crédit ou par des moyens de paiement sécurisés similaires. Deux politiques de crédit ont été contractées avec deux assureurs différents. Un contrat d'assurance crédit global mondial a été mis en place. Ce contrat protège les activités concernées contre les risques d'insolvabilité, les risques politiques et commerciaux avec une franchise individuelle de 5% par facture et prévoit une limite globale de décaissement établie par région ou par pays. Une seconde politique couvre un ensemble plus sélectif de créances commerciales et prévoit un déductible global annuel de € 5 millions et une indemnité maximum par année de € 70 millions.

Umicore a déterminé que, dans un certain nombre de cas où le coût de l'assurance crédit était disproportionné par rapport au risque couvert, aucune couverture par assurance crédit ne devait être prévue. Pour les activités caractérisées par un niveau de concentration des clients significatif ou par une relation avec le client proche et particulière, certains contrats d'assurance pourraient être mis en place pour une période déterminée.

Il faut également noter que certaines transactions importantes, notamment les ventes de métaux précieux par la division Recycling, ont un risque de crédit limité puisque le paiement avant livraison est une pratique très répandue.

Concernant le risque lié aux institutions financières comme les banques et les brokers, Umicore utilise également des lignes de crédits internes. Des limites spécifiques sont établies par instrument financier, de manière à couvrir les différents risques auquel le Groupe est exposé lors des transactions avec ces institutions financières.

3.5 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est géré en maintenant un degré suffisant de diversification des sources de financement. Ces sources incluent des lignes de crédit bancaire à court terme, deux à moyen terme, deux placements privés à long terme et un programme de papiers commerciaux dont le montant maximum est d'€ 600 millions.

3.6 RISQUE LIÉ À LA FISCALITÉ

La charge fiscale figurant dans les comptes annuels (états financiers) est la meilleure estimation de la dette fiscale du Groupe. Il existe toutefois un degré d'incertitude relative à la charge fiscale définitive pour la période aussi longtemps que les autorités fiscales n'ont pas terminé leurs contrôles. La politique du Groupe est de déposer les déclarations fiscales dans les délais et de discuter ouvertement avec les autorités fiscales afin de s'assurer que les problèmes fiscaux sont traités d'une manière aussi sereine que possible et que toute différence dans l'interprétation de la législation et de la réglementation fiscales est résolue le plus vite possible. Tout comme pour d'autres groupes internationaux, la TVA, les sales tax et les prix de transfert intra-Groupe sont des risques fiscaux inhérents au caractère international du Groupe. Des changements de lois fiscales ou de leur interprétation en matière de prix de transfert, de TVA, de dividendes d'origine étrangère, de soutiens fiscaux à la Recherche et Développement et d'autres déductions fiscales, pourraient augmenter le taux effectif d'imposition du Groupe et avoir un impact négatif sur son résultat net. Sur base de ces risques fiscaux, le management a réalisé une évaluation détaillée des incertitudes relatives aux traitements fiscaux et des provisions ont été enregistrées pour faire face à ces incertitudes.

3.7 RISQUE LIÉ AU CAPITAL

L'objectif du Groupe dans sa gestion du capital est de protéger la continuité des activités, d'octroyer un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que de maintenir une structure optimale du capital afin de réduire les coûts du capital.

Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut par exemple ajuster le montant des dividendes payés aux actionnaires, leur restituer du capital, racheter des actions propres ou émettre de nouvelles actions.

Le Groupe contrôle sa structure du capital sur base du ratio d'endettement et du ratio de la dette financière nette sur l'EBITDA récurrent. Le ratio d'endettement est calculé en divisant la dette financière nette par la somme de la dette financière nette et des fonds propres totaux du Groupe. La dette financière nette est calculée en ajoutant aux dettes financières long terme, les dettes financières court terme et en y soustrayant les liquidités et quasi-liquidités. Le détail chiffré pour les périodes concernées est présenté dans la note F24 relatif aux dettes financières.

Dans un environnement opérationnel normal, le Groupe vise à maintenir une structure du capital équivalente au statu de l'“Investment Grade”.

Le Groupe pourrait considérer de dépasser temporairement ce niveau de l'endettement équivalent si un évènement exceptionnel tel qu'une acquisition majeure survenait.

3.8 RISQUE STRATÉGIQUE ET TRANSACTIONNEL

Le groupe Umicore est confronté à un certain nombre de risques stratégiques et transactionnels qui ne sont pas nécessairement de nature financière mais qui peuvent influencer la performance financière du Groupe. Cela inclut les risques d'approvisionnement, les risques technologiques et les risques de substitution de produits par les clients. Veuillez vous reporter à la section relative aux risques (pages 37-44) pour une description de ces risques ainsi qu'une description générale de l'approche d'Umicore dans la gestion des risques.

Umicore ne s'attend pas à un impact financier direct matériel suite au Brexit.

F4 HYPOTHÈSES CLÉS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Les hypothèses et estimations utilisées afin de préparer les états financiers consolidés sont évaluées continuellement et sont basées sur l'expérience et sur d'autres facteurs, dont, certaines prévisions raisonnables d'événements futurs qui auraient un impact financier sur l'entité. Les estimations comptables en découlant seront, par définition, rarement égales au résultat réel.

Des hypothèses sont posées et des estimations sont faites dans les cas suivants :

- estimation de la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur et estimation de son montant ;
- comptabilisation de provisions pour pensions;
- comptabilisation de provisions pour taxes, environnement, garanties et litiges, retour de produits et restructurations ;
- estimation d'éventuelles réductions de valeur sur stocks ;
- évaluation du caractère recouvrable des impôts différés actifs ;
- évaluation de la durée de vie résiduelle des immobilisations corporelles et incorporelles à l'exception des goodwill.

Les hypothèses et estimations comptables susceptibles d'engendrer un risque significatif d'ajustement de la valeur comptable d'actifs et de passifs dans les périodes futures sont détaillées ci-dessous.

4.1 RÉDUCTION DE VALEUR DU GOODWILL

La valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie est déterminée en prenant le maximum de la juste valeur de l'actif moins les coûts liés à la vente et de sa valeur d'usage selon les règles comptables du Groupe. Ces calculs, appelés "tests de réduction de valeur", nécessitent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les taux d'actualisation, les taux de change, le prix des matières, les besoins futurs en capital ainsi que sur les performances opérationnelles futures. Les estimations des performances futures sont basées sur l'analyse de différents facteurs dont les projections de croissance des marchés, les estimations de parts de marché, le paysage concurrentiel et l'évolution des coûts et des prix. Cette analyse combine des estimations d'éléments internes et des données de sources externes. En date du 31 décembre 2017, la valeur comptable du goodwill des entités consolidées globalement était de € 142,7 millions (€ 132,6 millions en 2016).

4.2 PROVISIONS POUR RÉHABILITATION DE SITES

Des provisions sont prises afin d'anticiper les coûts liés à la réhabilitation future de sites de production et de leurs environs, dans la mesure où des obligations légales et constructives existent selon le principe comptable 2.15. Ces provisions incluent des estimations des coûts futurs engendrés par le drainage des sols, des fermetures d'usines, le suivi, la démolition, la décontamination, la purification de l'eau et le stockage des résidus du passé. Ces estimations de coûts sont actualisées. Le calcul de ces provisions est basé sur des hypothèses telles que l'application de lois environnementales, les dates de fermeture d'usine, les technologies disponibles et les estimations de coûts de mise en œuvre. Une modification des hypothèses de base pourrait avoir un impact matériel sur la valeur comptable des provisions pour réhabilitation. En date du 31 décembre 2017, la valeur comptable des provisions pour réhabilitation était de € 66,1 millions (€ 58,9 millions en 2016).

4.3 RÉGIMES À PRESTATIONS DÉFINIES

Un actif ou un passif lié à des régimes à prestations définies est reconnu au bilan selon le principe comptable 2.16. La valeur actualisée de ces obligations à prestations définies dépend d'un certain nombre de facteurs déterminés par un actuair. Le Groupe détermine le taux d'actualisation à utiliser au terme de chaque année comptable. Les provisions pour avantages sociaux du Groupe sont détaillées à l'annexe F27. En date du 31 décembre 2017, une provision pour avantages sociaux de € 342,8 millions a été reconnue (€ 337,9 millions en 2016).

4.4 RECONNAISSANCE DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIFS

Des impôts différés actifs sont reconnus pour les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales non utilisées lorsqu'il est probable que des profits taxables futurs (basés sur les plans opérationnels du Groupe) soient réalisés permettant l'utilisation de ces actifs. Les résultats fiscaux futurs pourraient être différents des estimations effectuées lors de la reconnaissance des impôts différés.

D'autres hypothèses et estimations sont expliquées dans les annexes relatives aux éléments auxquels elles se rapportent.

F5 ENTREPRISES DU GROUPE

La liste ci-dessous reprend les principales sociétés opérationnelles incluses dans les états financiers consolidés:

		% INTÉRÊTS EN 2016	% INTÉRÊTS EN 2017
Activités continuées			
Argentine	Umicore Argentina S.A.	100,00	100,00
Australie	Umicore Marketing Services Australia Pty Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Australia Ltd.	100,00	100,00
Autriche	Oegussa GmbH	91,29	91,29
Belgique	Todini (BE 0834.075.185)	100,00	100,00
	Umicore Financial Services (BE 0428.179.081)	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Belgium (BE 0402.964.625)	100,00	100,00
	Umicore Specialty Materials Brugge (BE 0405.150.984)	100,00	100,00
Brésil	Umicore Long Term Finance (BE 0404.867.211)	100,00	100,00
	Coimpa Industrial Ltda	100,00	100,00
	Umicore Brasil Ltda	100,00	100,00
	Clarex	100,00	100,00
Canada	Umicore Shokubai Brasil Industrial Ltda	60,00	60,00
	Umicore Canada Inc.	100,00	100,00
Chine	Umicore Autocat Canada Corp.	100,00	100,00
	Umicore Precious Metals Canada Inc.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services (Shanghai) Co., Ltd.	100,00	100,00
Chine	Umicore Marketing Services (Hong Kong) Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Autocat (China) Co. Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Technical Materials (Suzhou) Co., Ltd.	100,00	100,00
	Jiangmen Umicore Changxin New Materials Co., Ltd.	70,00	70,00
	Umicore Jubo Thin Film Products (Beijing) Co., Ltd.	100,00	100,00
France	Umicore Shokubai (China) Co Ltd	60,00	60,00
	Umicore France S.A.S.	100,00	100,00
	Umicore IR Glass S.A.S.	100,00	100,00
	Umicore Autocat France S.A.S.	100,00	100,00
Allemagne	Umicore Specialty Powders France	0,00	100,00
	Umicore AG & Co. KG (*)	100,00	100,00
	Umicore Metalle & Oberflächen GmbH	100,00	100,00
	Allgemeine Gold- und Silberscheideanstalt AG	91,21	91,21
	Umicore Galvanotechnik GmbH	91,21	91,21
	Umicore Technical Materials AG & Co. KG (*)	0,00	100,00
	Todini GmbH	100,00	100,00
Italie	Umicore Shokubai Germany GmbH	60,00	60,00
	Italbras S.p.A.	100,00	100,00
Inde	Todini and Co. S.P.A.	100,00	100,00
	Umicore Autocat India Pvt LTD	100,00	100,00
Japon	Umicore India Private Limited	100,00	100,00
	Umicore Japan KK	100,00	100,00
Corée du Sud	Umicore Shokubai Japan Co Ltd	60,00	60,00
	Umicore Korea Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Korea Co., Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Materials Korea Ltd	100,00	100,00
	Ordeg Co.,Ltd.	50,00	100,00

ÉTATS FINANCIERS

		% INTÉRÊTS EN 2016	% INTÉRÊTS EN 2017
Liechtenstein	Umicore Thin Film Products AG	100,00	100,00
Luxembourg	Umicore International	100,00	100,00
	Umicore Autocat Luxembourg	100,00	100,00
Pays-Bas	Schöne Edelmetaal BV	91,21	91,21
Philippines	Umicore Specialty Chemicals Subic Inc.	78,20	78,20
Portugal	Umicore Marketing Services Lusitana Metais Lda	100,00	100,00
Afrique du Sud	Umicore Marketing Services Africa (Pty) Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Catalyst South Africa (Pty) Ltd.	65,00	65,00
Espagne	Todini Quimica Ibérica, S.L.	100,00	100,00
Suède	Umicore Autocat Sweden AB	100,00	100,00
Suisse	Allgemeine Suisse SA	91,21	91,21
Taiwan	Umicore Thin Film Products Taiwan Co Ltd	100,00	100,00
Thaïlande	Umicore Precious Metals Thailand Ltd.	91,21	91,21
	Umicore Autocat (Thailand) Co., Ltd.	100,00	100,00
Royaume-Uni	Umicore Coating Services Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services UK Ltd	100,00	100,00
Etats-Unis	Umicore USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Autocat USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Precious Metals NJ LLC	100,00	100,00
	Umicore Precious Metal Chemistry USA LLC	100,00	100,00
	Umicore Precious Metals USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Optical Materials USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Shokubai USA Inc	60,00	60,00
	Palm Commodities International	100,00	100,00
	Umicore Technical Materials North America Inc.	100,00	100,00
	Umicore Thin Film Products USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Specialty Materials Recycling, LLC.	100,00	100,00

(*) A la suite de l'intégration d'Umicore AG & Co. KG et d'Umicore Technical Materials AG & Co KG dans les comptes consolidés d'Umicore et de la publication des comptes annuels en conformité avec la Section 325 du Code Commercial allemand, ces sociétés sont exemptées de préparer, auditer et publier des états financiers consolidés et des rapports de gestion financière conformément à l'article 264b du Code Commercial allemand.

F6 CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS LIBELLÉS EN DEVISES ÉTRANGÈRES

Les principaux taux de change utilisés pour la conversion en euro des comptes des sociétés du Groupe rapportant en devises étrangères sont détaillés ci-dessous. Toutes les filiales, entreprises associées et joint-ventures ont pour devise fonctionnelle la devise du pays où elles sont situées, sauf Element Six Abrasives (Irlande) dont la devise fonctionnelle est le dollar américain.

		TAUX DE CLÔTURE		TAUX MOYENS	
		2016	2017	2016	2017
Dollar américain	USD	1,054	1,199	1,107	1,130
Livre sterling	GBP	0,856	0,887	0,819	0,877
Dollar canadien	CAD	1,419	1,504	1,466	1,465
Franc suisse	CHF	1,074	1,170	1,090	1,112
Yen japonais	JPY	123,400	135,010	120,197	126,711
Réal brésilien	BRL	3,435	3,967	3,863	3,606
Rand sud-africain	ZAR	14,457	14,805	16,264	15,049
Yuan chinois	CNY	7,320	7,804	7,352	7,629
Baht thaïlandais	THB	37,726	39,121	39,043	38,296
Won sud-coréen (100)	KRW	12,694	12,796	12,842	12,767

F7 INFORMATION SECTORIELLE

INFORMATION PAR BUSINESS GROUP 2016

Milliers d'euros		ANNEXE	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	CORPORATE & NON ALLOUÉ	ELIMINATIONS	TOTAL ACTIVITÉS CONTINUÉES	ACTIVITÉS NON- CONTINUÉES	TOTAL
Chiffre d'affaires total			2.779.124	1.468.979	6.886.386	31.750	(722.698)	10.443.541	652.638	11.096.179
Chiffre d'affaires externe			2.770.120	1.414.685	6.226.986	31.750	-	10.443.541	652.638	11.096.179
Chiffre d'affaires intersectoriel			9.004	54.294	659.400	-	(722.698)	-	-	-
Revenus totaux (hors métal)			1.163.395	610.193	641.230	-	(5.450)	2.409.368	258.133	2.667.501
Revenus externes			1.162.284	609.912	637.172	-	-	2.409.368	258.133	2.667.501
Revenus intersectoriels			1.111	281	4.058	-	(5.450)	-	-	-
Résultat d'exploitation	F9		116.453	73.238	115.482	(56.208)	-	248.965	(35.448)	213.517
Résultat d'exploitation récurrent			143.321	80.692	124.888	(46.145)	-	302.757	29.675	332.432
Résultat d'exploitation non-récurrent			(26.665)	(914)	(10.458)	(9.989)	-	(48.025)	(61.400)	(109.425)
Effet IAS 39 sur le résultat d'exploitation			(204)	(6.540)	1.051	(75)	-	(5.766)	(3.723)	(9.490)
Entreprises mises en équivalence	F9		9.098	1.003	-	6.685	-	16.786	1.254	18.040
Récurrent			9.153	1.003	-	7.230	-	17.386	929	18.315
Non-récurrent			664	-	-	(1.781)	-	(1.117)	325	(792)
Effet IAS 39			(718)	-	-	1.235	-	517	-	517
EBIT	F9		125.551	74.241	115.482	(49.523)	-	265.751	(34.194)	231.557
EBIT récurrent			152.474	81.695	124.888	(38.914)	-	320.143	30.604	350.747
EBIT non-récurrent			(26.001)	(914)	(10.458)	(11.769)	-	(49.142)	(61.075)	(110.217)
Effet IAS 39 sur l'EBIT			(922)	(6.540)	1.051	1.161	-	(5.249)	(3.723)	(8.973)
Amortissements	F9		50.953	49.937	62.358	12.693	-	175.942	82	176.024
Amortissement récurrent			50.953	49.937	62.358	12.693	-	175.942	82	176.024
EBITDA	F9		176.504	124.178	177.840	(36.829)	-	441.693	(34.112)	407.581
EBITDA récurrent			203.427	131.632	187.246	(26.221)	-	496.084	30.687	526.771
Actif total consolidé			1.479.625	1.359.785	1.084.014	536.482	(567.640)	3.892.267	253.484	4.145.751
Actif des secteurs			1.405.138	1.332.872	1.084.014	443.365	(567.640)	3.697.749	237.503	3.935.252
Participations dans les entreprises associées			74.487	26.913	-	93.117	-	194.518	15.981	210.499
Passif total consolidé			568.805	579.162	592.253	980.225	(567.640)	2.152.805	144.908	2.297.711
Capitaux engagés au 31/12 de l'année précédente	F31		968.200	633.382	465.879	147.715	-	2.215.176	199.325	2.414.501
Capitaux engagés au 30/06	F31		895.612	697.913	466.916	173.899	-	2.234.340	157.023	2.391.362
Capitaux engagés au 31/12	F31		911.191	752.037	498.139	136.968	-	2.298.336	99.074	2.397.409
Capitaux engagés moyens au 1er semestre	F31		931.906	665.648	466.398	160.807	-	2.224.758	178.174	2.402.931
Capitaux engagés moyens au 2ème semestre	F31		903.401	724.975	482.527	155.434	-	2.266.338	128.048	2.394.386
Capitaux engagés moyens de l'année	F31		917.653	695.311	474.463	158.120	-	2.245.548	153.111	2.398.659
ROCE	F31		16,62%	11,75%	26,32%	(24,61)%	0,00%	14,26%	19,99%	14,62%
Investissements	F34		46.528	144.319	72.271	9.714	-	272.833	14.505	287.338
Total dépenses R&D	F9		101.958	20.183	23.023	7.626	-	152.790	3.070	155.859
R&D reconnu dans les charges d'exploitation	F9		88.584	18.329	23.023	7.626	-	137.561	3.070	140.631
R&D capitalisées en immobilisation incorporelle	F34		13.374	1.854	-	-	-	15.228	-	15.228

ÉTATS FINANCIERS

INFORMATION PAR BUSINESS GROUP 2017

Milliers d'euros		ANNEXE	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	CORPORATE & NON ALLOUÉ	ELIMINATIONS	TOTAL ACTIVITÉS CONTINUÉES	ACTIVITÉS NON- CONTINUÉES	TOTAL
Chiffre d'affaires total			3.090.560	2.392.360	7.326.724	43.910	(906.290)	11.947.264	330.356	12.277.620
Chiffre d'affaires externe			3.068.320	2.333.680	6.501.354	43.910	-	11.947.264	330.356	12.277.620
Chiffre d'affaires intersectoriel			22.240	58.680	825.370	-	(906.290)	-	-	-
Revenus totaux (hors métal)			1.253.100	893.603	650.300	-	(6.420)	2.790.583	125.100	2.915.683
Revenus externes			1.251.820	893.250	645.510	-	-	2.790.580	125.100	2.915.680
Revenus intersectoriels			1.280	350	4.790	-	(6.420)	-	-	-
Résultat d'exploitation	F9		160.346	99.231	121.298	(68.784)	-	312.091	783	312.874
Résultat d'exploitation récurrent			165.132	130.217	127.899	(54.151)	-	369.098	11.537	380.634
Résultat d'exploitation non-récurrent			10	(14.804)	(2.718)	(14.927)	-	(32.440)	(13.042)	(45.482)
Effet IAS 39 sur le résultat d'exploitation			(4.796)	(16.182)	(3.883)	294	-	(24.567)	2.289	(22.278)
Entreprises mises en équivalence	F9		893	10.481	-	18.181	-	29.555	859	30.413
Récurrent			383	10.481	-	17.896	-	28.761	859	29.619
Non-récurrent			(376)	-	-	(392)	-	(768)	-	(768)
Effet IAS 39			885	-	-	676	-	1.562	-	1.562
EBIT	F9		161.239	109.713	121.298	(50.604)	-	341.646	1.642	343.287
EBIT récurrent			165.515	140.699	127.899	(36.255)	-	397.858	12.395	410.254
EBIT non-récurrent			(366)	(14.804)	(2.718)	(15.319)	-	(33.208)	(13.042)	(46.250)
Effet IAS 39 sur l'EBIT			(3.911)	(16.182)	(3.883)	970	-	(23.005)	2.289	(20.717)
Amortissements	F9		58.884	57.617	61.835	12.157	-	190.494	31	190.524
Amortissement récurrent			58.884	57.042	60.955	12.157	-	189.038	31	189.069
EBITDA	F9		220.122	167.330	183.134	(38.447)	-	532.139	1.672	533.811
EBITDA récurrent			224.399	197.741	188.855	(24.098)	-	586.897	12.426	599.323
Actif total consolidé			1.878.919	2.661.962	1.074.621	603.519	(1.103.360)	5.115.661	-	5.115.661
Actif des secteurs			1.878.919	2.626.474	1.074.621	485.999	(1.103.360)	4.962.653	-	4.962.653
Participations dans les entreprises associées			0	35.488	-	117.520	-	153.008	-	153.008
Passif total consolidé			772.775	1.442.307	618.204	1.523.095	(1.103.360)	3.253.021	-	3.253.021
Capitaux engagés au 31/12 de l'année précédente	F31		911.191	752.037	498.139	136.968	-	2.298.336	99.074	2.397.409
Capitaux engagés au 30/06	F31		998.299	976.951	503.565	148.061	-	2.626.877	92.497	2.719.374
Capitaux engagés au 31/12	F31		1.149.585	1.205.844	474.522	173.593	-	3.003.545	-	3.003.545
Capitaux engagés moyens au 1er semestre	F31		954.745	864.494	500.852	142.515	-	2.462.606	95.786	2.558.392
Capitaux engagés moyens au 2ème semestre	F31		1.073.942	1.091.397	489.044	160.827	-	2.815.211	46.249	2.861.459
Capitaux engagés moyens de l'année	F31		1.014.344	977.946	494.948	151.671	-	2.638.908	71.017	2.709.926
ROCE	F31		16,32%	14,39%	25,84%	(23,90)%	0,00%	15,08%	17,45%	15,14%
Investissements	F34		45.038	225.529	79.526	11.852	-	361.944	3.305	365.250
Total dépenses R&D	F9		119.824	30.351	18.618	4.766	-	173.558	1.599	175.157
R&D reconnu dans les charges d'exploitation	F9		107.764	27.485	18.618	4.766	-	158.632	1.599	160.232
R&D capitalisées en immobilisation incorporelle	F34		12.060	2.865	-	-	-	14.926	-	14.926

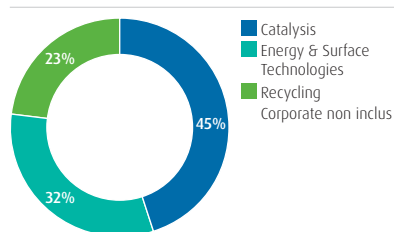
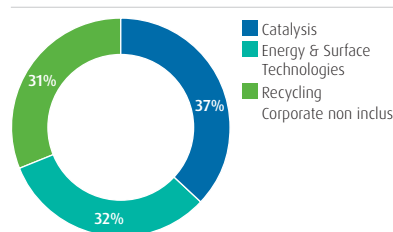
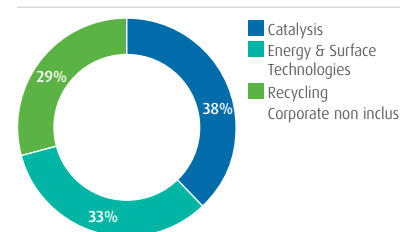
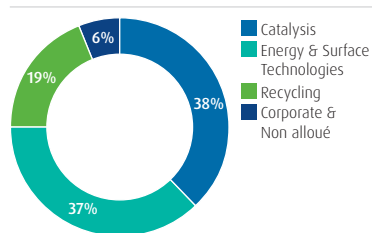
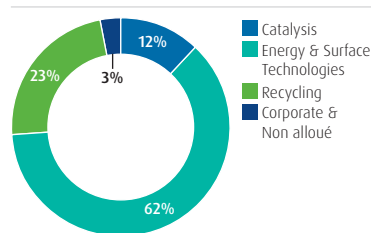
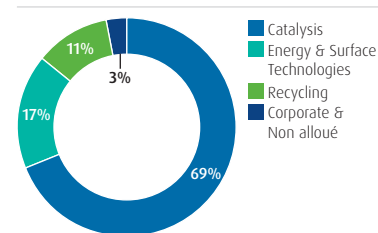
ÉTATS FINANCIERS

INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2016

Milliers d'euros	ANNEXE	EUROPE	DONT BELGIQUE	ASIE-PACIFIQUE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	AFRIQUE	TOTAL
Chiffre d'affaires total		6.758.722	121.963	1.898.223	1.326.192	289.144	171.259	10.443.541
Actif long terme total		924.063	473.540	439.236	152.323	41.361	8.801	1.581.765
Investissements	F34	179.497	146.974	65.081	18.448	7.467	2.340	272.834

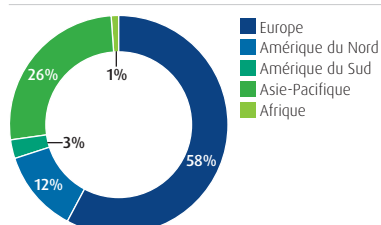
INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2017

Milliers d'euros	ANNEXE	EUROPE	DONT BELGIQUE	ASIE-PACIFIQUE	AMÉRIQUE DU NORD	AMÉRIQUE DU SUD	AFRIQUE	TOTAL
Chiffre d'affaires total		6.926.079	130.937	3.093.227	1.437.303	346.073	144.581	11.947.264
Actif long terme total		1.014.335	499.561	591.072	133.497	49.114	8.325	1.796.344
Investissements	F34	142.691	111.839	198.951	13.673	4.597	2.032	361.944

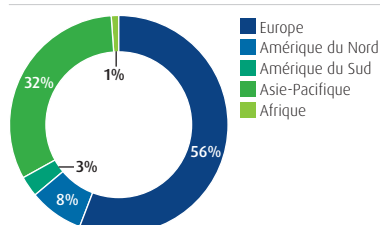
REVENUS (HORS MÉTAL)
PAR BUSINESS GROUPEBITDA RÉCURRENT
PAR BUSINESS GROUPEBIT RÉCURRENT
PAR BUSINESS GROUPCAPITAUX ENGAGÉS, MOYENNE
PAR BUSINESS GROUPINVESTISSEMENTS PAR
BUSINESS GROUPFRAIS DE RECHERCHE &
DÉVELOPPEMENT PAR
BUSINESS GROUP

ÉTATS FINANCIERS

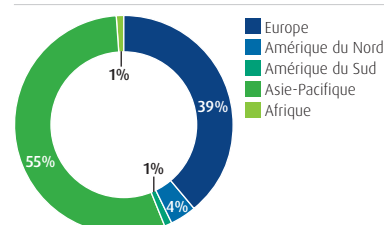
CHIFFRE D'AFFAIRES PAR RÉGION



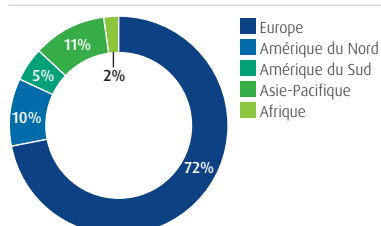
ACTIF LONG TERME PAR RÉGION



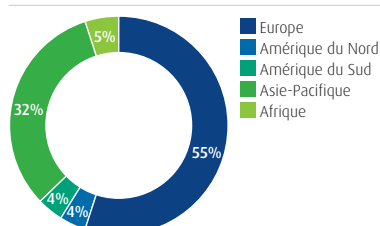
INVESTISSEMENTS PAR RÉGION



RÉMUNÉRATIONS & AVANTAGES SOCIAUX PAR RÉGION



IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT PAR RÉGION



Les informations sectorielles sont présentées selon une dimension de type "business" comme définie ci-dessous.

Les résultats d'un segment ainsi que ses actifs et passifs comprennent tous les éléments qui lui sont directement attribuables ainsi que les rubriques qui peuvent raisonnablement être allouées à celui-ci.

La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés. Le chiffre d'affaires et les revenus prennent en considération les opérations intra- groupe. Celles-ci sont principalement relatives aux activités de recyclage et aux ventes de métaux raffinés du secteur d'activités Recycling vers les autres secteurs d'activités et doivent être estimées afin de déterminer la performance du secteur d'activités concerné.

Vu que ces transactions ne peuvent pas être considérées comme externes, elles sont éliminées au niveau du Groupe afin de présenter une vue nette.

Les secteurs d'activités du Groupe n'ont pas de client unique externe qui représente 10 pourcent ou plus des revenus du Groupe.

BUSINESS GROUPS

Le Groupe s'articule autour des secteurs d'activité suivants :

CATALYSIS

Ce segment comprend les business units Automotive Catalysts et Precious Metals Chemistry. Catalysis fournit des catalyseurs automobiles pour les applications essence et diesel, y compris pour les moteurs diesel routiers et non-routiers. Le business group propose également des catalyseurs stationnaires pour le contrôle des émissions industrielles et fabrique des composés et des catalyseurs à base de métaux précieux, destinés aux industries de la pharmaceutique et de la chimie fine.

ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES

Ce segment comprend les business units Cobalt & Specialty Materials, Electro-Optic Materials, Electroplating, Rechargeable Battery Materials et Thin Film Products. Les produits d'Energy & Surface Technologies sont mis en œuvre dans des applications utilisées pour la production et le stockage d'énergie propre, et dans une gamme d'applications pour les technologies de traitement des surfaces qui confèrent des propriétés et des fonctionnalités spécifiques aux produits finis. Toutes les activités de ce segment proposent un service en boucle fermée aux clients. Ce segment inclut les sociétés mises en équivalence suivantes : Ganzhou Yi Hao Umicore Industries et Jiangmen Chancsun Umicore Industry.

RECYCLING

Ce segment comprend les business units Precious Metals Refining, Jewellery & Industrial Metals, Precious Metals Management, Technical Materials et Platinum Engineered Materials. Les opérations Recycling traitent des déchets complexes contenant des métaux précieux et autres métaux spéciaux. Recycling est capable de récupérer 20 de ces métaux à partir d'un large éventail de matériaux, allant des résidus industriels aux matériaux en fin de vie. Les autres activités comprennent la production de matériaux à base de métaux précieux, matériaux qui sont essentiels pour des applications aussi diverses que la production de verre de haute technologie, l'électricité et l'électronique.

CORPORATE

Corporate couvre les activités corporate, les fonctions opérationnelles partagées ainsi que les activités Recherche et Développement du Groupe. La part minoritaire du Groupe dans Element Six Abrasives fait aussi partie de Corporate. La part d'Umicore dans leqsa, présentée jusqu'à juin 2017 sous les activités non-continué, a été transférée dans le segment Corporate à partir du 1er juillet.

Les secteurs d'activités Building Products et Zinc Chemicals font partie des activités non-continué jusqu'à leur vente effective. Les activités Zinc Chemicals ont été effectivement vendues à fin octobre 2016. Dès lors, les activités non-continué de 2016 incluent encore 10 mois de résultats de Zinc Chemicals ainsi que le gain réalisé sur la vente. Pour 2017, les activités non-continué incluent 9 mois de résultats de Building Products ainsi que la perte réalisée sur la vente.

Dans l'information selon la dimension géographique, les montants présentés sous la ligne "Actifs long terme" n'incluent pas les investissements long terme, les prêts octroyés à long terme, les créances long terme, les impôts différés actifs ainsi que les avantages sociaux comme stipulé par la norme IFRS 8. La performance des segments est revue par les décideurs opérationnels sur base de l'EBIT/ résultat d'exploitation récurrent. Comme illustré dans le tableau ci-dessus, la différence entre le résultat d'exploitation récurrent et le résultat d'exploitation tel que présenté dans le compte de résultat, consiste en le résultat d'exploitation non récurrent et l'impact IAS 39 dont les définitions se trouvent dans le glossaire.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

F8 REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Milliers d'euros	ANNEXES	JUSTE VALEUR 2017
Immobilisations incorporelles		35.907
Immobilisations corporelles		89.196
Autres immobilisations		11.736
Actifs long terme		136.839
Stocks		130.586
Créances commerciales et autres créances		114.292
Impôts à récupérer		1.437
Liquidités et quasi-liquidités		8.594
Actifs court terme		254.909
Ecart de conversion		(9.022)
Provisions pour avantages sociaux		2.460
Dettes commerciales et autres dettes long terme		1.341
Impôts différés passifs		(852)
Provisions pour environnement		2.471
Provisions pour autres risques et charges		13.468
Passifs long terme		18.891
Dettes financières		43.172
Impôts à payer		1.367
Dettes commerciales et autres dettes		54.589
Provisions pour environnement court terme		392
Passifs court terme		99.519
Actifs nets acquis		282.360
Goodwill	F15	14.535
Badwill		(10.900)
Moins-values sur la participation mise en équivalence		1.132
Valeur comptable de la participation mise en équivalence		(67.023)
Part de groupe dans le prix d'acquisition		(220.103)
Liquidités et quasi-liquidités acquises		8.594
Mouvement net de trésorerie pour les filiales consolidées globalement		(211.509)

En mars 2017, Umicore a annoncé qu'elle a acquis les 50% d'actions détenues conjointement par Samkwang Glass Ind. Co., Ltd. et OCI Company Ltd de la coentreprise de catalyseurs automobiles en Corée, Ordeg Co. Ltd. Umicore qui détenait 50% des fonds propres, possède maintenant la totalité d'Ordeg, ce qui devrait permettre à l'entreprise de mieux répondre aux besoins de ses clients coréens sur le marché des catalyseurs automobiles. Ordeg est consolidée globalement à partir du 1er avril 2017 et fait partie du segment Catalysis. La valeur des actifs nets dans le bilan d'ouverture était d'€ 137,6 millions, le prix d'acquisition pour les 50% supplémentaire d'€ 82,4 millions et la perte sur la juste valeur des 50% existants était de € 1,1 millions après considération d'une prime de contrôle. En prenant en considération ces éléments, un goodwill d'€ 10,7 millions a été reconnu. Depuis l'intégration à 100% dans les comptes consolidés du Groupe, le résultat net de la période de cette nouvelle acquisition était un gain d'€ 5,5 millions.

En mars 2017, Umicore a acquis 100% d'Eurotungstène, une entreprise du Groupe Eramet spécialisée dans le développement, la fabrication et la commercialisation de poudres métalliques utilisées dans des applications d'outils diamantés et de métaux durs. L'acquisition d'Eurotungstène, qui est intégrée au secteur d'activité Cobalt & Specialty Materials, permet de combiner deux entreprises aux atouts complémentaires. Elle permettra à Umicore d'élargir son portefeuille de produits afin de mieux répondre aux besoins de ses clients. Eurotungstène est consolidée globalement depuis le 1er avril 2017 dans le segment Energy & Surface Technologies. La valeur des actifs nets d'Eurotungstène dans le bilan d'ouverture était de € 15,6 millions et le prix d'acquisition d'€ 4,7 millions. En considérant ces éléments, un badwill d'€ 10,9 millions a été reconnu en résultat opérationnel. Depuis leur intégration dans les comptes consolidés d'Umicore, le résultat net total de la période était un gain d'€ 10,7 millions, incluant le badwill.

En juin 2017, Umicore a annoncé la conclusion d'un accord visant à acquérir les activités d'Haldor Topsoe dans le domaine des catalyseurs pour véhicules poids lourds au diesel et des catalyseurs stationnaires. Haldor Topsoe est un important fabricant de catalyseurs haute-performance destinés à un large éventail de secteurs. Ses catalyseurs automobiles sont utilisés dans les systèmes de réduction d'émissions des moteurs diesel de poids lourds, tant pour les applications routières que non routières. Ces équipements garantissent le respect des normes d'émission les plus strictes, notamment Euro VI. Pour les applications stationnaires, l'entreprise propose des solutions catalytiques destinées au traitement des émissions de NOx d'origine industrielle, comme les centrales électriques au gaz ou les installations en mer. Les activités qui emploient actuellement environ 280 personnes, desservent sa clientèle depuis ses usines de production de Frederikssund (Danemark), Houston (Texas, USA), Tianjin (Chine) et Joinville (Brésil). Le site R&D est implanté à Lyngby (Danemark). L'opération a été conclue fin novembre 2017 et un bilan d'ouverture préliminaire a été préparé en date du 1er décembre mais est toujours sujet à ajustements sur un certain nombre de points dans les 11 mois qui suivent. Les entités Haldor Topsoe font partie du segment Catalysis et sont intégrées globalement depuis le 1er décembre. Le prix total d'acquisition était de € 133,0 millions et les actifs nets acquis d'€ 129,2 millions engendrant un goodwill d'€ 3,8 millions. Aucun résultat n'a été reconnu en décembre au vu de la matérialité étant donné que la clôture a été réalisée en fin d'année.

F9 RÉSULTAT D'EXPLOITATION

Milliers d'euros	2016	2017
Ventes	10.340.446	11.822.362
Prestations de services	103.095	124.902
Chiffre d'affaires ⁽¹⁾	10.443.541	11.947.264
Autres produits d'exploitation ⁽²⁾	59.813	71.965
PRODUITS D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	10.503.354	12.019.229
Approvisionnements et matières premières ⁽³⁾	(9.040.437)	(10.324.429)
Rémunérations et avantages sociaux	(636.071)	(700.706)
Amortissements sur actifs immobilisés	(175.944)	(190.494)
Réductions de valeur sur actifs immobilisés	(21.111)	(3.417)
Réductions de valeur sur stocks et créances douteuses	4.777	(9.792)
Amortissements et réductions de valeur ⁽⁴⁾	(192.278)	(203.703)
Services, raffinage sous-traité et coûts de production	(343.433)	(404.818)
Royalties, licences, consulting et commissions	(28.321)	(36.330)
Autres charges d'exploitation	2.421	(3.354)
Augmentation (diminution) des provisions	(38.914)	(41.544)
Utilisations de provisions	29.311	19.992
Moins-values sur cessions d'actifs	(728)	(3.961)
Autres charges d'exploitation ⁽⁵⁾	(379.664)	(470.015)
CHARGES D'EXPLOITATION DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	(10.248.450)	(11.698.854)
Produits d'exploitation des activités non continuées	661.311	334.291
Charges d'exploitation des activités non continuées	(697.994)	(319.358)

(1) Les prestations de services comprennent principalement les produits de contrats de travail à façon.

(2) Les autres produits d'exploitation des activités continuées comprennent la refacturation de coûts à des tiers pour € 27,7 millions, un badwill relatif aux nouvelles acquisitions d'€ 10,9 millions, des subsides pour 8,5 millions, des royalties et licences pour € 9,7 millions, des montants relatifs aux droits d'émission de CO₂ pour € 2,1 millions et des récupérations des assurances pour € 1,6 millions.

(3) Les approvisionnements et matières premières contiennent de l'eau, du gaz et de l'électricité pour € 83,3 millions en 2017 (€ 84,3 millions en 2016) pour les activités continuées.

(4) Des réductions de valeurs sur des immobilisés ont été prises et transférées en résultat non-récurrent. Celles-ci sont relatives à des ajustements de production dans un certain nombre d'entités.

(5) Les impôts autres que les impôts sur le résultat s'élèvent à € 19,7 millions (€ 9,9 millions en 2016) pour activités continuées.

DÉPENSES R&D

Milliers d'euros	ANNEXE	2016	2017
R&D reconnues dans "autres charges d'exploitation"		137.561	158.632
R&D capitalisées en immobilisation incorporelle	F14	15.228	14.926
Dépenses totales R&D des opérations continuées		152.790	173.558
Dépenses totales R&D des opérations non continuées		3.070	1.599

Les dépenses totales en R&D des activités continuées sont d'€ 173,6 millions pour les sociétés consolidées globalement (€ 175,2 millions si les activités non-continuées sont incluses) desquelles € 158,6 millions sont reconnus dans les autres charges d'exploitation des activités continuées (€ 160,2 millions si les activités non-continuées sont incluses).

ÉLÉMENTS NON-RÉCURRENTS ET EFFETS IAS 39 INCLUS DANS LES RÉSULTATS, Y COMPRIS LES ACTIVITÉS NON CONTINUÉES

Milliers d'euros	ANNEXE	2016				2017			
		TOTAL	RÉCURRENT	NON-RÉCURRENT	IMPACT IAS 39	TOTAL	RÉCURRENT	NON-RÉCURRENT	IMPACT IAS 39
Chiffre d'affaires		11.096.179	11.096.179	-	-	12.277.619	12.277.312	307	-
Autres produits d'exploitation		68.485	67.087	2.522	(1.124)	75.900	60.262	16.655	(1.017)
Produits d'exploitation		11.164.664	11.163.265	2.522	(1.124)	12.353.519	12.337.574	16.962	(1.017)
Approvisionnements et matières premières		(9.492.911)	(9.475.883)	(108)	(16.920)	(10.550.782)	(10.543.983)	(8.735)	1.936
Rémunérations et avantages sociaux		(741.105)	(741.064)	(41)	-	(754.832)	(751.169)	(3.663)	-
Amortissements et réductions de valeur		(183.181)	(185.105)	(2.836)	4.759	(203.651)	(195.624)	(6.294)	(1.733)
dont amortissements		(176.024)	(176.024)	-	-	(190.524)	(189.069)	(1.455)	-
Autres charges d'exploitation		(529.247)	(428.849)	(104.197)	3.799	(508.946)	(467.419)	(20.063)	(21.464)
Charges d'exploitation		(10.946.445)	(10.830.901)	(107.182)	(8.362)	(12.018.211)	(11.958.195)	(38.755)	(21.261)
Produits des investissements financiers		(4.698)	68	(4.766)	-	(22.435)	1.254	(23.689)	-
Résultat d'exploitation		213.521	332.433	(109.425)	(9.487)	312.873	380.634	(45.482)	(22.278)
Contribution nette des entreprises mises en équivalence		18.040	18.315	(792)	517	30.413	29.619	(768)	1.562
EBIT		231.557	350.747	(110.217)	(8.973)	343.287	410.254	(46.250)	(20.717)
EBITDA		407.581	526.771	(110.217)	(8.973)	533.811	599.323	(44.795)	(20.717)
Coûts financiers	F11	(20.700)	(31.868)	-	11.169	(38.344)	(41.865)	-	3.519
Impôts sur le résultat	F13	(69.501)	(75.279)	5.654	123	(78.690)	(87.185)	4.525	3.971
Résultat net		141.360	243.601	(104.563)	2.323	226.253	281.202	(41.725)	(13.227)
dont part des minoritaires		10.636	10.746	(155)	46	14.308	14.431	119	(243)
dont part du Groupe		130.724	232.855	(104.408)	2.277	211.943	266.771	(41.844)	(12.984)

Les éléments non récurrents ont eu un impact négatif d'€ 46,3 millions sur l'EBIT. Les coûts de restructuration se sont élevés à € 20 millions et concernent principalement la vente de l'activité dans les revêtements de grande dimension de Thin Film Products et la fermeture de son site de Providence ainsi que l'arrêt des activités de Schöne Edelmetaal du secteur d'activités Jewellery & Industrial Metals. Les autres éléments correspondent à une diminution de capital de € 13 millions suite à la vente de Building Products (compte tenu qu'aucun amortissement sur les actifs n'a été comptabilisé pour les activités non-continuées à partir du second semestre 2015 conformément à la norme IFRS 5) et à une réduction de valeur de la participation d'Umicore au sein de Nyrstar de € 7 millions ainsi qu'à des provisions environnementales de € 7 millions. L'impact des charges non récurrentes sur le résultat net (part du Groupe) était d'€ 41,7 millions.

Les règles comptables IAS 39 ont exercé un effet négatif d'€ 20,7 millions sur l'EBIT et un impact positif d'€ 13,2 millions sur le résultat net (part du Groupe). Tous les impacts de l'IAS 39 dans le compte de résultats sont hors trésorerie.

F10 RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX

Milliers d'euros	2016	2017
Salaires et avantages sociaux directs	(476.813)	(515.680)
Autres charges de personnel	(25.727)	(30.801)
Personnel temporaire	(10.059)	(13.132)
Paieement en actions	(3.548)	(6.129)
Rémunérations	(516.147)	(565.742)
Contributions de l'employeur à la sécurité sociale	(95.338)	(99.131)
Contributions à des avantages déterminés	(11.204)	(12.042)
Contribution à un régime de pension à cotisation déterminée	(15.307)	(18.699)
Contributions volontaires de l'employeur - autres	(3.194)	(2.553)
Pensions versées directement aux bénéficiaires	(3.503)	(4.342)
Provisions pour avantages sociaux (-dotation / +utilisation et reprises)	8.622	1.803
Pensions et autres avantages sociaux	(24.586)	(35.833)
RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX DES ACTIVITÉS CONTINUÉES	(636.071)	(700.706)
Rémunérations et avantages sociaux des activités non continuées	(105.034)	(54.126)

EFFECTIFS MOYENS DANS LES SOCIÉTÉS ENTIÈREMENT CONSOLIDÉES

	2016	2017
Cadres	1.899	1.819
Non-cadres	8.276	8.026
Total	10.175	9.845
dont activités non continuées	901	-
Total des activités continuées	9.274	9.845

PAIEMENT EN ACTIONS

Milliers d'euros	ANNEXES	2016	2017
Nombre d'options octroyées	F28	1.217.750	1.170.000
Modèle de valorisation		Present Economic Value	
Volatilité estimée (% pa)		25,00	25,00
Taux sans risque (% pa)		(0,002)	(0,004)
Augmentation monétaire du dividende (% pa)		0,10	0,10
Probabilité de départ avant le droit d'exercer (% pa)		NA	NA
Probabilité de départ après avoir le droit d'exercer (% pa)		10,00	10,00
Seuil minimum de gain (% pa)		30,00	30,00
Proportion qui exerce étant donné que le seuil minimal de gain est atteint (% pa)		100,00	100,00
Juste valeur par option déterminée à la date d'octroi (€)		2,34	3,87
Juste valeur totale d'options octroyées		2.843	4.529
47.400 actions octroyées à 25,50 €		-	1.209
7.400 actions octroyées à 25,74 €		-	190
10.312 actions octroyées à 31,27 €		-	322
6.800 actions octroyées à 24,73 €		-	168
7.400 actions octroyées à 17,21 €		127	-
59.250 actions octroyées à 16,63 €		985	-
10.368 actions octroyées à 22,43 €		233	-
Juste valeur totale des actions octroyées		1.345	1.890
Extourne de provisions de l'année précédente		(368)	-
PAIEMENT EN ACTIONS		3.821	6.418
Paiements en actions vers activités non-continuées		(273)	(289)
Total des paiements en actions des activités continuées		3.548	6.129

Le Groupe a reconnu une charge pour les paiements fondés sur des actions d'€ 6,1 millions au cours de cette année pour les activités continuées.

La partie de ce montant liée à l'octroi d'options sur actions est calculée par un actuaire externe, en utilisant le modèle de Present Economic Value qui prend en compte l'ensemble des composantes du paiement fondé sur des actions ainsi que la volatilité des actions sous-jacentes. Cette volatilité a été déterminée en utilisant la volatilité historique du rendement des actionnaires du Groupe sur différentes périodes moyennes et sous différentes conditions. Aucune autre condition de marché n'a été prise en compte dans la base de calcul de la juste valeur.

La partie du coût liée à l'octroi d'actions est valorisée en tenant compte de la valeur réelle des actions octroyées, à la date de l'octroi. Courant 2017, des actions supplémentaires ont été proposées à la direction, résultant en une charge pour la période d'€ 1,6 millions pour les activités continuées, après une correction d'un montant provisionnel pris l'année précédente.

Les remises sur les contributions de sécurité sociale octroyées par les autorités à Umicore Belgique relatives à des incitants liés entre autres à des primes d'équipe, des heures supplémentaires et des frais de R&D, sont publiés sous la rubrique "Sécurité sociale" dans les rémunérations et avantages sociaux.

F11 COÛTS FINANCIERS NETS

Milliers d'euros	2016	2017
Produits d'intérêts	3.581	4.057
Charges d'intérêts	(9.937)	(23.540)
Actualisation des provisions	(5.964)	(9.585)
Résultat de change	(2.535)	(6.864)
Autres produits financiers	1.248	298
Autres charges financières	(4.062)	(1.687)
Total des activités continuées	(17.668)	(37.323)
Total des activités non continuées	(3.031)	(1.023)

En 2017, la charge d'intérêts nette est d'€ 19,5 millions, en ligne avec le niveau d'endettement.

L'actualisation des provisions concerne principalement les provisions pour avantages sociaux et les provisions pour autres risques et charges. Ce montant est influencé par la valeur actualisée de ces provisions dépendant elle-même de changements éventuels du taux d'actualisation, de l'échéance des sorties de liquidités futures et de la comptabilisation de nouvelles provisions long terme. La plupart de ces actualisations en 2017 ont été comptabilisées en Belgique, en Allemagne et au Brésil.

Les résultats de change comprennent les gains et pertes de change réalisés ainsi que les résultats non réalisés provenant de la conversion au taux de clôture de la période des éléments monétaires du bilan. Ils comprennent également les gains et pertes liés aux ajustements de juste valeur des instruments financiers en devises étrangères (voir Annexe F33).

Les autres charges financières incluent des ristournes sur paiement comptant, des charges bancaires et des autres honoraires financiers.

F12 PRODUITS DES INVESTISSEMENTS FINANCIERS

Milliers d'euros	2016	2017
Plus et moins-values sur cessions d'immobilisations financières	(4.204)	(1.301)
Dividendes	45	1.380
Produits d'intérêts sur immobilisations financières	10	(3)
Réductions de valeur sur investissements financiers	(1.788)	(8.361)
Total des activités continuées	(5.937)	(8.286)
Total des activités non continuées	1.240	(14.149)

Les réductions de valeur sur les investissements financiers sont relatives aux réductions de valeur sur les actions Nyrstar et la perte réalisée sur la juste valeur des 50% existants dans Ordeg.

Les pertes réalisées sur cessions d'immobilisations financières sont relatives à la vente d'Umicore Vital Thin Film Technologies en Chine.

F13 IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

Milliers d'euros

	2016	2017
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT		
REPRIS AU COMPTE DE RÉSULTATS		
Impôt courant	(71.046)	(76.714)
Charge d'impôts différés (produits)	14.626	1.535
Charge fiscale totale des activités continuées	(56.420)	(75.178)
Charge fiscale totale des activités non continuées	(13.081)	(3.512)
RELATION ENTRE CHARGE FISCALE ET RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		
Résultat d'exploitation	248.966	312.090
Coûts financiers nets	(17.668)	(37.323)
Résultat avant impôts des sociétés consolidées globalement	231.298	274.767
Taux d'imposition théorique moyen pondéré (%)	(30,38)	(27,47)
Impôt théorique au taux moyen pondéré des activités continuées	(70.264)	(75.470)
Ajustements :		
Dépenses non déductibles	(8.941)	(7.277)
Revenus exonérés	1.918	7.711
Dividendes des sociétés consolidées et associées	(5.679)	(3.071)
Profits et pertes taxés à taux réduit	20	4
Incitants fiscaux déductibles	7.943	10.210
Impôts calculés sur d'autres bases	(1.076)	(2.846)
Utilisation de pertes fiscales non reconnues précédemment	15.812	9.009
Réductions de valeur des actifs d'impôts différés	(1.404)	(533)
Changement de taux de taxation applicable	1.776	(14.360)
Exonérations fiscales	2.310	4.654
Autres crédits d'impôts (à l'exclusion des crédits R&D)	278	62
Précomptes mobiliers étrangers retenus à la source non imposables	(4.008)	(4.807)
Ajustements d'exercices précédents	399	2.617
Autres	4.496	(1.082)
Charge fiscale de l'année	(56.420)	(75.179)

Le taux d'imposition théorique moyen pondéré du groupe a légèrement évolué de 30,38% en 2016 à 27,47% en 2017, pour les activités continuées.

Si l'on exclut l'impact des éléments non récurrents et l'effet IAS 39, le taux de taxation effectif récurrent pour l'année 2017 est de 25,8% pour les activités continuées (25,7% incluant les activités non-continuées). Celui-ci a augmenté par rapport aux 23,3% de 2016 (25,0% si les activités continuées sont incluses) principalement en raison du changement de la répartition géographique des résultats générés.

F14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES AUTRES QUE GOODWILL

Milliers d'euros	FRAIS DE DÉVELOPPEMENT	CONCESSIONS, BREVETS, LICENCES, ETC.	LOGICIELS	DROITS D'ÉMISSION CO ₂	AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	TOTAL
Au début de l'exercice précédent						
Valeur d'acquisition	88.705	18.395	129.538	9.702	35.090	281.429
Amortissements cumulés	(48.073)	(11.600)	(91.819)	(21)	(9.986)	(161.499)
Valeur comptable nette au début de l'exercice précédent	40.632	6.795	37.720	9.680	25.104	119.930
Acquisitions	15.228	59.867	1.418	-	4.251	80.764
Cessions	-	-	(88)	(702)	-	(790)
Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(12.330)	(5.343)	(9.311)	-	(3.596)	(30.580)
Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(1.430)	-	(706)	-	-	(2.136)
Droits d'émission	-	-	-	(100)	-	(100)
Ecart de conversion	373	(229)	357	0	149	650
Autres mouvements	2.149	2.087	5.143	-	(4.369)	5.010
Au terme de l'exercice précédent	44.621	63.177	34.534	8.879	21.539	172.749
Valeur d'acquisition	106.741	80.073	134.489	8.879	31.505	361.685
Amortissements cumulés	(62.120)	(16.896)	(99.955)	-	(9.967)	(188.938)
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	44.621	63.177	34.534	8.879	21.538	172.748
Acquisition par regroupement d'entreprises	-	35.513	394	-	-	35.907
Acquisitions	14.926	4.578	1.069	231	4.817	25.621
Cessions	-	-	(247)	(1.695)	(266)	(2.207)
Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(11.811)	(10.955)	(9.513)	-	(3.701)	(35.981)
Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(1.644)	-	(522)	-	-	(2.166)
Droits d'émission	-	-	-	(33)	-	(33)
Ecart de conversion	(959)	(320)	(652)	(0)	(822)	(2.755)
Autres mouvements	(2.246)	(7.275)	4.688	-	(180)	(5.013)
Au terme de l'exercice	42.886	84.718	29.751	7.382	21.386	186.122
Valeur d'acquisition	117.039	113.120	136.625	7.382	34.466	408.632
Amortissements cumulés	(74.152)	(28.402)	(106.874)	-	(13.081)	(222.509)
Valeur comptable nette pour les activités continuées	42.887	84.718	29.751	7.382	21.385	186.122

Les "acquisitions" incluent principalement la capitalisation de frais relatifs à des logiciels et à de frais de développement générés en interne et l'acquisition. € 16,2 millions constituent des charges internes dont € 14,1 millions sont liés aux frais de développement.

Les acquisitions relatives aux regroupements d'entreprises sont principalement relatives à Haldor Topsoe.

La ligne "Autres mouvements" montre principalement la vente de Vital Thin Film Technologies (Chine) et des transferts entre immobilisations incorporelles en cours (incluses dans les « Autres immobilisations incorporelles ») et les autres catégories d'immobilisations incorporelles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné dans l'annexe F35.

F15 GOODWILL

Milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2017
Au terme de l'exercice précédent		
Valeur d'acquisition	144,935	150,820
Réductions de valeur cumulées	(13,075)	(18,228)
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	131,860	132,592
Acquisition par regroupement d'entreprises	-	14,535
Ecart de conversion	732	(4,442)
Au terme de l'exercice	132,592	142,685
Valeur d'acquisition	150,820	158,536
Réductions de valeur cumulées	(18,228)	(15,851)
Valeur comptable nette des activités continuées	132,592	142,685
Valeur comptable nette des activités non continuées	676	-

Ce tableau détaille le goodwill relatif aux sociétés consolidées globalement. Le goodwill relatif aux sociétés mises en équivalence est explicité dans l'annexe F17.

Les variations de la période sont liées à l'acquisition des 50 % restants d'Ordeg et l'acquisition des entités Haldor Topsoe (voir annexe F8) ainsi qu'aux différences de change.

Les goodwills ont été alloués aux segments primaires comme suit :

Milliers d'euros	CATALYSIS	ENERGY & SURFACE TECHNOLOGIES	RECYCLING	ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES	TOTAL
31/12/2016	37.202	77.050	18.340	676	133.268
31/12/2017	51.658	72.745	18.282	-	142.685

La direction teste annuellement si les goodwills doivent être réduits de valeur conformément au principe comptable décrit dans l'annexe F2. Le montant recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles les goodwills ont été alloués est calculé sur base de leur valeur d'usage, et ce à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie futurs, eux-mêmes basés sur les plans opérationnels du Groupe établis sur une période de 5 ans. Les indicateurs macro-économiques utilisés – tels que les taux de change des devises et le prix des métaux – sont basés sur les conditions de marché en vigueur. Les taux utilisés sont ceux observés sur les bourses internationales durant le dernier trimestre de l'année.

Le modèle de 2017 utilise des taux de taxation moyens de 28,5% (en 2016 des taux de taxation moyens de 27,5% à 28,5%) et un coût moyen pondéré du capital après taxes (wacc) de 8,5% (tel que 2016). Le taux de croissance de perpétuité utilisé pour déterminer la valeur terminale est de 2% en moyenne (tel que 2016). Les taux d'intérêts sont basés sur des informations fournies par des organismes internationaux tels que la BNB ou la BCE.

F16 IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Milliers d'euros	TERRAINS ET CONSTRUCTIONS	INSTALLATIONS, MACHINES ET OUTILLAGE	MOBILIER ET MATÉRIEL ROULANT	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	IMMOBILISATIONS EN COURS ET ACOMPTES VERSÉS	TOTAL
Au début de l'exercice précédent						
Valeur d'acquisition	740.014	1.529.768	192.541	16.481	157.079	2.635.882
Amortissements cumulés	(394.724)	(1.065.576)	(138.531)	(14.459)	-	(1.613.291)
Valeur comptable au début de l'exercice précédent	345.290	464.192	54.009	2.021	157.079	1.022.591
Acquisitions	16.192	33.766	9.126	361	147.572	207.017
Cessions	(54)	(1.005)	(424)	(1)	(2.653)	(4.137)
Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(29.133)	(98.874)	(16.789)	(203)	-	(144.999)
Réductions de valeur nettes (incluses dans "Amortissements et réductions de valeur")	(5.196)	(11.867)	(1.657)	(4)	-	(18.724)
Ecart de conversion	3.636	6.279	1.107	(14)	611	11.618
Autres mouvements	25.598	106.610	9.947	(108)	(145.009)	(2.962)
Au terme de l'exercice	356.333	499.100	55.320	2.052	157.600	1.070.404
Valeur d'acquisition	780.351	1.660.666	202.829	15.727	157.599	2.817.172
Amortissements cumulés	(424.018)	(1.161.566)	(147.510)	(13.676)	-	(1.746.770)
Valeur comptable au terme de l'exercice précédent	356.333	499.100	55.319	2.052	157.599	1.070.403
Acquisition par regroupement d'entreprises	57.981	29.214	711	64	1.226	89.196
Acquisitions	5.747	25.715	9.234	650	309.710	351.056
Cessions	(2.182)	(4.881)	(677)	(3)	(201)	(7.944)
Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	(29.892)	(108.446)	(15.880)	(161)	-	(154.379)
Réductions de valeur nettes (incluses dans "Amortissements et réductions de valeur")	(26)	(1.427)	(327)	-	-	(1.779)
Ecart de conversion	(9.715)	(14.941)	(1.538)	(119)	(4.477)	(30.790)
Autres mouvements	29.002	111.585	9.521	(1.475)	(162.984)	(14.351)
Au terme de l'exercice	407.247	535.919	56.363	1.007	300.874	1.301.411
dont leasing	3.421	28	2	-	-	3.451
Valeur d'acquisition	859.433	1.817.170	212.731	15.305	300.874	3.205.515
Amortissements cumulés	(452.186)	(1.281.251)	(156.368)	(14.298)	-	(1.904.103)
Valeur comptable nette pour activités continuées	407.247	535.919	56.363	1.007	300.874	1.301.411
Valeur d'acquisition	4.056	101	30	-	-	4.187
Amortissements cumulés	(635)	(73)	(27)	-	-	(736)
Valeur comptable nette pour activités continuées	3.421	28	2	-	-	3.451

Les investissements en immobilisations corporelles non liés à des travaux d'entretien sont principalement relatifs à des investissements dans des projets de croissance dans la mobilité propre et le recyclage. Les dépenses d'investissement chez Energy & Surface Technologies représentent plus de 60% de ce montant, correspondant aux programmes d'investissements en cours visant à augmenter la capacité de production des matériaux pour cathode.

Les acquisitions relatives à des regroupements d'entreprises sont liées aux acquisitions d'Ordeg, d'Eurotungstene et Haldor Topsoe.

La ligne "Autres mouvements" comprend essentiellement la vente de Vital Thin Film Technologies (Chine) et des transferts entre les encours et les autres catégories d'immobilisations.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné à l'Annexe F35.

F17 PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

Les participations mises en équivalence sont constituées essentiellement des entreprises associées et joint ventures suivantes :

	PAYS	DEVISE FONCTIONNELLE	POURCENTAGES	
			2016	2017
Activités continuées				
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES				
IEQSA ⁽¹⁾	Pérou	PEN	40,00	40,00
Ganzhou Yi Hao Umicore Industries	Chine	CNY	40,00	40,00
Element Six Abrasives	Royaume-Uni	USD	40,22	40,22
Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co.,LTD	Chine	CNY	40,00	40,00
JOINT-VENTURES				
Ordeg ⁽²⁾	Corée du Sud	KRW	50,00	100,00

(1) Au 1er juillet 2017, Ieqsa est enregistrée dans le segment Corporate dans les activités continuées. IEQSA était rapporté en activités non continuées en 2016.

(2) En mars 2017, Umicore a annoncé qu'elle a acquis les 50% d'actions détenues conjointement par Samkwang Glass Ind. Co., Ltd. et OCI Company Ltd de la coentreprise de catalyseurs automobiles en Corée, Ordeg Co. Ltd. Umicore qui détenait 50% des fonds propres, possède maintenant la totalité d'Ordeg.

En 2016, la part d'Umicore dans Rézinal (en activités non continuées) a été vendue en août 2016 au partenaire dans la joint-venture.

Dans cette note, seuls les chiffres des activités continuées apparaissent.

Les éléments reconnus dans les Autres Eléments du Résultat Global pour les sociétés mises en équivalence sont principalement relatifs à des provisions pour pension et des écarts de conversion.

Les investissements dans des sociétés associées sont comptabilisés en utilisant la méthode de mise en équivalence et représentent environ 3% du bilan consolidé total d'Umicore. Umicore n'a pas d'investissement matériel individuel dans des sociétés associées. En considérant les objectifs d'exigence de publication d'IFRS 12, la société associée la plus significative concerne Element Six Abrasives, dans laquelle Umicore détient 40,22%. Element Six Abrasives est un groupe fabricant des diamants synthétiques faisant partie du groupe De Beers, l'actionnaire principal. Le groupe opère de façon internationale avec des usines de production en Chine, en Irlande, en Allemagne, au Royaume-Uni, aux Etats-Unis et en Afrique du Sud. Element Six est un groupe profitable, générant des flux de trésorerie positifs et un dividende récurrent stable pour Umicore. La devise fonctionnelle de ce groupe est le dollar américain. Umicore est représenté au conseil d'Administration et au comité audit d'Element Six Abrasives, ce qui permet à Umicore de protéger suffisamment ses intérêts dans cette société associée. En dehors de cette participation dans cette société, Umicore n'a pas d'autres engagements, garanties ou obligations provenant de son implication dans cette société. Les résultats non-récurrents et les passifs latents matériels, s'il y a, sont publiés spécifiquement dans les rubriques distinctes des comptes consolidés d'Umicore.

Milliers d'euros	VALEUR COMPTABLE		TOTAL
	NETTE	GOODWILL	
Au terme de l'exercice précédent	153.526	41.806	195.332
Variations de périmètre	(77.634)	-	(77.634)
Résultat de l'exercice	29.555	-	29.555
Dividendes	(12.331)	-	(12.331)
Autres réserves	1.323	-	1.323
Ecart de conversion	640	(713)	(74)
Autres mouvements	12.116	4.722	16.838
Au terme de l'exercice pour opérations continuées	107.194	45.814	153.008

ÉTATS FINANCIERS

La part d'Umicore dans les postes du bilan et de compte de résultats des sociétés associées et joint-ventures aurait été la suivante :

Milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2017
Actifs	305.420	239.481
Passifs	135.092	113.883
Chiffre d'affaires	328.082	325.655
Résultat net	16.786	29.555

Dans le tableau ci-dessus, il n'y a plus d'actifs et de dettes relatifs aux joint-ventures en 2017 étant donné qu'Umicore détient à présent 100% d'Ordeg.

F18 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE ET PRÊTS OCTROYÉS

Milliers d'euros	ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	PRÊTS OCTROYÉS
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES LONG TERME		
Au début de l'exercice précédent	29.236	1.534
Augmentations	8.554	80
Diminutions	(9.709)	-
Réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	(1.949)	-
Reprises de réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	161	-
Ecarts de conversion	24	(36)
Juste valeur reconnue dans les fonds propres	111	-
Autres mouvements	(14)	(377)
Au terme de l'exercice précédent	26.414	1.201
Acquisition par regroupement d'entreprises	3	432
Variations de périmètre	-	340
Augmentations	119	9.785
Diminutions	(570)	(93)
Réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	(7.229)	-
Ecarts de conversion	(18)	(373)
Juste valeur reconnue dans les fonds propres	3.738	-
Autres mouvements	(122)	(8)
Au terme de l'exercice	22.331	11.285
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES COURT TERME		
Au terme de l'exercice précédent	-	14.787
Diminutions	-	(13.000)
Ecarts de conversion	-	(37)
Au terme de l'exercice	-	1.750

Les mouvements des actifs disponibles à la vente sont principalement relatifs aux actions Nyrstar.

Les mouvements des prêts octroyés sont relatifs au remboursement d'un emprunt octroyé dans le contexte de la vente des activités Zinc Chemicals, à un nouveau prêt octroyé dans le contexte de la vente d'Umicore Vital Thin Film Technologies en Chine et à un prêt convertible au Luxembourg.

F19 STOCKS

Milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2017
ANALYSE DES STOCKS		
Produits de base avec couverture (valeur brute)	1.018.679	1.401.385
Produits de base sans couverture (valeur brute)	162.865	216.769
Consommables (valeur brute)	61.291	63.263
Réductions de valeur	(66.976)	(70.289)
Avances	5.680	15.024
Contrats en cours	7.282	2.272
Total des stocks	1.188.822	1.628.423
Total des activités non continuées	92.531	-

Les stocks ont augmenté d'€ 439,6 millions par rapport à 2016. Cette augmentation est principalement liée à un niveau d'activité plus élevé, à des prix des métaux plus élevés ainsi qu'aux regroupements d'entreprises.

Des reprises de réductions de valeur ont été enregistrées sur le stock métal permanent pour un montant de € 1,2 millions pour les activités continuées.

Les charges reconnues dans les Approvisionnements et matières premières dans le compte de résultats s'élève à € 406,2 millions, avant les ajustements relatifs à IAS 39 et pour les activités continuées.

Sur base du prix des métaux et des taux de change en vigueur à la date de clôture, la valeur du stock métal serait supérieure à la valeur comptable actuelle de quelques € 1.050 millions. Toutefois, ces stocks ne peuvent être réalisés parce qu'ils sont nécessaires aux opérations commerciales et industrielles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les stocks.

F20 CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Milliers d'euros	ANNEXE	31/12/2016	31/12/2017
A LONG TERME			
Dépôts et garanties en espèces		9.532	12.068
Autres créances à plus d'un an		1.158	1.048
Avantages sociaux		424	1.029
Total des activités continuées		11.114	14.145
Total des activités non continuées		6.188	-
A COURT TERME			
Créances commerciales (brutes)		706.656	1.075.389
Créances commerciales (réduction de valeur)		(9.279)	(7.509)
Autres créances (brutes)		78.778	145.519
Autres créances (réductions de valeur)		(6.893)	(4.513)
Intérêts à recevoir		244	273
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	F33	21.347	46.628
Juste valeur des autres instruments financiers	F33	15.959	11.169
Comptes de régularisation		37.458	68.705
Total des activités continuées		844.271	1.335.660
Total des activités non continuées		23.931	-

Les créances commerciales à court terme ont augmenté d'€ 491,4 millions. L'augmentation est principalement liée à des volumes plus importants, des prix des métaux plus élevés ainsi qu'aux regroupements d'entreprises (voir annexe F8).

ÉTATS FINANCIERS

Milliers d'euros	DÙ ENTRE					
	TOTAL	NON DÙ	0-30 JOURS	30-60 JOURS	60-90 JOURS	> 90 JOURS
BALANCE AGÉE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT						
Créances commerciales (hors créances douteuses et créances titrisées) - brutes	685.937	554.124	96.564	23.543	4.552	7.152
Autres créances (brutes)	78.778	77.745	(137)	304	(517)	1.382
BALANCE AGÉE DE L'EXERCICE						
Créances commerciales (hors créances douteuses et créances titrisées) - brutes	1.053.414	818.341	177.391	47.036	4.680	5.967
Autres créances (brutes)	145.519	139.350	1.785	(105)	237	4.251

RISQUE DE CRÉDIT - CRÉANCES COMMERCIALES ET AUTRES CRÉANCES

Milliers d'euros	CRÉANCES COMMERCIALES	AUTRES CRÉANCES	TOTAL
	(RÉDUCTIONS DE VALEUR)	(RÉDUCTIONS DE VALEUR)	
AU DÉBUT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT			
	(8.570)	(5.253)	(13.818)
Changement de périmètre	(724)	-	(724)
Réductions de valeur reconnues en résultat	(152)	(1.633)	(1.785)
Reprises de réductions de valeur	104	1	105
Réductions de valeur nettes avec le montant brut	928	-	928
Autres mouvements	2	(0)	2
Ecart de conversion	(866)	(10)	(876)
Au terme de l'exercice précédent	(9.279)	(6.894)	(16.169)
AU DÉBUT DE L'EXERCICE			
	(9.279)	(6.894)	(16.169)
Réductions de valeur reconnues en résultat	(5.140)	(608)	(5.748)
Reprises de réductions de valeur	5.951	2.981	8.932
Réductions de valeur nettes avec le montant brut	242	-	242
Autres mouvements	290	-	286
Ecart de conversion	427	7	433
Au terme de l'exercice pour les activités continuées	(7.509)	(4.514)	(12.023)

En principe, Umicore utilise l'assurance crédit comme moyen de limiter le risque crédit lié aux créances commerciales. Deux politiques de crédit ont été contractées avec deux assureurs différents. A la clôture, € 566 millions des créances commerciales du Groupe des activités continuées sont couverts par une politique pour laquelle l'indemnité en cas de non paiement s'élève à 95% avec une limite annuelle établie par région ou par pays. L'autre politique couvrait € 188 millions des créances commerciales avec un déductible global annuel d'€ 5 millions et une indemnité maximum par année de € 70 millions.

Enfin, certains secteurs d'activité travaillent sans assurance crédit mais mettent en place des limites de crédit internes sur base de l'information financière et de la connaissance de l'entreprise qui sont revues et approuvées par le management.

F21 IMPÔTS DIFFÉRÉS

Milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2017
Impôts différés		
Impôts à recevoir	32.517	36.036
Impôts différés actifs	117.605	114.686
Impôts dus	(57.666)	(62.830)
Impôts différés passifs	(6.924)	(3.540)
Impôts différés nets des activités non continuées	3.648	-

ÉTATS FINANCIERS

Milliers d'euros	ACTIFS		PASSIFS		NET	
	2016	2017	2016	2017	2016	2017
Au terme de l'exercice précédent	104.057	117.605	(6.235)	(6.924)	97.822	110.681
Impôts différés reconnus dans le compte de résultats	1.546	371	13.080	1.164	14.626	1.535
Impôts différés reconnus dans les fonds propres	(9.116)	(10.009)	4.585	3.173	(4.531)	(6.836)
Acquisition par regroupement d'entreprises	-	7.821	-	852	-	8.673
Changement de périmètre	(162)	28	(75)	-	(237)	28
Ecart de conversion	3.208	(3.147)	(152)	158	3.056	(2.989)
Transferts	18.202	1.965	(18.127)	(1.964)	75	1
Autres mouvements	(130)	52	-	-	(130)	52
Au terme de l'exercice pour activités continuées	117.605	114.686	(6.924)	(3.540)	110.681	111.146
Total des activités non continuées	3.812	-	(164)	-	3.648	-
IMPÔTS DIFFÉRÉS PAR CATÉGORIES DE DIFFÉRENCES TEMPORELLES						
Immobilisations incorporelles	9.241	8.857	(17.618)	(16.139)	(8.377)	(7.282)
Goodwill des sociétés consolidées globalement	-	184	(565)	(394)	(565)	(210)
Immobilisations corporelles	4.929	8.032	(22.110)	(19.386)	(17.181)	(11.354)
Créances long terme	46	365	(33)	(129)	13	236
Stocks	29.692	36.452	(17.120)	(18.999)	12.572	17.453
Créances court terme	5.590	10.932	(9.107)	(15.549)	(3.517)	(4.617)
Fonds propres - part du Groupe	290	-	(508)	(3.557)	(218)	(3.557)
Dettes financières long terme et autres dettes	12.090	9.435	(736)	(1.364)	11.354	8.071
Provisions pour avantages sociaux long terme	67.894	68.226	(1.444)	(1.582)	66.450	66.644
Provisions pour environnement long terme	17.873	13.299	(531)	(535)	17.342	12.764
Provisions pour autres risques et charges long terme	4.816	3.836	(420)	(3.242)	4.396	594
Dettes financières court terme	2.714	37	-	-	2.714	37
Provisions pour environnement court terme	1.878	3.073	-	-	1.878	3.073
Provisions pour autres risques et charges court terme	5.798	8.340	(8)	(8)	5.790	8.332
Dettes commerciales et autres dettes	15.419	23.709	(2.232)	(8.769)	13.187	14.940
Impôts différés totaux liés aux différences temporaires	178.270	194.777	(72.433)	(89.653)	105.837	105.124
Pertes fiscales à reporter	77.156	53.464	-	-	77.156	53.464
Déductions pour investissements	2.152	1.541	-	-	2.152	1.541
Intérêts notionnels	8.549	719	-	-	8.549	719
Autres	5.207	5.959	-	-	5.207	5.959
Impôts différés actifs non reconnus	(88.220)	(55.662)	-	-	(88.220)	(55.662)
Total actif / passif d'impôts différés	183.114	200.798	(72.433)	(89.653)	110.681	111.146
Compensation d'actifs et de passifs au sein de mêmes entités fiscales	(65.509)	(86.112)	65.509	86.112	-	-
Situation nette	117.605	114.686	(6.924)	(3.540)	110.681	111.146
Montant des différences temporelles déductibles, pertes fiscales et crédits d'impôts non utilisés pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé au bilan						
Date d'expiration sans limite de temps			302.275	191.477	88.220	55.662

Les variations de différences temporaires de la période sont enregistrées en compte de résultats, sauf celles provenant d'éléments reconnus directement dans les autres éléments du résultat global.

Les mouvements principaux des impôts différés reconnus dans les autres éléments du résultat global sont des impôts différés générés par des différences temporaires incluses sous les lignes « créances commerciales et autres créances » pour un montant négatif de € 4,4 millions, « dettes commerciales et autres dettes » pour un montant positif de € 2,4 millions et « provisions pour avantages sociaux long terme » pour un montant négatif de € 4,8 millions.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que si leur utilisation est probable c'est-à-dire si un résultat positif est prévu dans les périodes futures. Le Groupe estime que la période d'utilisation des impôts différés actifs est de 5 à 10 ans. L'impôt réel des périodes futures peut être différent des estimations faites lors de l'enregistrement des impôts différés.

Durant la période, un montant d'impôts différés actifs de € 55,7 millions n'a pas été reconnu et est essentiellement lié à des pertes fiscales (€ 50,2 millions), des déductions pour investissements (€ 1,8 millions) et à des différences temporaires sur les immobilisations corporelles (€ 2,0 millions).

En application de l'IAS 12, un impôt différé passif sur les réserves immunisées des sociétés belges, qui pourrait potentiellement s'élever à € 37,5 millions, n'a pas été reconnu car la direction confirme que ce passif ne sera pas encouru dans un avenir prévisible.

F22 LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS

Milliers d'euros

31/12/2016 31/12/2017

LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS

Dépôts à terme auprès des banques	10.521	16.948
Autres dépôts à terme	25	41
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités	73.914	151.126
Total liquidités et quasi-liquidités	84.460	168.115
Découverts bancaires	13.185	12.218
Situation nette de trésorerie à la clôture pour activités continuées (voir tableau de financement consolidé)	71.275	155.897
Total des activités non continuées	45.326	-

Tous les montants de trésorerie sont entièrement disponibles pour le Groupe.

La gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien de dépôts monétaires et de titres négociables et l'accès au financement grâce à la disponibilité de lignes de crédit confirmées ainsi que par la possibilité de dénouer des positions de marché. Il est en effet impératif que – suite à la nature dynamique de ses opérations – le Groupe puisse disposer de la flexibilité en matière de sources de financement par l'existence de lignes de crédit confirmées.

Les liquidités excédentaires sont investies pour de très courtes périodes et sont réparties dans un nombre limité d'institutions financières disposant d'une notation de crédit satisfaisante.

F23 ÉCARTS DE CONVERSION ET AUTRES RÉSERVES

Le détail de la part du Groupe dans les écarts de conversion et autres réserves est repris ci-dessous :

Milliers d'euros	RÉSERVES POUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE	RÉSERVES DE COUVERTURE STRATÉGIQUE	IMPÔTS DIFFÉRÉS RECONNUS DIRECTEMENT DANS LES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI, DÉCOULANT DE CHANGEMENTS D'HYPOTHÈSES ACTUARIELLES	RÉSERVES POUR PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS	ECARTS DE CONVERSION	TOTAL
Solde au 1er janvier de l'exercice précédent	-	(21.873)	63.330	(208.473)	28.690	(37.191)	(175.517)
Profits et pertes reconnus dans les autres éléments du résultat global	111	23.582	(438)	(26.246)	3.820	-	829
Profits et pertes sortis des autres éléments du résultat global	-	12.624	(4.174)	-	-	-	8.450
Transferts de/vers réserves	-	-	-	-	(9.094)	-	(9.094)
Variations de périmètre	-	108	(746)	3.777	(166)	1.106	4.079
Ecarts de conversion	-	(214)	63	(1.051)	-	28.255	27.054
Solde au 31 décembre de l'exercice précédent	111	14.227	58.035	(231.993)	23.250	(7.830)	(144.199)
Solde au 1er janvier de l'exercice	111	14.227	58.035	(231.993)	23.250	(7.830)	(144.199)
Profits et pertes reconnus dans les autres éléments du résultat global	3.738	22.666	(9.308)	2.369	6.418	-	25.884
Profits et pertes sortis des autres éléments du résultat global	-	(7.167)	2.749	14	-	-	(4.404)
Transferts de/vers réserves	-	-	-	-	(6.402)	-	(6.402)
Variations de périmètre	-	-	(3.711)	5.769	166	1.954	4.178
Ecarts de conversion	-	(221)	97	3.918	-	(81.366)	(77.572)
Solde au 31 décembre de l'exercice	3.849	29.505	47.862	(219.923)	23.433	(87.242)	(202.517)

Les profits et pertes reconnus en réserves pour actifs financiers disponibles à la vente sont liés aux ajustements de juste valeur sur les actions Nyrstar (voir l'Annexe F18 sur les actifs financiers disponibles à la vente).

Les gains nets reconnus en réserves de couverture stratégique (€ 22,7 millions) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique nouveaux ou présents à l'ouverture et pas encore parvenus à maturité à la fin de la période. Les gains nets sortis des réserves (€ 7,2 millions) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique présents à l'ouverture et parvenus à maturité durant la période et dont un gain d'€ 9,8 millions est passé en compte de résultats suite à l'expiration de couvertures stratégiques.

Des réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles sur des plans à prestation définie postérieurs à la pension ont été reconnues en réserves pour avantages postérieurs à l'emploi pour € 2,4 millions.

En 2017, les plans d'actions et d'options sur actions ont généré un mouvement de € 6,4 millions sur la réserve pour paiements fondés sur des actions, y compris les activités non-continué (voir l'Annexe F10 sur les rémunérations et avantages sociaux). Un montant de € 6,4 millions a été transféré vers les réserves suite à l'exercice d'options pendant la période et aux anciens plans d'action.

La variation des écarts de conversion est principalement liée à la baisse du dollar américain (USD), du won sud-coréen (KRW), du réal brésilien (BRL) et du yuan chinois (CNY) par rapport à l'euro (EUR).

F24 DETTES FINANCIÈRES

Milliers d'euros	PRÊTS BANCAIRES À LONG TERME	AUTRES PRÊTS À LONG TERME	TOTAL
LONG TERME			
Solde au début de l'exercice précédent	70.013	1.286	71.296
Augmentation	-	3.330	3.330
Diminution	(50.013)	(193)	(50.205)
Transferts	-	(27)	(27)
Solde au terme de l'exercice précédent	20.000	4.396	24.394
Augmentation	690.000	(0)	690.000
Diminution	0	(286)	(285)
Transferts	(20.000)	(4)	(20.004)
Solde au terme de l'exercice pour les activités continuées	690.000	4.106	694.104
DETTES À LONG TERME ÉCHEANT DANS L'ANNÉE			
Au terme de l'exercice précédent	-	144	144
Augmentations / diminutions	20.000	3	20.003
Au terme de l'exercice	20.000	147	20.147

Milliers d'euros	PRÊTS BANCAIRES À COURT TERME	DÉCOUVERTS BANCAIRES	PAPIERS COMMERCIAUX	AUTRES PRÊTS	TOTAL
COURT TERME					
Au terme de l'exercice précédent	117.205	13.185	268.607	1.646	400.643
Augmentations / diminutions (y compris écarts de conversion)	87.799	(967)	(192.109)	(1.646)	(106.923)
Au terme de l'exercice pour les activités continuées	205.004	12.218	76.498	0	293.720

La dette nette au 31 décembre 2017 était de € 839,9 millions, en hausse par rapport aux € 296,3 millions en début d'année et ce, principalement en raison des investissements d'Umicore, des dépenses en fonds de roulement et des acquisitions d'Automotive Calatysts et Cobalt & Specialty Materials.

Les emprunts bancaires consistent en:

- deux placements privés de dette à long terme pour un montant d'€ 690,0 millions (juste valeur d'€ 686 millions)
- un emprunt d'€ 20,0 millions échéant en décembre 2018. La juste valeur de cet emprunt était d'€ 20,0 millions au 31 décembre 2017, basée sur une méthode de DCF.
- des emprunts court-terme d'€ 205,0 millions. Les maturités de ces emprunts sont à très court terme et sont décidées par le département trésorerie du Groupe aux conditions de marché et selon la gestion quotidienne de la trésorerie.
- des papiers commerciaux avec un terme à moins d'un an pour € 76,5 millions
- des découverts bancaires d'€ 12,2 millions assimilés à l'utilisation d'une ligne de crédit « overnight »

ÉTATS FINANCIERS

Au 31 décembre 2017, il n'y avait pas d'avances en cours relatives aux € 300 millions de l'emprunt bancaire syndiqué échéant en octobre 2021 et aucune avance relative aux € 215 millions de l'emprunt bancaire syndiqué échéant en septembre 2018.

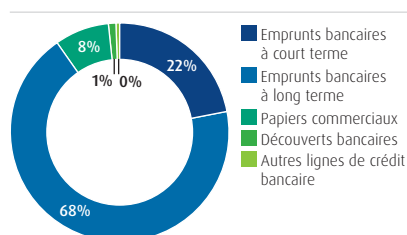
Les emprunts bancaires syndiqués ainsi que les deux placements privés à long terme mentionnés ci-dessus requièrent que la société se conforme à certaines conventions. Umicore n'a dû faire face à aucune violation de ces conventions d'emprunt que ce soit en 2017 ou lors des années précédentes.

Les dettes à long-terme incluent uniquement des dettes en euros.

Le ratio d'endettement net de 31,1% à fin 2017 (13,8% à fin 2016) est bien endéans les limites de structure de capital visées par le Groupe.

Milliers d'euros	EUROS	TOTAL
Analyse des dettes à long terme par devises, en ce compris la tranche échéant à moins d'un an		
Prêts bancaires	710.000	710.000
Autres prêts	4.252	4.252
Dettes financières à long terme, en ce compris la tranche échéant à moins d'un an	714.252	714.252
Milliers d'euros	2016	2017
Dettes financières à long terme	24.394	694.104
Dettes financières à long terme échéant dans l'année	144	20.147
Dettes financières à court terme	400.643	293.720
Liquidités et quasi-liquidités	(84.460)	(168.115)
Dettes financière nette	340.721	839.857
Total des activités non continuées	(44.468)	-
Total de la dette financière nette y inclus activités non continuées	296.252	839.857

DETTE BRUTE



Million d'euros	2016	2017
Dettes financières nettes	296,3	839,9
Fonds propres	1.848,0	1.862,6
Total	2.144,3	2.702,5
Ratio d'endettement (%)	13,8	31,1

F25 DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES

Milliers d'euros

ANNEXE 31/12/2016 31/12/2017

LONG TERME

Dettes commerciales à plus d'un an	25.132	26.205
Autres dettes à plus d'un an	3.988	3.681
Subsides en capital	12.536	10.555
Total des activités continuées	41.656	40.442
Total des activités non continuées	182	-

COURT TERME

Dettes commerciales à un an au plus	843.498	1.209.684	
Acomptes reçus sur commandes	21.023	31.947	
Impôts dus autres que les impôts de société	26.696	27.742	
Dettes salariales et sociales	95.780	122.250	
Autres dettes	17.635	44.244	
Dividendes dus	11.687	11.696	
Intérêts dus	584	5.355	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	F33	7.118	17.122
Juste valeur des autres instruments financiers	F33	11.725	12.035
Comptes de régularisation	125.625	157.740	
Total des activités continuées	1.161.371	1.639.815	
Total des activités non continuées	103.478	-	

Les dettes commerciales ont augmenté d'€ 478,4 millions, principalement en raison de volumes et de prix des métaux plus importants mais également en raison des nouveaux regroupements d'entreprises.

Les dettes fiscales autres que les impôts de société sont principalement relatives à la TVA.

F26 LIQUIDITÉ DES DETTES FINANCIÈRES

EXERCICE PRÉCÉDENT

Milliers d'euros	MATURITÉ CONTRACTUELLE					TOTAL
	< 1 MOIS	1 À 3 MOIS	3 MOIS À 1 AN	1 À 5 ANS	> 5 ANS	
DETTES FINANCIÈRES	90.491	63.940	246.356	21.655	2.740	425.180
Court terme	90.491	63.940	246.356	-	-	400.786
Prêts bancaires à court terme	69.113	13.977	34.115	-	-	117.205
Découverts bancaires	3.282	-	9.903	-	-	13.185
Papiers commerciaux	16.445	49.932	202.230	-	-	268.607
Autres prêts	1.639	6	-	-	-	1.646
Autres prêts long terme échéant dans l'année	12	24	108	-	-	144
Long terme	-	-	-	21.655	2.740	24.394
Prêts bancaires long terme	-	-	-	20.000	-	20.000
Autres prêts long terme	-	-	-	1.655	2.740	4.394
DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES	727.819	319.091	110.201	9.737	36.181	1.203.029
Court terme	727.819	319.091	110.201	4.262	-	1.161.373
Dettes commerciales à un an au plus	571.534	246.804	25.159	-	-	843.498
Acomptes reçus sur commandes	1.462	7.069	12.491	-	-	21.023
Impôts dus autres que les impôts de société	24.163	2.077	456	-	-	26.696
Dettes salariales et sociales	21.704	29.675	44.401	-	-	95.780
Autres dettes	9.611	1.829	6.196	-	-	17.635
Dividendes dus	11.687	-	-	-	-	11.687
Intérêts dus	(91)	672	3	-	-	584
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	316	651	2.627	3.525	-	7.118
Juste valeur des autres instruments financiers	1.529	6.157	3.303	737	-	11.725
Comptes de régularisation	85.904	24.156	15.565	-	-	125.625
Long terme	-	-	-	5.475	36.181	41.656
Dettes commerciales à plus d'un an	-	-	-	-	25.132	25.132
Autres dettes à plus d'un an	-	-	-	89	3.899	3.988
Subsides en capital	-	-	-	5.386	7.151	12.536

ÉTATS FINANCIERS

EXERCICE ACTUEL

Milliers d'euros	MATURITÉ CONTRACTUELLE					TOTAL
	< 1 MOIS	1 À 3 MOIS	3 MOIS À 1 AN	1 À 5 ANS	> 5 ANS	
DETTES FINANCIÈRES	116.741	64.273	132.853	694.104	-	1.007.972
Court terme	116.741	64.273	132.853	-	-	313.868
Prêts bancaires à court terme	115.545	64.249	25.210	-	-	205.004
Découverts bancaires	1.184	-	11.034	-	-	12.218
Papiers commerciaux	-	-	76.498	-	-	76.498
Prêts bancaires long terme échéant dans l'année	-	-	20.000	-	-	20.000
Autres prêts long terme échéant dans l'année	12	25	111	-	-	147
Long terme	-	-	-	694.104	-	694.104
Prêts bancaires long terme	-	-	-	690.000	-	690.000
Autres prêts long terme	-	-	-	4.104	-	4.104
DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES	1.078.419	393.214	162.297	12.405	33.921	1.680.256
Court terme	1.078.419	393.214	162.297	5.884	-	1.639.814
Dettes commerciales à un an au plus	848.563	309.995	51.128	-	-	1.209.684
Acomptes reçus sur commandes	10.889	7.866	13.192	-	-	31.947
Impôts dus autres que les impôts de société	20.343	6.805	593	-	-	27.742
Dettes salariales et sociales	36.308	35.221	50.721	-	-	122.250
Autres dettes	16.591	7.297	20.356	-	-	44.244
Dividendes dus	11.696	-	-	-	-	11.696
Intérêts dus	4.255	1.087	14	-	-	5.355
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	641	2.353	8.244	5.884	-	17.122
Juste valeur des autres instruments financiers	3.156	7.439	1.440	-	-	12.035
Comptes de régularisation	125.978	15.151	16.610	-	-	157.740
Long terme	-	-	-	6.521	33.921	40.442
Dettes commerciales à plus d'un an	-	-	-	1.311	24.894	26.205
Autres dettes à plus d'un an	-	-	-	-	3.681	3.681
Subsides en capital	-	-	-	5.210	5.345	10.555

F27 PROVISIONS POUR AVANTAGES SOCIAUX

Le Groupe a diverses obligations légales et implicites de buts à atteindre, dont la majorité se situe dans les activités belges et allemandes, la plupart étant des régimes de fin de carrière.

Milliers d'euros	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI – PENSIONS ET AUTRES	AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI – AUTRES	PRESTATIONS DE PRÉRETRAITE ET AUTRES	AUTRES AVANTAGES SOCIAUX À LONG TERME	TOTAL
Au terme de l'exercice précédent	289.147	4.074	29.127	15.559	337.907
Acquisition par regroupement d'entreprises	2.254	-	-	206	2.460
Dotations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	26.683	275	6.652	1.245	34.855
Reprises (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	(18)	(1)	-	(73)	(92)
Utilisations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	(27.284)	(82)	(8.877)	(592)	(36.835)
Impact taux d'intérêt et actualisation (inclus dans "Coûts =financiers nets")	5.429	19	152	251	5.852
Ecart de conversion	(333)	(77)	(63)	(13)	(486)
Transferts	823	3	(816)	351	363
Reconnus dans les autres éléments du résultat global	(840)	(372)	-	-	(1.212)
Au terme de l'exercice pour les activités continuées	295.861	3.840	26.177	16.934	342.812

Milliers d'euros	MOUVEMENTS		
	31/12/2016	2017	31/12/2017
Belgique	57.599	(3.961)	53.638
Allemagne	259.166	7.385	266.551
Sous-total	316.765	3.424	320.189
Autres entités	19.119	3.504	22.623
Total des activités continuées	335.884	6.928	342.812
Activités non continuées	36.896	(36.896)	-

Le premier tableau indique les soldes et les mouvements sur les provisions pour avantages sociaux uniquement pour les entreprises consolidées. Il existe une différence entre la ligne "Reconnus en fonds propres" et ce qui est indiqué dans l'annexe F23 étant donné que cette dernière inclut également les entreprises associées et joint-ventures qui sont comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence.

Le tableau suivant, présenté en vertu de la version amendée d'IAS 19, a été établi sur base des rapports d'actuaire externes pour quasi la totalité des plans.

Les plans à prestations définies pour les deux principaux pays sont les suivants :

BELGIQUE Caractéristiques des plans à prestations définies

Les sociétés Umicore en Belgique opèrent avec des plans à prestations définies qui octroient à la pension des prestations relatives au salaire et à l'âge ou aux années de service. Ces plans de pension représentent une obligation à titre de prestations définies de € 223,6 millions et des actifs pour € 170,0 millions. Ceux-ci prévoient le paiement d'une somme forfaitaire à la pension et des avantages en cas de décès ou d'invalidité avant la pension.

Financement

Les plans sont financés de façon externe soit par des sociétés d'assurances soit par des fonds privés indépendants qui gèrent des plans de pension ("IORP"). Pour ces IORP, les processus de gouvernance nécessaires pour la gestion des risques sont mis en place. Une des mesures consiste à réaliser régulièrement un "test de continuité" lors duquel les politiques d'investissements stratégiques sont analysées sur le plan des profils risques-rendements et de la solvabilité. Un relevé des principes d'investissements et de la politique de financement en est dérivé.

Juste valeur des actifs du régime

La juste valeur des actions et parts et des instruments de dettes est déterminée sur base des prix de marchés cotés sur des marchés actifs (classification niveau 1). Les plans ne contiennent aucune position directe dans des actions Umicore ou obligations et ne disposent pas d'actes de propriété dans une entité d'Umicore. Les investissements sont diversifiés de manière à ce que la faillite d'un seul investissement n'ait pas d'impact matériel sur le niveau global des actifs.

ALLEMAGNE Caractéristiques des plans à prestations définies

Les bénéficiaires postérieurs à l'emploi sont principalement des plans de pension non financés à titre de prestations définies octroyant des avantages à la pension, en cas d'invalidité et de décès. Tous les plans sont basés sur le salaire final ou sur la moyenne finale à côté des plans à compensation différée. Les avantages des plans à compensation différée sont basés sur le salaire annuel converti et procure un intérêt garanti de 3,0% p.a. (6,0% p.a. pour les conversions de salaire avant 2014). Tous les plans de pension représentent une obligation à titre de prestations définies d'€ 273,3 millions et des actifs d'€ 6,8 millions.

Financement

Comme mentionné ci-dessus, les avantages postérieurs à l'emploi sont principalement des plans non financés. Une toute petite partie est financée par des contrats de réassurance mis en gage.

Juste valeur des actifs du régime

Tous les actifs du plan sont des contrats d'assurance gagé et n'ont pas de prix de marchés cotés.

Les risques les plus significatifs relatifs aux plans à prestations définies sont:

- **Volatilité des actifs:** l'obligation est calculée en utilisant le taux d'actualisation en référence au taux d'obligations des sociétés. Si l'actif sous-performe ce taux, ceci engendrera un déficit.
- **Changement du taux obligataire:** une diminution du taux obligataire des sociétés entraînerait une augmentation de l'obligation. Cependant, celle-ci sera partiellement compensée par une augmentation de la valeur des avoirs obligataires du plan.
- **Risque lié au salaire:** la plupart des plans à prestations définies sont calculés par rapport au salaire des membres du plan. Dès lors, une augmentation salariale des membres du plan plus importante que prévue engendrerait une obligation plus importante.
- **Risque de longévité:** tous les plans à côté du nouveau plan à compensations différées à partir de 2014 engendrent des annuités de vie qui impliquent un risque de longévité c'est-à-dire le risque que la période de paiement s'allonge en raison de l'amélioration de l'espérance de vie. La société utilise des taux de mortalité qui dépendent de l'année de naissance pour inclure le risque dans l'obligation.
- **Risque de sortie de liquidité:** en raison des cas de décès pendant la période active de l'employé ainsi que des cas d'invalidité, un risque de sortie de liquidité avant la pension existe.
- **Risque légal:** si la loi qui détermine les avantages à prestations définies change, une modification de l'obligation pourrait avoir lieu.

Certains risques supplémentaires sont relatifs à l'Allemagne uniquement:

- Il existe un risque que les ajustements des pensions payées par "Pensionskasse Degussa" ne soient plus supportés par la caisse de pension "Pensionskasse" et que dès lors une obligation supplémentaire non financée en résulte et ce en raison d'un rendement d'intérêts garanti de 3,5%. Etant donné qu'il n'est pas possible d'appliquer totalement la méthode de calcul d'IAS 19, le fond a été évalué comme un plan à contribution définie. Le risque a été évalué et une obligation supplémentaire estimée jusque fin 2022 a été incluse dans l'obligation de pension.
- L'ancien plan à compensations différées engendre un taux d'intérêts garanti de 6% qui augmente le risque lié aux coûts de la pension en plus du salaire converti. Le plan a été clôturé au 31 décembre 2013 et est remplacé par un plan sans risque similaire significatif.

Certains risques sont relatifs à la Belgique uniquement:

- En raison de la législation belge s'appliquant à tous les plans de pension du 2ème pilier (loi Vandebroucke), tous les plans à titre de contributions définies doivent être considérés sous IFRS comme des plans à titre de prestations définies. La loi Vandebroucke établit que dans un contexte de plans à titre de contributions définies, l'employeur doit garantir un rendement minimum garanti de 3,75% sur les contributions des employés et de 3,25% sur les contributions des employeurs. Cependant, peu avant fin 2015, une modification de la loi belge a été promulguée. Celle-ci entraîne une diminution du rendement minimum garanti de 3,25% à un taux d'intérêt minimum défini basé sur le taux d'intérêt belge à 10 ans, endéans l'intervalle 1,75%-3,25%. Le nouveau taux (actuellement 1,75%) s'applique pour les années postérieures à 2015 pour les contributions futures et aussi aux contributions passées accumulées au 31 décembre 2015 si l'organisme de financement ne garantit pas un certain résultat sur les contributions jusqu'à l'âge de la retraite. Si l'organisme ne garantit pas de tels résultats, les taux 3,25/3,75% sont toujours d'application.

De par ce rendement minimum garanti, l'employeur est exposé à un risque financier : des contributions supplémentaires pourraient être nécessaires si le rendement de l'actif n'est pas suffisant pour atteindre la prestation minimum à payer. Le groupe a des plans qui sont financés par des contrats d'assurance ainsi qu'un plan financé par un IORP.

Les obligations à prestations définies y relatives ont été agrégées avec les autres obligations à prestations définies. La méthode PUC (Projected Unit Credit) a été utilisée.

L'obligation à prestations définies totale relative à ces plans est d'€ 94,3 millions à fin décembre 2017 et l'actif correspondant d'€ 90,2 millions.

ÉTATS FINANCIERS

Milliers d'euros	2016	2017
VARIATION DES OBLIGATIONS AU TITRE DE PRESTATIONS DÉFINIES		
Obligations au titre de prestations définies au début de l'exercice	469.027	521.153
Coût des services rendus	25.382	29.236
Charge d'intérêts	9.950	9.612
Cotisations des participants au régime	781	843
Pertes (Gains) actuariels - dus aux actualisations des hypothèses démographiques	5.427	(2.233)
Pertes (Gains) actuariels - dus aux actualisations des hypothèses financières	23.600	2.964
Pertes (Gains) actuariels - dus aux ajustements d'expériences du passé	14.861	4.611
Prestations versées par le régime/l'entreprise	(21.084)	(22.994)
Charges payées	(1.582)	(2.080)
Combinaisons de plans	(6.060)	13.277
Variation de taux de change	851	(2.368)
Obligations au titre de prestations définies en fin d'exercice	521.153	552.021
Milliers d'euros	2016	2017
VARIATION DES ACTIFS DU RÉGIME		
Juste valeur des actifs au début de l'exercice	156.670	183.246
Rendement attendu des actifs du régime	2.863	3.403
Gains/(Pertes) actuariels générés sur les actifs	16.036	5.286
Cotisations versées par l'entreprise	28.982	32.265
Cotisations versées par les participants au régime	781	843
Prestations versées par le régime/l'entreprise	(21.084)	(22.994)
Charges payées	(1.615)	(2.145)
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement/ cession d'entreprises)	241	11.836
Ecarts de conversion	372	(1.966)
Juste valeur des actifs en fin d'exercice	183.246	209.774

Les régimes de retraite en Belgique, en Corée, au Liechtenstein, en Allemagne et au Japon sont partiellement ou totalement financés par des actifs couvrant une part importante des obligations. Tous les autres régimes sont peu financés ou non financés.

ÉTATS FINANCIERS

Milliers d'euros	2016	2017
MONTANTS COMPTABILISÉS AU BILAN		
Valeur actualisée des obligations	521.153	552.021
Juste valeur des actifs de couverture	183.246	209.774
Déficit (surplus) résultant des régimes	337.907	342.247
Effets des plafonnements d'actifs / obligations à titre onéreux	-	-
Passif (actif) net	337.907	342.247
COMPOSANTES DU COÛT DES SERVICES		
Montants comptabilisés dans le compte de résultats		
Coût des services rendus	25.382	29.236
Charge d'intérêts	9.950	9.612
Rendement des actifs du régime	(2.863)	(3.403)
Actualisations des autres avantages à long termes	1.319	1.176
Frais administratifs et taxes	33	36
Charge totale du régime reconnue dans le compte de résultats	33.821	36.657
Total des activités non continuées	2.662	2.662
Charges comptabilisées dans les autres éléments du résultat global		
Montant cumulé des gains et pertes actuariels comptabilisés à l'ouverture	169.220	195.689
Gains et pertes actuariels de la période	26.706	(1.212)
Minorités	(319)	151
Recyclé en résultat	-	(81)
Ecart de conversion	82	(233)
Charge totale du régime reconnue dans le SoCI des filiales consolidées globalement	195.689	194.314
Gains et pertes actuariels de la période, sociétés associées et joint-ventures	30.551	25.606
Total reconnu dans le SoCI	226.241	219.921
Total des activités non continuées	10.395	-
Effets des actualisations reconnues dans les autres éléments du résultat global		
Effets des actualisations des hypothèses démographiques	5.364	(2.147)
Effets des actualisations des hypothèses financières	23.337	2.758
Effets des ajustements d'expériences du passé	13.782	3.465
Revenus des actifs du régime (hors intérêts)	(15.950)	(5.167)
Total des actualisations incluses dans les autres éléments du résultat global	26.533	(1.091)
Total des activités non continuées	1.527	830

La charge d'intérêts et le rendement de l'actif de régime de retraite ainsi que l'impact du taux d'actualisation sur les régimes non relatifs à des avantages postérieures à l'emploi sont enregistrés au compte de résultats dans la rubrique "Coûts financiers" (cf. Annexe F11). Tous les autres éléments des dépenses de l'année sont repris en résultat d'exploitation, plus particulièrement sous la rubrique "Salaires et avantages sociaux directs".

Les réévaluations relatives à des changements d'hypothèses actuarielles de l'année reconnues dans les capitaux propres (OCI) sont expliquées principalement par une variation du taux d'actualisation sur les plans de pensions ainsi que par la différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs du régime.

	2016	2017
HYPOTHÈSES ACTUARIELLES PRINCIPALES		
Hypothèses moyennes pondérées pour déterminer le coût des services à la fin de l'année		
Taux d'actualisation (%)	1,73	1,73
Taux d'augmentation des salaires (%)	2,76	2,81
Taux d'inflation (%)	1,78	1,79
Taux d'augmentation des pensions (%)	1,48	1,38
Hypothèses moyenne-pondérées utilisées pour déterminer le coût net		
Taux d'actualisation (%)	2,12	1,66
Taux d'augmentation des salaires (%)	2,94	2,76
Taux d'inflation (%)	2,00	1,78
Taux d'augmentation des pensions (%)	1,61	1,48

Milliers d'euros	2017	
	JUSTE VALEUR DE TOUS LES ACTIFS DU RÉGIME	JUSTE VALEUR DES ACTIFS DU RÉGIME CÔTÉS EN BOURSE
Actifs du régime		
Valeurs disponibles et autres liquidités	11.151	11.145
Actions et parts	36.466	36.455
Titres de créance	78.025	77.899
Titres immobiliers	8.048	8.042
Actifs détenus par des sociétés d'assurance	69.471	58.784
Autres	6.613	1.279
Total des actifs	209.774	193.604

Les hypothèses utilisées sont recommandées par les actuaires locaux. La référence pour la zone Euro est l'indice IBOXX AA. Des indices similaires sont utilisés dans les autres pays. Les tables de mortalité utilisées sont spécifiques aux pays concernés.

Les autres actifs de régime sont principalement investis dans des contrats d'assurance et dans des dépôts bancaires à terme. Le rendement à long terme attendu sur les hypothèses d'actifs est documenté pour les régimes individuels comme recommandé par les actuaires locaux.

Milliers d'euros	2017	
	SENSIBILITÉ +0,25%	SENSIBILITÉ -0,25%
Sensibilité aux variations d'hypothèses du taux d'actualisation		
Valeur des obligations au titre de prestations définies	523.131	561.550
Durée moyenne pondérée de la dette nette (en année)	13,70	14,67
Sensibilité aux variations d'hypothèses du taux d'inflation		
Valeur des obligations au titre de prestations définies	544.248	520.134
Sensibilité aux variations d'hypothèses d'augmentation salariale		
Valeur des obligations au titre de prestations définies	548.387	535.583

ÉTATS FINANCIERS

Milliers d'euros	2016	2017
RÉCONCILIATION DES ÉLÉMENTS DE BILAN		
Passif (actif) au bilan à l'ouverture	312.357	337.907
Charge comptabilisée dans le compte de résultats	33.821	36.657
Montants comptabilisés directement en capitaux propres au cours de l'exercice	26.533	(1.091)
Cotisations de l'employeur versées à des fonds au cours de l'exercice	(17.075)	(20.712)
Cotisations de l'employeur versées directement au cours de l'exercice	(11.907)	(11.553)
Montants reconnus suite à la combinaison de plans	(6.301)	1.441
Ajustement de taux de change - (gains)/pertes	479	(402)
Passif / (actif) à la clôture du bilan	337.907	342.247

AU 31 DÉCEMBRE

Milliers d'euros	2013	2014	2015	2016	2017
Valeur des obligations au titre de prestations définies	440.757	527.028	469.027	521.153	552.021
Juste valeur des actifs du régime	172.954	195.326	156.670	183.246	209.774
Déficit (surplus) du régime	267.803	331.702	312.357	337.907	342.247
Ajustement expérience actifs du régime	(31.125)	(10.444)	(3.320)	(16.036)	(5.286)
Ajustement expérience obligations du régime	5.274	(4.543)	5.399	14.861	4.611

Milliers d'euros	2017
DÉCAISSEMENTS ESTIMÉS POUR PROCHAINS EXERCICES	
Estimation des contributions de l'employeur	30.317
Estimation des paiements aux bénéficiaires des droits	
Année 1	22.164
Année 2	17.564
Année 3	22.596
Année 4	28.160
Année 5	26.130
Les 5 années suivantes	134.424

F28 PLANS D'OPTIONS SUR ACTIONS ACCORDÉS PAR LA SOCIÉTÉ

PLAN	ÉCHÉANCE	EXERCICE	PRIX D'EXERCICE (EUROS) (LE PRIX D'EXERCICE PEUT ÊTRE PLUS ÉLEVÉ DANS CERTAINS PAYS)	NOMBRE D'OPTIONS À EXERCER
ISOP 2008	14/04/2018	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	16,29	30.000
			16,36	0
				30.000
ISOP 2011	13/02/2018	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	19,04	37.500
			19,62	32.000
			19,27	0
				69.500
ISOP 2012	12/02/2019	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	17,66	118.324
			18,84	45.500
			18,00	22.000
				185.824
ISOP 2013	12/02/2020	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	18,19	402.750
			19,34	60.000
				462.750
ISOP 2014	10/02/2021	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	16,14	788.625
			15,80	61.250
			16,49	15.000
				864.875
ISOP 2015	09/02/2022	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	17,29	1.111.000
			18,90	54.000
			19,50	52.500
				1.217.500
ISOP 2016	04/02/2023	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	16,63	1.217.750
				1.217.750
ISOP 2017	13/02/2024	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	25,50	1.122.250
			27,04	47.750
				1.170.000
Total				5.218.199

Le 16 octobre 2017, chaque action Umicore a été divisée en deux. Les tables de l'annexe F28 ont été revues en conséquence afin de refléter le nouveau nombre d'options sur action et les nouveaux prix.

ISOP signifie "Incentive Stock Option Plan" (plan international pour les cadres).

Les plans d'options sur actions accordés sont octroyés immédiatement sans conditions. Au moment où l'action est exercée, des actions détenues en propre sont utilisées. Les options non exercées à la date d'expiration expirent automatiquement.

ÉTATS FINANCIERS

	2016		2017	
	NOMBRE D'OPTIONS SUR ACTIONS	MOYENNE PONDÉRÉE DU PRIX D'EXERCICE	NOMBRE D'OPTIONS SUR ACTIONS	MOYENNE PONDÉRÉE DU PRIX D'EXERCICE
DÉTAILS DES OPTIONS EN CIRCULATION				
Au début de l'année	6.817.750	16,83	5.645.750	16,84
Octroyées dans l'année	1.217.750	16,63	1.170.000	25,56
Exercées dans l'année	2.377.750	16,00	1.597.551	17,39
Expirées dans l'année	12.000	-	-	-
Fin de la période	5.645.750	17,16	5.218.199	18,98
Exercibles fin d'année	5.645.750	17,16	5.218.199	18,98

Les options en circulation fin de l'année ont une durée de vie résiduelle moyenne pondérée se terminant en mars 2022.

Les détails concernant le calcul des juste-valeurs des options octroyées se trouvent dans la note F10 sur les Rémunérations et Avantages Sociaux.

F29 PROVISIONS ENVIRONNEMENTALES

Milliers d'euros	PROVISIONS POUR ASSAINISSEMENT DU SOL ET RÉHABILITATION DU SITE		AUTRES PROVISIONS ENVIRONNEMENTALES	TOTAL
Au terme de l'exercice précédent	58.854	2.328	61.182	
Acquisition par regroupement d'entreprises	2.471	392	2.862	
Dotations	8.792	2.490	11.281	
Reprises	(380)	(174)	(554)	
Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	(3.448)	(1.927)	(5.374)	
Actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")	1.480	-	1.480	
Ecart de conversion	(1.682)	(2)	(1.684)	
Au terme de l'exercice pour les activités continuées	66.086	3.107	69.193	
Dont: - A long terme	54.584	1.000	55.584	
- A court terme	11.502	2.108	13.610	

Les provisions environnementales légales et constructives sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions pour environnement ont augmenté d'€ 8,0 millions, les nouvelles dotations et acquisitions par regroupement d'entreprises (Ordeg et Eurotungstène) étant supérieures aux utilisations et reprises de provisions existantes.

L'augmentation des provisions pour l'assainissement et la réhabilitation est principalement relative à des nouvelles provisions prises en Belgique, aux USA et en France. La plupart des utilisations de provisions de la période sont liées à la réalisation de programmes de réhabilitation de sites au Brésil, aux USA et en Belgique.

En 2017, aucun mouvement majeur n'est à relever en ce qui concerne les provisions relatives aux déchets radioactifs en Belgique (Olen). Cependant, les négociations continuent avec les autorités compétentes afin de trouver une solution de stockage durable et acceptable mais à un rythme modéré.

Le mouvement des autres provisions environnementales est principalement lié au besoin et à l'utilisation des droits d'émission CO₂ en Belgique.

La direction s'attend à ce que la sortie de liquidités découlant de la mise en œuvre de ces projets à long terme se produise essentiellement endéans les 5 prochaines années.

F30 PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

Milliers d'euros	PROVISIONS POUR RESTRUCTURATION ET RÉORGANISATION	PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES	TOTAL
Au terme de l'exercice précédent	30.868	30.049	60.913
Acquisition par regroupement d'entreprises	1.500	11.968	13.468
Dotations	9.843	23.680	33.523
Reprises	(666)	(3.459)	(4.125)
Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	(3.406)	(9.582)	(12.988)
Ecart de conversion	(261)	(1.509)	(1.770)
Transferts	(826)	471	(356)
Charges financières	-	(2.249)	(2.249)
Au terme de l'exercice pour les activités continuées	37.051	49.369	86.416
Dont: - A long terme	12.522	19.748	32.270
- A court terme	17.957	36.193	54.150

Les provisions pour restructuration et réorganisation, impôts, garanties, litiges, contrats déficitaires et retours de produits sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions ont augmenté d'€ 25,5 millions. Les acquisitions par regroupement d'entreprises sont relatives à Ordeg (Corée) et Eurotungstène (France).

De nouvelles provisions pour réorganisation et restructuration ont été prises principalement en Allemagne, en Chine aux USA. Ces nouvelles provisions pour restructuration sont principalement relatives à la fermeture annoncée d'un site de production Thin Film Products aux USA (Providence).

Les utilisations de provisions pour réorganisation et restructuration ont été prises principalement en Allemagne et en Chine alors que des reprises des provisions prises les années précédentes ont été faites en Allemagne.

Les dotations pour autres risques et charges incluent principalement des reprises nettes de provisions IAS 39 pour € 20,8 millions. Le solde de cette provision IAS 39 à la fin de la période est de € 27,2 millions pour les activités continuées.

Les utilisations de provisions pour autres risques et charges concernent des provisions pour garanties et litiges en Belgique, Corée et Allemagne.

Aucune estimation ne peut être réalisée en ce qui concerne la période de sortie de liquidités relative aux provisions pour autres risques et charges à long terme.

F31 CAPITAUX ENGAGÉS

Milliers d'euros	ANNEXE	31/12/2016	30/06/2017	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	F14, F15	305.340	294.253	328.808
Immobilisations corporelles	F16	1.070.403	1.159.574	1.301.411
Participations mises en équivalence	F17	195.332	126.780	153.008
Actifs financiers disponibles à la vente - long terme	F18	26.414	18.927	22.331
Stocks	F19	1.188.822	1.329.157	1.628.423
Créances commerciales et autres créances à long terme (hors avantages sociaux)	F20	10.690	10.577	13.118
Créances commerciales et autres créances à court terme ajustées		821.361	1.105.210	1.282.173
Impôts à récupérer		32.517	35.161	36.036
Actifs inclus dans les capitaux engagés		3.650.879	4.079.638	4.765.307
Dettes commerciales et autres dettes à long terme	F25	41.656	39.630	40.442
Dettes commerciales et autres dettes à court terme ajustées		1.154.261	1.316.499	1.622.720
Ecart de conversion	F23	(7.830)	(76.123)	(87.244)
Provisions à long terme	F29, F30	80.410	82.613	87.853
Provisions à court terme	F29, F30	41.690	51.334	67.759
Impôts à payer		57.666	62.649	62.830
Passifs inclus dans les capitaux engagés		1.367.853	1.476.601	1.794.359
Capitaux engagés		2.283.026	2.603.037	2.970.948
IAS 39 et éliminations		15.309	23.839	32.596
Capitaux engagés des activités non-continué		99.074	92.497	-
Capitaux engagés tels que publiés		2.397.409	2.719.373	3.003.544
Capitaux engagés moyens 2eme semestre		2.394.387		2.861.459
Capitaux engagés moyens de l'année		2.398.660		2.709.925
EBIT récurrent	F9	350.747		410.254
ROCE		14,62%		15,14%

Les créances et dettes commerciales court terme incluses dans les capitaux engagés ne prennent pas en compte les margin calls ainsi que les gains et pertes de mises au marché des instruments financiers de couverture stratégique.

Les capitaux engagés moyens des semestres sont calculés par la moyenne des capitaux engagés fin de période et fin de la période précédente. Les capitaux engagés moyens de l'année sont calculés par la moyenne des moyennes des capitaux engagés des deux semestres.

F32 INSTRUMENTS FINANCIERS PAR CATÉGORIE

A LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Milliers d'euros	NIVEAU	VALEUR COMPTABLE				
		JUSTE VALEUR	HELD FOR TRADING – SANS COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	CASH FLOW HEDGE – AVEC COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	PRÊTS, CRÉANCES ET DETTES COMMERCIALES	DISPONIBLES À LA VENTE
ACTIFS						
Actifs financiers disponibles à la vente		26.414	-	-	-	26.414
Actifs financiers disponibles à la vente – Actions	1	26.414	-	-	-	26.414
Prêts octroyés par l'entreprise		15.988	-	-	15.988	-
Prêts octroyés par l'entreprise		15.988	-	-	15.988	-
Créances commerciales et autres créances		855.385	15.959	21.347	818.079	-
Long terme						
Dépôts et garanties en espèces		9.532	-	-	9.532	-
Autres créances à plus d'un an		1.158	-	-	1.158	-
Avantages sociaux		424	-	-	424	-
Court terme						
Créances commerciales (brutes)		706.656	-	-	706.656	-
Créances commerciales (réduction de valeur)		(9.279)	-	-	(9.279)	-
Autres créances (brutes)		78.778	-	-	78.778	-
Autres créances (réductions de valeur)		(6.893)	-	-	(6.893)	-
Intérêts à recevoir	2	244	-	-	244	-
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	21.347	-	21.347	-	-
Juste valeur des autres instruments financiers		15.959	15.959	-	-	-
Comptes de régularisation		37.458	-	-	37.458	-
Liquidités et quasi-liquidités		84.460	-	-	84.460	-
Dépôts à terme auprès des banques		10.521	-	-	10.521	-
Autres dépôts à terme		25	-	-	25	-
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités		73.914	-	-	73.914	-
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS (ACTIFS)		982.247	15.959	21.347	918.527	26.414
PASSIFS						
Dettes financières		426.282	-	-	425.182	-
Long terme						
Prêts bancaires		21.100	-	-	20.000	-
Autres prêts		4.396	-	-	4.396	-
Court terme						
Prêts bancaires court terme		117.205	-	-	117.205	-
Découverts bancaires		13.185	-	-	13.185	-
Papiers commerciaux		268.607	-	-	268.607	-
Autres prêts		1.790	-	-	1.790	-
Dettes commerciales et autres dettes		1.203.027	11.725	7.118	1.184.184	-
Long terme						
Dettes commerciales à plus d'un an		25.132	-	-	25.132	-
Autres dettes à plus d'un an		3.988	-	-	3.988	-
Subsides en capital		12.536	-	-	12.536	-

ÉTATS FINANCIERS

A LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Milliers d'euros	NIVEAU	JUSTE VALEUR	HELD FOR TRADING – SANS COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	CASH FLOW HEDGE – AVEC COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	VALEUR COMPTABLE	
					PRÊTS, CRÉANCES ET DETTES COMMERCIALES	DISPONIBLES À LA VENTE
Court terme						
Dettes commerciales à un an au plus		843.498	-	-	843.498	-
Acomptes reçus sur commandes		21.023	-	-	21.023	-
Impôts dus autres que les impôts de société		26.696	-	-	26.696	-
Dettes salariales et sociales		95.780	-	-	95.780	-
Autres dettes		17.635	-	-	17.635	-
Dividendes dus		11.687	-	-	11.687	-
Intérêts dus		584	-	-	584	-
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"		7.118	-	7.118	-	-
Juste valeur des autres instruments financiers	2	11.725	11.725	-	-	-
Comptes de régularisation	2	125.625	-	-	125.625	-
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS (PASSIFS)		1.629.309	11.725	7.118	1.609.366	-

A LA FIN DE L'EXERCICE

Milliers d'euros	NIVEAU	JUSTE VALEUR	HELD FOR TRADING – SANS COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	CASH FLOW HEDGE – AVEC COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	VALEUR COMPTABLE	
					PRÊTS, CRÉANCES ET DETTES COMMERCIALES	DISPONIBLES À LA VENTE
ACTIFS						
Actifs financiers disponibles à la vente		22.331	-	-	-	22.331
Actifs financiers disponibles à la vente – Actions	1	22.331	-	-	-	22.331
Prêts octroyés par l'entreprise		13.035	-	-	13.035	-
Prêts octroyés par l'entreprise		13.035	-	-	13.035	-
Créances commerciales et autres créances		1.349.805	11.169	46.628	1.292.009	-
Long terme						
Dépôts et garanties en espèces		12.068	-	-	12.068	-
Autres créances à plus d'un an		1.048	-	-	1.048	-
Avantages sociaux		1.029	-	-	1.029	-
Court terme						
Créances commerciales (brutes)		1.075.389	-	-	1.075.389	-
Créances commerciales (réduction de valeur)		(7.509)	-	-	(7.509)	-
Autres créances (brutes)		145.519	-	-	145.519	-
Autres créances (réductions de valeur)		(4.513)	-	-	(4.513)	-
Intérêts à recevoir	2	273	-	-	273	-
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	46.628	-	46.628	-	-
Juste valeur des autres instruments financiers		11.169	11.169	-	-	-
Comptes de régularisation		68.705	-	-	68.705	-

ÉTATS FINANCIERS

A LA FIN DE L'EXERCICE

Milliers d'euros	NIVEAU	VALEUR COMPTABLE				
		JUSTE VALEUR	HELD FOR TRADING – SANS COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	CASH FLOW HEDGE – AVEC COMPTABILITÉ DE COUVERTURE	PRÊTS, CRÉANCES ET DETTES COMMERCIALES DISPONIBLES À LA VENTE	
Liquidités et quasi-liquidités		168.115	-	-	168.115	-
Dépôts à terme auprès des banques		16.948	-	-	16.948	-
Autres dépôts à terme		41	-	-	41	-
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités		151.126	-	-	151.126	-
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS (ACTIFS)		1.553.286	11.169	46.628	1.473.159	22.331
PASSIFS						
Dettes financières		1.004.013	-	-	1.007.974	-
Long terme						
Prêts bancaires		686.000	-	-	690.000	-
Autres prêts		4.106	-	-	4.106	-
Court terme						
Prêts bancaires court terme		225.044	-	-	225.004	-
Découverts bancaires		12.218	-	-	12.218	-
Papiers commerciaux		76.498	-	-	76.498	-
Autres prêts		148	-	-	148	-
Dettes commerciales et autres dettes		1.680.256	12.035	17.122	1.651.099	-
Long terme						
Dettes commerciales à plus d'un an		26.205	-	-	26.205	-
Autres dettes à plus d'un an		3.681	-	-	3.681	-
Subsides en capital		10.555	-	-	10.555	-
Court terme						
Dettes commerciales à un an au plus		1.209.684	-	-	1.209.684	-
Acomptes reçus sur commandes		31.947	-	-	31.947	-
Impôts dus autres que les impôts de société		27.742	-	-	27.742	-
Dettes salariales et sociales		122.250	-	-	122.250	-
Autres dettes		44.244	-	-	44.244	-
Dividendes dus		11.696	-	-	11.696	-
Intérêts dus		5.355	-	-	5.355	-
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"	2	17.122	-	17.122	-	-
Juste valeur des autres instruments financiers	2	12.035	12.035	-	-	-
Comptes de régularisation		157.740	-	-	157.740	-
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS (PASSIFS)		2.684.269	12.035	17.122	2.659.073	-

Les emprunts et les dettes ont été émises au taux du marché ce qui ne crée pas de différences majeures avec les dépenses effectives d'intérêt. Toutes les catégories d'instruments financiers d'Umicore sont à la juste valeur à l'exception des prêts bancaires et autres prêts à long terme pour lesquels la valeur comptable est différente de la juste valeur (voir l'Annexe F24).

La juste valeur des instruments financiers échangés sur des marchés actifs est basée sur la cotation de ces instruments à la date du bilan.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif est déterminée en utilisant des méthodes d'estimation, principalement les flux de trésorerie actualisés, sur base d'hypothèses de marché existant à la date du bilan.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est calculée comme la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés. La juste valeur des contrats à terme de risques de change et de contrats métaux et énergie est déterminée en utilisant les valeurs de change et de prix des métaux et de l'énergie à terme à la date du bilan.

La juste valeur des actifs financiers cotés détenus par le groupe est le prix du marché. La juste valeur des passifs financiers est estimée en actualisant les flux de trésorerie contractuels futurs au taux d'intérêt du marché disponible pour des instruments financiers similaires.

La valeur comptable diminuée des réductions de valeur des créances commerciales et des dettes commerciales doit donner une valeur proche de la juste valeur.

32.1 HIÉRARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Le Groupe a adopté l'amendement IFRS 7 sur les instruments financiers qui sont mesurés au bilan à leur juste valeur, avec effet au 1er janvier 2009. Cet amendement requiert la publication des mesures de juste valeur par niveau, basée sur la hiérarchie de mesure suivante :

- Niveau 1 : juste valeur basée sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs semblables.
- Niveau 2 : juste valeur basée sur d'autres éléments que des prix cotés et observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 : juste valeur des actifs et passifs non basée sur des données observables.

Dans le Groupe, les justes valeurs des actifs financiers disponibles à la vente sont mesurées sur base du niveau 1. Les instruments dérivés métal, énergie et devises sont mesurés sur base du niveau 2.

32.2 ANALYSE DE SENSIBILITÉ SUR LES INSTRUMENTS FINANCIERS

Umicore est exposé au prix des marchandises, aux devises étrangères et risque de taux d'intérêt.

32.2.1 PRIX DES MARCHANDISES

La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux ventes aurait été € 7,1 millions plus basse/élevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux achats aurait été € 3,3 millions plus basse/ élevée si le prix de l'énergie avait augmenté/diminué de 10%. La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux achats aurait été € 11,8 millions plus basse/ élevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

La juste valeur des autres instruments financiers liés aux ventes aurait été de € 14,8 millions plus basse/élevée et la juste valeur des autres instruments financiers liés aux achats aurait été € 13,5 millions plus basse/élevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

32.2.2 DEVICES ÉTRANGÈRES

La juste valeur des contrats à terme de devises vendues liée aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 5,3 millions plus élevée si l'euro (EUR) avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été € 6,5 millions plus basse si l'euro (EUR) avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendues liée aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 0,9 millions plus basse si l'euro (EUR) avait augmenté de 10% par rapport au ZAR et aurait été € 1,1 millions plus élevée si l'euro (EUR) avait diminué de 10% par rapport au ZAR.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendues liée aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été € 11,2 millions plus basse si le dollar américain (USD) avait augmenté de 10% par rapport au won sud-coréen (KRW) et aurait été € 12,9 millions plus élevée si le dollar américain (USD) avait diminué de 10% par rapport au won sud-coréen (KRW).

La juste valeur des contrats à terme de devises vendus liés aux autres instruments financiers aurait été € 44,7 millions plus élevée si l'euro (EUR) avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain (USD) et aurait été € 54,6 millions plus basse si l'euro (EUR) avait diminué de 10% par rapport à l'USD.

La juste valeur des contrats à terme de devises achetés liés aux autres instruments financiers aurait été € 19,2 millions plus basse si l'euro (EUR) avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain (USD) et aurait été € 23,5 millions plus élevée si l'euro (EUR) avait diminué de 10% par rapport à l'USD.

La juste valeur de la position nette des actifs et passifs court-terme exposés au dollar américain (USD) aurait été € 36,2 millions plus basse si l'euro (EUR) avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain (USD) et aurait été € 44,3 millions plus élevée si l'euro (EUR) avait diminué de 10% par rapport au dollar américain (USD).

F33 JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Umicore couvre ses risques structurels et transactionnels sur les matières premières (métaux et énergie), les devises et les taux d'intérêts en utilisant respectivement des instruments dérivés sur les matières premières (cotés principalement au London Metal Exchange), des instruments dérivés sur devises et sur les swaps de taux d'intérêts avec des brokers réputés et des banques.

33.1 INSTRUMENTS FINANCIERS DE COUVERTURE STRATÉGIQUE

Milliers d'euros	MONTANT CONTRACTUEL OU NOTIONNEL		JUSTE VALEUR	
	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017
Contrat à terme : marchandises vendues	78.820	59.314	4.558	(10.571)
Contrat à terme : marchandises achetées	(52.408)	(135.996)	9.051	21.027
Contrats à terme: devises vendues	352.559	431.038	3.169	21.013
Contrats à terme: devises achetées	-	(103.090)	-	(1.337)
Contrats de swap d'intérêts	-	-	(2.550)	(625)
Impact total juste valeur (sociétés consolidées globalement)			14.228	29.505
Reconnu en créances commerciales et autres créances			21.347	46.628
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			(7.119)	(17.122)
Total			14.228	29.505

Les principes et documentation des risques couverts ainsi que le timing lié aux opérations de couverture stratégique sont détaillés dans l'annexe F3 Gestion des risques financiers.

La juste valeur des instruments de couverture effectifs est tout d'abord reconnue dans les réserves pour juste valeur dans les fonds propres et sont sortis des fonds propres dès que la transaction prévue ou conclue a lieu (voir l'annexe F23).

Les contrats à terme de marchandises vendues sont établis pour couvrir les métaux suivants : or, argent, palladium, nickel, plomb et cuivre. Les contrats à terme de marchandises achetées sont établis pour couvrir principalement les risques liés au prix de l'électricité, du gaz et du mazout.

Les contrats à terme de devises sont établis pour couvrir entre autres le dollar américain (USD), vis-à-vis de l'euro (EUR), du won sud-coréen (KRW), du réal brésilien (BRL), du dollar canadien (CAD) et du rand sud-africain (ZAR) ainsi que l'euro (EUR) vis-à-vis du ZAR.

Les termes et conditions des contrats à terme sont les conditions habituelles du marché.

Dans les cas où une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par l'IAS 39 n'est pas disponible, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques structurels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des futurs flux de trésorerie probables et ne sont pas spéculatifs par nature.

Umicore n'a dû faire face à aucune inefficacité sur les couvertures stratégiques dans le compte de résultat tant en 2016 qu'en 2017.

ÉTATS FINANCIERS

33.2 AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS

Milliers d'euros	MONTANT CONTRACTUEL OU NOTIONNEL		JUSTE VALEUR	
	31/12/2016	31/12/2017	31/12/2016	31/12/2017
Contrat à terme : marchandises vendues	174.163	140.686	4.451	(7.030)
Contrat à terme : marchandises achetées	(147.073)	(131.626)	(1.414)	3.714
Contrats à terme : devises vendues	697.010	629.862	(5.109)	6.364
Contrats à terme : devises achetées	(274.284)	(254.281)	6.304	(3.915)
Impact total juste valeur (sociétés consolidées globalement)			4.233	(867)
Reconnu en créances commerciales et autres créances			15.959	11.169
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			(11.725)	(12.035)
Total			4.233	(867)

Les principes et la documentation liés aux couvertures transactionnelles du Groupe sont inclus dans l'annexe F3 Gestion des risques financiers.

En l'absence d'une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par IAS 39, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques transactionnels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des transactions existantes et des engagements qui ne sont pas spéculatifs par nature.

La juste valeur est immédiatement reconnue dans le compte de résultats dans les "Autres produits d'exploitation" pour les instruments de couverture des marchandises et dans les "Coûts financiers nets" pour les instruments de couverture des devises.

A LA FIN DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT

Milliers d'euros	MATURITÉ CONTRACTUELLE				TOTAL
	< 1 MOIS	1 À 3 MOIS	3 MOIS À 1 AN	1 À 5 ANS	
INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	39	751	2.215	1.553	4.558
Contrat à terme : marchandises achetées	272	544	2.450	5.785	9.051
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	664	4.592	1.198	-	6.454
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	946	(150)	617	155	1.567
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	321	887	3.992	2.537	7.737
Contrats à terme : devises vendues (autres)	1.304	69	115	-	1.488
Contrats à terme : devises achetées (autres)	1.361	2.031	3.042	15	6.449
INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au taux d'intérêts					
Swap d'intérêts	-	-	-	(2.550)	(2.550)
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	(1.244)	(775)	17	-	(2.002)
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	(770)	(1.835)	(270)	(106)	(2.981)
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	(316)	(651)	(2.627)	(974)	(4.569)
Contrats à terme : devises vendues (autres)	631	(3.546)	(3.051)	(630)	(6.597)
Contrats à terme : devises achetées (autres)	(146)	1	-	-	(145)

ÉTATS FINANCIERS

A LA FIN DE L'EXERCICE

Milliers d'euros	MATURITÉ CONTRACTUELLE				TOTAL
	< 1 MOIS	1 À 3 MOIS	3 MOIS À 1 AN	1 À 5 ANS	
INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	-	98	295	-	393
Contrat à terme : marchandises achetées (CFH)	534	1.073	7.313	12.107	21.027
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	578	2.751	401	-	3.730
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	1.807	3.630	19.181	590	25.208
Contrats à terme : devises vendues (autres)	4.890	1.506	1.019	-	7.415
Contrats à terme : devises achetées (autres)	23	0	-	-	23
INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au taux d'intérêts					
Swap d'intérêts	-	-	-	(626)	(626)
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	(359)	(1.839)	(6.028)	(2.738)	(10.964)
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	(1.883)	(4.386)	(761)	-	(7.030)
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	(88)	71	-	-	(16)
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	(276)	(508)	(2.079)	(1.332)	(4.195)
Contrats à terme : devises achetées (CFH)	(6)	(6)	(137)	(1.187)	(1.337)
Contrats à terme : devises vendues (autres)	(362)	(678)	(11)	-	(1.051)
Contrats à terme : devises achetées (autres)	(823)	(2.446)	(669)	-	(3.939)

F34 ANNEXES AU TABLEAU DE FINANCEMENT CONSOLIDÉ

34.1 DÉFINITIONS

Le tableau de financement identifie les activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour la période. La méthode indirecte a été utilisée pour les cash-flows d'exploitation.

Le résultat net est corrigé en fonction des éléments suivants :

- l'impact d'opérations sans effet sur la trésorerie telles que les provisions, les amortissements, les mises au marché, etc. et la variation du besoin en fonds de roulement ;
- des éléments reclassés en cash-flows d'investissement ou de financement.

Milliers d'euros	2016	2017
Ajustements pour transactions non-cash		
Amortissements	175.944	190.494
Ajustements IAS 39	(5.403)	21.048
Goodwill négatif pris en résultats	-	(10.900)
(Reprises de) Pertes de valeur	22.899	11.779
Mises au marché des stocks et engagements	(20.435)	(37.465)
Différence de change sur prêts long terme	1.297	(3.602)
Réductions de valeurs sur stock et créances	(880)	8.488
Amortissements des subsides en capital	(726)	(671)
Paievements en actions	3.548	6.129
Variation des provisions	12.669	5.417
Total	188.912	190.714
AJUSTEMENTS POUR ÉLÉMENTS À PRÉSENTER SÉPARÉMENT OU À RECLASSER EN TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT OU EN TRÉSORERIE DE FINANCEMENT		
Impôts sur le résultat de la période	56.420	74.670
Charges (produits) d'intérêts	6.356	19.483
(Plus) moins-values sur cession d'actifs immobilisés	3.999	5.504
Dividendes reçus	(45)	(1.380)
Total	66.731	98.274
ANALYSE DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT		
Stocks	(135.153)	(439.601)
Créances commerciales et autres créances	(7.244)	(497.337)
Dettes commerciales et autres dettes	85.783	482.394
Variation selon le bilan consolidé	(56.614)	(454.544)
Transactions non cash (*)	59.724	47.791
Transactions publiées sous une autre rubrique (**)	(7.228)	(4.489)
Impact des regroupements d'entreprises	-	195.485
Ecart de conversion	17.370	(59.754)
Variation selon le tableau de financement consolidé	13.253	(275.509)

(*) Les transactions non cash sont essentiellement liées aux mises au marché des stocks et des engagements, aux couvertures stratégiques et transactionnelles et aux réductions de valeurs sur stocks et créances.

(**) Les transactions publiées sous une autre rubrique sont liées aux variations des soldes de dividendes, intérêts et taxes à recevoir et à payer et subsides.

Milliers d'euros	LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS NETTES	EMPRUNTS (SANS DÉCOUVERTS BANCAIRES)	DETTE FINANCIÈRE NETTE
Au terme de l'exercice précédent	71.275	411.996	340.721
Cash flow de la période	68.399	583.758	515.359
Impact du financement final pour les sociétés non continuées	16.223	-	(16.223)
Au terme de l'exercice	155.897	995.754	839.857
Dettes nettes, y inclus les activités non-continuées	155.897	995.754	839.857

34.2 VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'EXPLOITATION

La variation de la trésorerie d'exploitation après impôts des activités continuées est positive d'€ 153,3 millions. Le besoin en fonds de roulement des activités continuées a augmenté de € 275,5 millions, en ligne avec l'évolution des volumes et des prix des métaux.

34.3 VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT

Les liquidités utilisées à des fins d'investissement des activités continuées ont augmenté d'€ 288,0 millions en 2017.

Les investissements des activités continuées atteignent € 361,9 millions si les frais de R&D capitalisés sont exclus comme le stipule la nouvelle définition des investissements d'Umicore (voir Glossaire). Les dépenses d'investissement chez Energy & Surface Technologies représentent plus de 60% de ce montant, correspondant aux programmes d'investissement en cours visant à augmenter la capacité de production des matériaux pour cathode.

Les acquisitions incluent € 211,5 millions relatifs aux acquisitions des 50% restants dans Ordeg et aux activités de Haldor Topsoe dans les catalyseurs de contrôle des émissions stationnaires et les catalyseurs diesel poids lourds par la business unit Automotive Catalyst ainsi qu'à l'acquisition d'Eurotungstène par la business unit Cobalt & Specialty Materials (voir annexe F8). Cette sortie de liquidité a été seulement partiellement compensée par les produits des cessions de Building Products (pour € 67,7 millions, voir annexe F42) et de Vital Thin Film Technologies (€ 6,5 millions, net des liquidités).

En 2016, la ligne « transfert interne » de la trésorerie d'investissement reflète le fait que le financement octroyé par Umicore au secteur d'activités Zinc Chemicals n'était plus du après la vente. Le financement a été remboursé par l'acquéreur et faisait partie de la considération payée à Umicore.

34.4 VARIATION DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT

Les liquidités utilisées dans des activités de financement sont principalement la conséquence de l'augmentation de l'endettement (€ 562,1 millions), de l'utilisation des actions propres pour couvrir l'exercice d'options (€ 6,0 millions) et du paiement de dividendes (€ 156,3 millions) et d'intérêts nets (€ 14,4 millions).

Milliers d'euros	2016	2017
Acquisition d'immobilisations corporelles	207.297	351.249
Acquisition d'immobilisations incorporelles	80.764	25.621
Acquisition d'immobilisations	288.061	376.870
Investissements en R&D	15.228	14.926
Investissements des activités continuées	272.833	361.944
Acquisition d'immobilisations des activités non continuées	14.505	3.305
Investissements, y compris les activités non continuées	287.338	365.250

F35 DROITS ET ENGAGEMENTS

Milliers d'euros	2016	2017
Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe	61.099	57.329
Garanties constituées par le Groupe pour compte de tiers	4.178	937
Garanties reçues	84.728	109.735
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais au risque du Groupe	366.623	383.582
Engagement d'acquisition et de cession d'immobilisations	4.815	3.754
Engagements commerciaux pour marchandises achetées (à recevoir)	425.066	574.203
Engagement commerciaux pour marchandises vendues (à livrer)	749.699	1.082.347
Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe	1.794.320	1.902.691
Droits et engagements divers	2.532	2.522
Total	3.493.060	4.117.100

35.1 GARANTIES CONSTITUÉES PAR DES TIERS POUR LE COMPTE DU GROUPE

sont des garanties sécurisées ou non, données par des tiers à des créanciers du Groupe, garantissant la décharge des dettes et engagements du Groupe, actuelles ou potentielles.

35.2 GARANTIES CONSTITUÉES PAR LE GROUPE POUR LE COMPTE DE TIERS

sont des garanties ou des engagements irrévocables constitués par le Groupe ou par ses filiales pour compte de tiers afin de garantir la décharge satisfaisante de dettes ou d'engagements existants ou potentiels d'un tiers à un créancier.

Aucun engagement de prêt n'a été fait vis-à-vis de tiers.

35.3 GARANTIES REÇUES

sont des gages ou des garanties reçus garantissant la décharge satisfaisante de dettes et d'engagements existants ou potentiels de tiers vis-à-vis du Groupe ou ses filiales, à l'exception des garanties ou des valeurs en cash.

Les garanties reçues sont liées à des garanties de fournisseurs couvertes par des institutions bancaires. Ces garanties sont établies afin de couvrir la bonne exécution du travail effectué par ces fournisseurs. D'autres parties de ces garanties reçues sont aussi liées à des garanties de clients reçues des maisons mères au nom de l'une de leurs filiales. Un montant non matériel de ces garanties est lié aux garanties locatives.

Ces garanties sont prises aux conditions normales du marché et la juste valeur est égale à la valeur comptable. Aucune garantie n'a été remise en gage.

35.4 BIENS ET VALEURS DÉTENUS PAR DES TIERS EN LEUR NOM MAIS AUX RISQUES DU GROUPE

sont les biens et les valeurs inclus dans le bilan du Groupe, qui ne sont pas présents sur les sites du Groupe mais pour lesquels le Groupe ou ses filiales prennent les risques mais aussi le bénéfice. Il s'agit essentiellement de prêts de métaux et de stocks en consignation ou détenus sous forme de travail à façon par des tiers.

35.5 ENGAGEMENTS COMMERCIAUX

sont des engagements de livraison ou de réception à des clients ou à des fournisseurs de métaux à prix fixe.

35.6 BIENS ET VALEURS DE TIERS DÉTENUS PAR LE GROUPE

sont des biens et des valeurs temporairement détenus par le Groupe et ses filiales, qui ne sont pas la propriété du Groupe. Il s'agit essentiellement d'inventaires de tiers pris en leasing, en consignation ou pour travail à façon par le Groupe.

Les lignes concernant les engagements pour marchandises achetées et vendues ont été mises à jour pour 2013, incluant maintenant l'ensemble des entités.

Le Groupe a des contrats de leasing métal (surtout or et argent) vis-à-vis de banques (in/out) et de tiers pour des périodes déterminées, généralement à court terme, et pour lesquels le Groupe paye ou reçoit des droits. En date du 31 décembre 2017, le Groupe a une position de leasing nette d'€ 715 millions (€ 675 millions en 2016). Cette augmentation est principalement due à des volumes et prix des métaux plus importants.

F36 PASSIFS LATENTS

Le Groupe est confronté à une série d'actions et procédures connexes à son exploitation normale. De l'avis de la direction, ces actions et procédures ne risquent pas globalement d'entamer la situation financière d'Umicore.

F37 PARTIES LIÉES

Milliers d'euros	2016	2017
TRANSACTIONS AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES		
Produits d'exploitation	108.523	208.385
Charges d'exploitation	(91.187)	(223.437)
Produits financiers	81	213
Charges financières	(1)	-
Dividendes reçus	(8.723)	(12.331)
Milliers d'euros	2016	2017
BALANCES AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES		
Créances commerciales et autres court terme	25.480	43.090
Dettes commerciales et autres court terme	35.152	67.394
Prêts octroyés court terme	2.450	1.538

Les transactions avec les sociétés mises en équivalence sont principalement des transactions commerciales, des ventes et des achats de biens et de services.

Il n'y a pas de transactions avec des sociétés détenues par le key management.

Milliers d'euros	2016	2017
CONSEIL D'ADMINISTRATION		
Salaires et autres compensations	685.303	910.256
Partie fixe	227.322	289.433
Partie variable (jetons de présence)	218.000	275.000
Valeur des actions octroyées	232.606	322.456
Avantage en nature voiture de société du président	2.971	2.767
Contribution à la sécurité sociale Suisse	4.404	20.600

Aucun élément variable ou autre avantage (excepté les jetons de présence) ne sont associés aux postes d'administrateur. La société n'a accordé aucun prêt ni garantie aux membres du conseil d'administration.

Milliers d'euros	2016	2017
COMITÉ DE DIRECTION		
Salaires et autres avantages	7.557.111	9.466.215
Avantages sociaux à court terme	3.352.140	4.312.306
Autres avantages postérieurs à la pension	1.299.414	1.202.590
Autres avantages à long terme	968.760	983.562
Rémunération en actions ou liée aux actions	1.936.797	2.967.757

Les chiffres liés aux rémunérations et autres avantages du conseil d'administration et du comité de direction repris ci-dessus sont présentés suivant les normes comptables et par conséquent différent de l'information communiquée dans le rapport de rémunération inclus dans la section de déclaration de gouvernance.

Les cotisations patronales de sécurité sociale, si d'application, sont reprises ci-dessus dans la rubrique avantages à court terme. Cette information ne figure pas dans le rapport de rémunération.

En ce qui concerne les intéressements liés aux actions, les chiffres relatifs aux actions octroyées figurent dans la rubrique rémunérations en actions ou liées aux actions et représentent la valeur des actions octroyées en 2017 pour les services rendus en 2016. Par contre, dans le rapport de rémunération figure la valeur des actions octroyées en 2018 pour les services rendus dans l'année sous revue c'est-à-dire 2017.

Les chiffres comptabilisés pour la partie non différée du bonus variable en espèce liés aux performances individuelles 2016 sont repris dans la rubrique « autres avantages sociaux à court terme » et représentent la partie provisionnée à la date du bilan. Le Rapport de rémunération présente les montants effectivement payés.

Les provisions enregistrées pour la partie différée du bonus en espèces de 2017 sont repris sous la rubrique « autres avantages sociaux à long terme ». Les montants à payer en 2019 et 2020 dépendront des mesures de performance à long terme et les montants exacts payés seront inclus dans le rapport de rémunération pour les années en question.

F38 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS APRÈS LA CLÔTURE

Après la réunion du conseil d'administration du 8 février 2018, Umicore a annoncé qu'un dividende brut d'€ 0,70 par action serait proposé à l'Assemblée annuelle des actionnaires (dont € 0,325 par action ont déjà été payés à titre de dividende intermédiaire en août 2017).

En date du 8 février 2018, Umicore a placé 22.400.000 nouvelles actions auprès d'investisseurs institutionnels et d'autres investisseurs par un accelerated bookbuild (constitution accélérée de livre d'ordres) réalisé en vertu des exemptions pour placements privés. Les nouvelles actions représentent 10% du nombre d'actions existantes avant l'opération (224.000.000). Le 12 février 2018, les nouvelles actions ont été admises à la négociation sur Euronext Brussels. Par conséquent, à dater de ce jour, le nombre total d'actions et de droit de vote s'élève à 246.400.000. Le montant de cette constitution (€ 892 millions) sera utilisé pour financer les investissements de croissance d'Umicore et va permettre à Umicore d'avoir plus de flexibilités pour poursuivre ses potentiels acquisitions et partenariats. Les nouvelles actions émises recevront un dividende d'€ 0,375 correspondant au montant du dividende annuel de 2017, le dividende total d'€ 0,70 pour l'année complète étant sujet à approbation.

Umicore a annoncé fin novembre 2017 avoir trouvé un accord en vue de vendre son activité Technical Materials en Europe à SAXONIA Edelmetalle GmbH, une entreprise allemande établie de longue date active dans le domaine du raffinage et de la fabrication de composés chimiques, de produits semi-finis et de pièces de contact à base de métaux précieux. L'accord porte sur les activités de Technical Materials en Allemagne et en Italie, qui fabriquent des matériaux de contact et des alliages de soudure destinés à des applications techniques. La finalisation de cette transaction a été faite fin janvier 2018.

Umicore a annoncé en décembre 2017 la conclusion d'un accord avec Materia portant sur l'acquisition de la propriété intellectuelle et du portefeuille d'activités concernant ses catalyseurs de métathèse et ce pour un montant de USD 27 millions. Materia est un fabricant américain de premier plan dans le domaine des catalyseurs de métathèse et des résines thermodurcissables. Son activité Métathèse est un chef de file technologique dans le domaine des catalyseurs homogènes, grâce à une technologie exclusive et brevetée développée notamment par Robert H. Grubbs, lauréat du prix Nobel de chimie en 2005, et à un vaste portefeuille de catalyseurs de métathèse très sélectifs. La transaction était sujette à certaines conditions et a été finalisée au cours du mois de janvier 2018.

F39 BÉNÉFICE PAR ACTION

Euros	2016	2017
Hors activités non continuées		
Bénéfice par action, de base	0,83	0,98
Bénéfice par action, dilué	0,825	0,97
Y compris activités non continuées		
Bénéfice par action, de base	0,6	0,97
Bénéfice par action, dilué	0,595	0,96
Résultat par action récurrent	1,07	1,22

Les chiffres suivants ont servi de numérateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

ÉLÉMENTS DANS LE NUMÉRATEUR

Milliers d'euros	ANNEXE	2016	2017
Bénéfice net consolidé, part du Groupe	F9		
Hors activités non continuées		181.203	214.836
Y compris activités non continuées		130.724	211.943
Bénéfice net consolidé récurrent, part du Groupe	F9	232.855	266.771

Les nombres d'actions suivants ont servi de dénominateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

ÉLÉMENTS DANS LE DÉNOMINATEUR

	2016	2017
Nombre d'actions émises au 31 décembre	224.000.000	224.000.000
dont actions propres	5.346.300	4.505.567
dont actions en circulation	218.653.700	219.494.433
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation	217.775.656	219.079.587
Dilution potentielle due aux plans d'options sur actions	1.594.664	2.069.303
Nombre pondéré moyen ajusté d'actions ordinaires	219.370.320	221.148.890

Les actions détenues en propre en vue de couvrir les plans d'options sur actions, ou disponibles à la revente, ne sont pas comprises dans le nombre d'actions en circulation. Le dénominateur utilisé pour le calcul du bénéfice par action dilué tient compte de l'ajustement pour plans d'options sur actions.

Le 16 octobre 2017, chaque action Umicore a été divisée en deux. Par conséquent, à fin décembre, le capital d'Umicore était constitué de 224.000.000 actions sans valeur nominale.

En 2017, aucune nouvelle action n'a été émise dans le cadre de l'exercice d'options sur actions avec droits de souscription. Pendant l'année, Umicore a utilisé 1.597.551 actions propres dans le cadre de l'exercice d'options sur actions et 71.912 pour l'octroi d'actions. Umicore a racheté 828.730 actions propres. Fin décembre 2017, Umicore détenait 4.505.567 de ses actions propres représentant 2,01% du nombre total d'actions émises à cette date.

F40 ÉVOLUTION DES NORMES IFRS

Les **nouvelles normes et amendements** aux normes suivants ont été publiés mais ne sont **pas encore obligatoires** pour les exercices comptables débutant au 1^{er} janvier 2017 et ont été **adoptés par l'Union Européenne** :

- **IFRS 9** Instruments financiers, (date d'entrée en vigueur : 1^{er} janvier 2018) : La norme traite de la classification, l'évaluation et la décomptabilisation d'actifs et passifs financiers et la comptabilité générale de couverture.

Sur base des analyses détaillées réalisées au cours du second semestre 2017, il y a une probabilité que les corrections « IAS 39 » soient réduites substantiellement en raison du fait qu'IFRS 9 permette plus de flexibilité en matière de comptabilité de couverture métal et devises. L'impact exact par activité est en cours de vérification. En ce qui concerne les engagements physiques et les stocks, des provisions devront être considérées pour chaque déséquilibre et incertitude relatifs aux engagements physiques. Une analyse des ajustements à effectuer relatifs au modèle de perte de crédit attendue est toujours en cours.

- **IFRS 15** 'Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients' : La norme permettra l'amélioration de l'information financière des produits ainsi que l'amélioration de la comparabilité des ventes rapportées dans les états financiers à l'échelle mondiale. Les entreprises utilisant les normes IFRS seront obligées d'appliquer cette nouvelle norme pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2018.

Les flux des ventes et les éléments déclencheurs de ces ventes ont été analysés par secteur d'activités au cours de 2017 afin de s'assurer de l'alignement avec le modèle en cinq étapes (5-step model) d'IFRS 15. Sur base de cette analyse détaillée, nous avons pu conclure qu'il n'y avait aucune inconsistance majeure entre le modèle actuel de reconnaissance des ventes et le modèle d'IFRS 15.

Les **nouvelles normes et amendements aux normes** suivants ont été publiés mais ne sont **pas encore obligatoires** pour les exercices comptables débutant au 1er janvier 2017 et **n'ont pas encore été adoptés par l'Union Européenne** :

- **IFRS 16** 'Leasings' : Cette norme remplace les orientations actuelles de l'IAS 17 et constitue une modification de grande portée de la comptabilité par les locataires. Selon IAS 17, les locataires étaient tenus de faire une distinction entre un contrat de location-financement (au bilan) et un contrat de leasing opérationnel (hors bilan). IFRS 16 exige des preneurs de bail qu'ils comptabilisent un passif au titre du contrat de location reflétant les paiements de location futurs et un «droit d'utilisation» pour la quasi-totalité des contrats de location. Pour les bailleurs, la comptabilité reste pratiquement la même. Cependant, comme l'IASB a mis à jour les lignes directrices sur la définition d'un bail (ainsi que les directives sur la combinaison et la séparation des contrats), les bailleurs seront également touchés par la nouvelle norme. En vertu de la norme IFRS 16, un contrat est, ou contient, un contrat de location si le contrat confère le droit de contrôler l'utilisation d'un actif identifié pendant une période de temps en échange d'un paiement.

Un projet a été initié en 2017 lors duquel la phase préparatoire, consistant à faire l'inventaire des contrats et de l'information IFRS 16, a débuté. En 2018, la direction du groupe, en étroite collaboration avec les équipes locales, va continuer à évaluer l'impact d'IFRS 16. IFRS 16 comprend certaines exemptions relatives à la comptabilisation pour les contrats de location portant sur la prospection ou l'utilisation de ressources minérales, de pétrole, de gaz naturel et autres ressources similaires non renouvelables. Par conséquent, les contrats de location de métal d'Umicore ne sont pas soumis à IFRS 16. Umicore n'a pas d'autres contrats de financement matériels et donc l'impact de l'implémentation d'IFRS 16 devrait être limité.

- **IFRIC 23** 'Incertitudes relatives aux traitements fiscaux' (effective au 1er janvier 2019) : L'interprétation clarifie la comptabilisation des incertitudes relatives aux impôts sur le revenu. L'interprétation doit être appliquée pour la détermination du profit taxable (perte fiscale), les bases d'impôt, les crédits d'impôt non utilisés et les taux d'imposition lorsqu'il y a des incertitudes relatives aux traitements fiscaux sous IAS 12. Umicore analyse les incertitudes fiscales du Groupe et l'impact que cette clarification pourrait avoir.

Pour toutes les autres nouvelles interprétations et normes pas encore obligatoires au 1er janvier 2017, la direction les évalue activement et s'attend pour l'instant à aucun impact matériel.

F41 RÉMUNÉRATION DU COMMISSAIRE RÉVISEUR

La rémunération globale du commissaire liée à ses tâches d'audit des comptes statutaires et des filiales s'est élevée à € 4,0 millions, dont € 1,8 millions pour la révision des comptes statutaires (€ 0,5 millions pour la société mère) et € 2,2 millions pour des missions d'audit non statutaires. Ce dernier montant comprend € 0,4 million pour des services d'audit et autres services d'attestation et € 1,8 million pour d'autres services non relatifs à l'audit.

F42 ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES

En 2015, en ligne avec la revue du portefeuille d'activités d'Umicore, un processus a démarré afin de préparer Zinc Chemicals et Building Products à un futur en dehors du groupe Umicore. Le management avait analysé si les critères pour présenter ces activités en activités non-continuéées étaient remplis. De cette analyse, il a été décidé de présenter les 2 secteurs d'activités en activités non-continuéées à partir du 30 juin 2015.

Dès lors, depuis 2015, les activités non-continuéées sont présentées en une ligne au bilan et détaillées ci-dessous sans aucun ajustement des périodes précédentes selon IFRS 5 et avec les éliminations des postes bilantaires entre les activités continuéées et non-continuéées. Aucun amortissement n'a été enregistré pour les activités non-continuéées depuis le 30 juin 2015 mais les éléments bilantaires sont présentés à la valeur la plus basse entre la valeur comptable et les juste-valeurs moins les coûts de la vente, selon IFRS 5 et selon une analyse de réduction de valeur détaillée.

ÉTATS FINANCIERS

En mai 2017, Umicore annonçait être entré dans un processus de négociations exclusives avec Fedrus International pour la vente de ses activités Building Products. Cette transaction a été clôturée fin septembre 2017. Tous les éléments du compte de résultats avant fin septembre ont été montrés dans les activités non-continuées.

A partir du 1er juillet 2017, les activités d'Ieqsa ont été à nouveau transférées dans les activités continuées dans le segment Corporate.

ACTIFS ET PASSIFS DES ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES

Milliers d'euros	31/12/2016	31/12/2017
Actifs long terme	90.344	-
Immobilisations corporelles	62.137	-
Participations mises en équivalence	15.981	-
Créances commerciales et autres créances	12.226	-
Actifs court terme	163.140	-
Stocks	92.531	-
Créances commerciales et autres créances	23.931	-
Liquidités et quasi-liquidités	45.326	-
Autres actifs court terme	1.352	-
TOTAL DE L'ACTIF	253.484	-
Passifs long terme	39.768	-
Provisions pour avantages sociaux	36.896	-
Dettes financières	487	-
Dettes commerciales et autres dettes	2.385	-
Passifs court terme	105.140	-
Dettes financières	371	-
Dettes commerciales et autres dettes	103.478	-
Autres passifs court terme	1.291	-
TOTAL DU PASSIF	144.908	-

L'analyse du résultat des activités non-continuées et des cash-flows, incluant un ajustement des périodes précédentes selon IFRS 5 est présentée ci-dessous :

COMPTE DE RÉSULTATS DES ACTIVITÉS NON CONTINUÉES

Milliers d'euros	2016	2017
Produits d'exploitation	661.311	334.291
Charges d'exploitation	(696.754)	(333.507)
Résultat d'exploitation	(35.445)	783
Résultat financier - net	(3.031)	(1.023)
Résultat des sociétés mises en équivalence	1.254	859
Résultat avant impôts	(37.222)	619
Impôts sur le résultat	(13.081)	(3.512)
Résultat de la période	(50.303)	(2.893)
Euros		
Bénéfice par action (de base) pour activités non continuées	(0,23)	(0,01)
Bénéfice par action (dilué) pour activités non continuées	(0,23)	(0,01)

TABLEAU DE FINANCEMENT RÉSUMÉ DES ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES

Milliers d'euros	2016	2017
Variation de la trésorerie d'exploitation	(63.363)	6.800
Variation de la trésorerie d'investissement	28.909	(42.710)
Variation de la trésorerie de financement	(22.579)	7.031
Impact de la variation de change sur la trésorerie	(3.002)	(224)
Variation de la trésorerie nette des activités non continuées	(60.034)	(29.103)
Situation nette de trésorerie à l'ouverture des activités non continuées	37.872	45.326
Impact du financement final pour les sociétés non continuées	67.488	(16.223)
Situation nette de trésorerie à la clôture des activités non continuées	45.326	-

Selon les principes comptables adoptés, le groupe a évalué si l'arrangement se poursuivra à l'avenir et, par conséquent, les transactions intra-groupe du compte de résultats entre les activités continuées et non-continuées ne sont pas éliminées.

Cet arrangement va en effet se poursuivre dans le futur et les montants deviendront des charges et produits externes dans les périodes futures.

Les transactions commerciales entre les activités continuées et non-continuées sont de € 5,2 millions dans les charges opérationnelles des activités non-continuées et € 0,8 millions dans les produits d'exploitation de celles-ci (incluant les 9 mois de résultats de Building Products).

Le bilan des entités Building Products à fin septembre sur base duquel le résultat a été calculé était :

ACTIFS ET PASSIFS DES ACTIVITÉS NON-CONTINUÉES VENDUES

Milliers d'euros	30/09/2017
Actifs long terme	76.856
Actifs court terme	229.311
TOTAL DE L'ACTIF	306.166
Fonds propres	81.934
Résultats reportés et réserves	87.609
Autres éléments du résultat global reclassés en fonds propres	(5.796)
Autres éléments du résultat global reclassés en résultat	120
Passifs long terme	47.833
Passifs court terme	176.400
TOTAL PASSIF	224.234
Prix de vente	67.666
Plus value réalisée	(14.148)

La réconciliation entre la considération payée et le mouvement des trésoreries d'investissement des activités continuées est détaillée en Annexe 34.

Comptes annuels abrégés de la société mère

Les comptes annuels d'Umicore sont présentés ci-après dans un schéma abrégé.

Conformément au code des sociétés, les comptes annuels d'Umicore et le rapport de gestion ainsi que le rapport du commissaire seront déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Ces documents sont également disponibles sur demande à :

UMICORE

Rue du Marais 31

B-1000 Bruxelles (Belgique)

Le commissaire a exprimé une opinion sans réserve sur les comptes annuels d'Umicore.

La réserve légale d'€ 50,0 millions qui est incluse dans les réserves n'est pas distribuable.

Milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
BILAN ABRÉGÉ AU 31 DÉCEMBRE			
1. ACTIF			
Actifs immobilisés	3.835.808	3.847.718	4.117.701
II. Immobilisations incorporelles	88.287	117.183	110.018
III. Immobilisations corporelles	353.974	365.507	398.464
IV. Immobilisations financières	3.393.547	3.365.028	3.609.219
Actifs circulants	684.601	752.880	950.746
V. Créances à plus d'un an	373	373	373
VI. Stocks	343.868	351.864	339.484
VII. Créances à un an au plus	163.725	216.042	381.570
VIII. Placements de trésorerie	162.043	164.809	200.213
IX. Valeurs disponibles	951	1.901	780
X. Comptes de régularisation	13.641	17.891	28.326
Total de l'actif	4.520.409	4.600.598	5.068.447
2. PASSIF			
Capitaux propres	1.214.164	1.222.013	1.211.092
I. Capital	500.000	500.000	500.000
II. Primes d'émission	6.610	6.610	6.610
III. Plus-value de Réévaluation	91	91	91
IV. Réserves	330.067	289.770	281.908
V. Résultat reporté	236.627	270.367	264.754
Vbis. Resultat de la période	135.456	148.537	149.816
VI. Subsidés en capital	5.313	6.638	7.913
Provisions et impôts différés			
VII.A. Prov. Pour Risques Et Charges	109.685	111.775	117.426
Dettes	3.196.560	3.266.810	3.739.929
VIII. Dettes à plus d'un an	1.572.000	1.981.249	1.693.125
IX. Dettes à un an au plus	1.563.686	1.193.761	1.973.509
X. Comptes de régularisation	60.873	91.800	73.295
Total du passif	4.520.409	4.600.598	5.068.447

ÉTATS FINANCIERS

Milliers d'euros	31/12/2015	31/12/2016	31/12/2017
COMPTE DE RÉSULTATS			
I. Ventes et prestations	2.961.093	2.415.676	2.960.635
II. Coût des ventes et des prestations	(2.888.281)	(2.412.640)	(2.900.861)
III. Résultat d'exploitation	72.812	3.036	59.774
IV. Produits financiers	182.294	258.002	161.063
V. Charges financières	(106.570)	(113.178)	(69.747)
VI. Résultat courant avant impôts	148.536	147.860	151.090
X. Impôts sur le résultat	(13.080)	677	(1.274)
XI. Résultat de l'exercice	135.456	148.537	149.816
XIII. Résultat de l'exercice à affecter	135.456	148.537	149.816

Milliers d'euros	2015	2016	2017
AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS			
A. Résultat à affecter	511.065	520.620	568.719
1. Bénéfice - Perte de l'exercice	135.456	148.537	149.816
2. Bénéfice - Perte reportée	375.609	372.083	418.903
C. Affectations aux capitaux propres	(8.482)	40.296	7.862
3. A la réserve pour actions détenues en propre	(8.482)	40.296	7.862
D. Résultat à reporter⁽¹⁾	372.083	418.903	414.569
2. Bénéfice - Perte (-) à reporter	372.083	418.903	414.569
F. Bénéfice à distribuer⁽¹⁾	(130.500)	(142.013)	(162.012)
1. Dividendes			
actions ordinaires	(130.500)	(142.013)	(162.012)

(1) Le montant total de ces deux postes sera adapté pour tenir compte du nombre d'actions propres détenues par Umicore à la date de l'assemblée générale des actionnaires du 26 avril 2018, le dividende de € 0,7 brut par action restant inchangé.

	MILLIERS D'EUROS	NOMBRE D' ACTIONS
ETAT DU CAPITAL		
A. Capital social		
1. Capital souscrit		
Au terme de l'exercice précédent	500.000	224.000.000
Au terme de l'exercice	500.000	224.000.000
2. Représentation du capital		
2.1. Catégories d'actions		
Actions ordinaires	500.000	224.000.000
2.2. Actions nominatives ou au porteur		
Nominatives		41.908.468
Au porteur		182.091.532
E. Capital autorisé non souscrit	50.000	

ÉTATS FINANCIERS

	% CAPITAL	NOMBRE D' ACTIONS	DATE DE NOTIFICATION
G. STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT ⁽¹⁾			
Family Trust Desmarais, Albert Frère and Groupe Bruxelles Lambert S.A.	15,00	33.605.672	24/09/2015
BlackRock Investment Management	4,86	10.876.681	14/08/2017
APG Asset management	3,00	6.728.778	24/10/2016
Vanguard International Growth Fund	3,02	6.775.231	06/12/2017
Autres	72,10	161.508.071	31/12/2017
Actions propres détenues par Umicore	2,01	4.505.567	31/12/2017
	100,00	224.000.000	
dont flottant	100,00	224.000.000	

(1) Au 31 décembre 2017, 5.218.195 options sur actions Umicore sont encore à exercer. Ces options incluent 5.218.199 droits d'acquisition sur les actions existantes détenues par Umicore.

Déclaration de responsabilité de la direction

Par la présente, nous attestons qu'à notre connaissance, les états financiers consolidés clos le 31 décembre 2017, établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales applicables en Belgique, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du Groupe et des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion contient un exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation de l'émetteur et des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

16 mars 2018,

Marc Grynberg
Chief Executive Officer